

# La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Vers le fascisme ?

*par Robert LOUZON*

A la recherche d'une Constitution

*par J. PÉRA*

Le XX<sup>e</sup> Congrès de la Fédération du Livre

*par G. MAUPIOUX*

La guerre fratricide entre organisations  
algériennes

*par Elisabeth VOGT  
et Daniel FABER*

Révisionnisme doctrinal et constance  
totalitaire

*par R. HAGNAUER*

L'évolution du fondateur du parti  
socialiste aux Indes

*par Herbert PASSIN*

# LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire  
(mensuelle)

## CONDITIONS D'ABONNEMENT

### FRANCE - ALGERIE - COLONIES

Six mois . . . . . 700 fr.  
Un an . . . . . 1.200 fr.

### EXTERIEUR

Six mois . . . . . 800 fr.  
Un an . . . . . 1.500 fr.

Le numéro : 120 francs.

## ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction  
et l'Administration à la

Révolution prolétarienne  
14, rue de Tracy — PARIS (2<sup>e</sup>)  
Téléphone : CENTral 17-08

## PERMANENCE

Les jeudis de 18 h. à 19 h.  
Les samedis de 17 h. à 19 h.

## UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux  
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

## Sommaire du N° 430 - Juillet-Août 1958

### Notes d'économie et de politique

Vers le fascisme ? — La ruse de de Gaulle  
— Le problème qui demeure — Caricatures — Comment on peut lancer des guerres par de fausses nouvelles — France, ton or fout le camp ! . . . . .  
A la recherche d'une Constitution . . . . .  
De Gaulle contre de Gaulle.

R. LOUZON  
J. PERA

### Chronique de l'Union des syndicalistes :

Développement du Mouvement « pour un syndicalisme uni et démocratique » — Une journée de perdue ? — Syndicalisme de masse et syndicalisme d'affinité — Une condamnation pour entraves à la liberté du travail — Chez Michelin, un tract remarquable — Une motion de l'Union des syndicalistes . . . . .  
Le XX<sup>e</sup> Congrès de la Fédération du Livre Après une sol-disant « Révolution ».  
La guerre fratricide entre organisations algériennes . . . . .  
Georges Duyeau . . . . .  
Révisionnisme doctrinal et constance totalitaire . . . . .  
Après les élections italiennes . . . . .  
L'évolution de Jayaprakash Narayan, fondateur du Parti socialiste aux Indes . . . . .  
Amnistie pleine et entière à Madagascar. Pour un mouvement syndical uni et démocratique.

R. GUILLORE  
G. MAUPIOUX

Elizabeth VOGT,  
Daniel FABER  
R. H.

Roger HAGNAUER  
Alberto MORONI

Herbert PASSIN

### Parmi nos lettres

Critiques et suggestions — Toujours à propos de math — Question de géographie — Compagnon de route ?

### A travers les livres

Blanqui et l'actualité (de M. Dommanget).  
Ce qui ne fut pas (d'Albert Camus).  
Cinq de Billancourt... à travers trois continents (de Gabrielle Hirzel).

R. CUILLORE  
L. M.  
R. G.

# ENTRE NOUS

Les servitudes de notre parution mensuelle, les complications des vacances nous obligent à tirer ce numéro alors que les événements s'aggravent dans le Proche-Orient et que les menaces d'un conflit mondial s'alourdissent.

Nous le regrettons d'autant plus que — comme les autres années — nous n'avons pas l'intention de paraître en août. Il n'est pas impossible que les circonstances obligent la R. P. à tirer un numéro spécial — et que l'Union des Syndicalistes s'adresse aux militants ouvriers, comme elle l'a fait lors des menaces de coup de force en France. Aussi bien d'ailleurs dans l'intention d'éveiller la vigilance des uns que de calmer les exès fébriles des autres.

Ce que nous redoutons le plus c'est que les organisations ouvrières soient placées devant le fait accompli, comme elles le furent en France, lors des événements d'Alger et de Corse... comme elles le furent dans le monde entier, lors de chaque grande crise.

C'est à l'Internationale des Syndicats libres qu'il appartient d'intervenir. Ici, où nous n'avons jamais critiqué systématiquement la C.I.S.L., nous voulons dire très fermement, que sa carence actuellement risquerait de la discréditer, au seul profit des puissances et des organisations totalitaires.

\*\*

Cependant ce numéro double de juillet-août con-

tient surtout des études et documents ayant pour but d'alimenter les méditations de nos camarades pendant les vacances. Qu'on prenne le temps de les lire « à tête reposée » sans se laisser arrêter par des partis pris, sans bloquer son esprit sur des conclusions pré-établies. Sur chacun des problèmes posés : le gaullisme, la nouvelle Constitution, le syndicalisme algérien, la question yougoslave, l'unité syndicale... nous apportons des éléments qui méritent réflexion.

Voilà qui explique le volume exceptionnel de ce numéro : 36 pages... et que nous soyons obligés cependant de laisser encore sur le marbre d'autres études ou articles de grand intérêt tels la monographie de Gaillienne sur le Proche-Orient, et une note sur les variations de la mortalité selon la classe sociale, d'un médecin ami.

Nos camarades ne réalisent pas toujours les sacrifices financiers que cet effort représente. Notre ami Delsol s'est consacré à la tâche déplaisante de réveiller les négligents... Son travail se révèle particulièrement efficace ; car en quelques jours cent mille francs s'inscrivent à notre compte. Mais si chacun pensait à ce renouvellement de son abonnement, Delsol pourrait se consacrer au recrutement de nouveaux abonnés.

C'est à quoi pense une amie de Paris dont nous voulons saluer l'initiative, qui nous adresse le montant de cinq abonnements semestriels, à servir à des personnes choies par elle. Exemple à suivre.

# Notes d'Economie et de Politique

## VERS LE FASCISME ?

La situation politique française est aujourd'hui si obscure et si mouvante qu'il est bien difficile d'en faire un exposé cohérent ; aussi dois-je me résoudre à employer la méthode chère à Sorel, celle qui consiste à en établir diverses projections à partir de plusieurs « points de vue ». C'est ce que l'on trouvera sous les trois sous-titres qui suivent.

### La ruse de de Gaulle

C'est, je crois, Roosevelt qui définissait de Gaulle comme étant essentiellement un homme « rusé ». Il semble bien, en effet, que la ruse soit sa qualité dominante si l'on en juge par la manière habile dont il se défit à Alger, après le débarquement américain, des Giraud, Darlan et autres Juin, et de celle dont il est parvenu au pouvoir le mois dernier.

C'est de cette ruse dont il essaie à nouveau d'user dans son traitement de la question de l'Algérie et de la question de l'armée. Il ne casse rien. Autant il est tranchant dans ses discours (toujours axés sur son « moi »), aussi tranchant que le colonel Ramollot, autant ses actes s'inspirent des méthodes chères à Machiavel.

Il semble que son but soit, pour l'instant, de séparer l'armée des fascistes des comités de salut public.

C'est pourquoi il ne fait rien contre l'armée ; il y laisse l'indiscipline y régner en maître : il n'a pris aucune sanction contre les parachutistes de Tarbes et les capitaines qui étaient venus d'Algérie en cette ville pour y organiser la « manifestation » du 18 juin, ni contre la garnison d'Auxerre et son colonel dissolvant par la force un cortège se rendant au monument aux morts ; bien plus, il laisse Salan faire saisir, lors de son passage à Paris, *l'Express* et *France-Observateur*, tout en faisant savoir, il est vrai, que ni lui, ni son ministre de l'Information n'en avaient été prévenus ; il laisse ce même Salan priver de leur commandement les chefs militaires qui avaient interdit à leurs subordonnés de participer aux comités de salut public, et enfin il nomme chef d'état-major de l'armée de terre, le général Zeller qui a montré par des déclarations antérieures (voir *l'Express* du 3 juillet) qu'il est non seulement fasciste, mais partisan de la désobéissance militaire.

Par contre, de Gaulle est parvenu à rendre les comités de salut public à peu près muets, en obtenant, après la publication de leur fameux ordre du jour transmis par Salan, que leurs résolutions ne soient plus rendues publiques, et l'autre jour, à Alger, s'il a reçu, il est vrai, Massu, président du comité de salut public, il s'est refusé, « faute de temps », à recevoir l'ensemble du comité.

Mais la grande question est celle-ci : si sa politique de division réussit, et que l'armée soit détachée de son soutien civil, de Gaulle essaiera-t-il de remettre l'armée hors de la politique, ou bien laissera-t-il, et même encouragera-t-il généraux et colonels à continuer à organiser leur prise du pouvoir ? N'aura-t-il réduit le fascisme civil que pour assurer l'exclusivité au fascisme militaire ?

Il est assez difficile d'en juger dès maintenant. Cela dépendra peut-être de son degré de vieillissement. S'il se sent encore solide et capable d'exercer le pouvoir plusieurs années, il tentera sans doute de ramener l'armée au « devoir », car il est peu probable qu'il accepte de n'être qu'un pantin entre les mains des colonels, mais si tel n'est pas le cas, s'il sent sa fin plus ou moins proche, il se peut bien qu'il estime qu'un fascisme militaire est le régime qui conviendra le mieux pour lui succéder et qu'il est désirable de lui préparer les voies.

### LE PROBLEME QUI DEMEURE

Cependant, si par la ruse on peut jouer des hommes contre d'autres hommes, ainsi que le fit de Gaulle à Alger en 42-43, si, par la ruse, on peut utiliser une situation au mieux de ses ambitions, comme l'a fait de Gaulle au cours de la crise que nous venons de vivre, on ne peut, par la ruse, résoudre les conflits qui naissent de l'égalité de forces entre groupes antagonistes.

Or c'est en présence d'un tel conflit que se trouve l'Etat français depuis plus de trois ans et demi, sur lequel la IV<sup>e</sup> République a fini par buter, et qui subsiste aujourd'hui exactement dans les mêmes termes et avec exactement la même acuité qu'hier : le conflit entre la volonté de dix millions d'Algériens de se délivrer de la domination française et la volonté du million d'Européens d'Algérie de maintenir cette domination.

Il faudrait être, en effet, d'une rare naïveté pour s'imaginer que le 13 mai a changé quoi que ce soit à cet antagonisme, pour supposer que, le 13 mai au matin, indigènes et européens se considéraient comme des ennemis, et que le 13 mai au soir, par la magie de l'envahissement et de la mise à sac du ministère de l'Algérie, ou même seulement le 1<sup>er</sup> juin, par cette autre magie de l'octroi des pleins pouvoirs à de Gaulle, les « troncs de figuier » et les « pieds-noirs » soient subitement devenus des « frères ».

Sur ce point, qu'on me permette de donner d'assez larges extraits d'une lettre envoyée à l'hebdomadaire *Liberté* par un Français natif d'Algérie qui est « originaire — dit le journal — d'une famille chère au cœur des anarchistes ». C'est-à-dire, sans doute, un descendant de celui qui fut l'une des plus pures et des plus célèbres figures de l'anarchisme français. Les voici :

Pour avoir vécu à Alger cette deuxième quinzaine de mai, je puis certifier que des masses de musulmans sont venus au Forum dans des camions qui ne leur appartenaient pas, camions militaires pour la plupart, qu'un grand nombre de ces gens ont été conviés par des militaires à monter dans ces camions (ce qui ne saurait être refusé) et que bien souvent ces « manifestants » se sont vu confisquer leurs cartes d'identité pour la durée de la représentation (le voyage de retour était en outre assuré). On pouvait constater l'air triste et résigné de ces hommes.

Une autre catégorie d'Algériens musulmans s'est trouvée présente : ceux qui furent invités à se rendre au Forum sans que la vue d'uniformes militaires ait été nécessaire. Ceux-là pensaient avant tout à ne pas compromettre leurs chances de conserver un gagne-pain.

Enfin, quelques autres, m'a-t-on dit, poussés par la curiosité, par l'attraction des foules, et entendant parler de fraternisation, n'en croyant pas leurs oreilles, sont allés voir de quoi il retournait, et, peut-être quelques-uns, dans l'excitation du moment, ont pu croire un instant à une nuit du 4 août...

En résumé, la « fraternisation » n'a pas existé. Elle n'est qu'une invention machiavélique des « services » qui se prétendent psychologiques et qui ne sont psychologiques qu'en l'art de brouiller les cartes.

La triste réalité, c'est que nos services « psychologiques » veulent à toute force que soumission s'appelle désormais fraternisation, atteignant ainsi la forme extrême de la tyrannie. Ils veulent ajouter à la cruauté physique une sorte de cruauté mentale qui la complète.

La « fraternisation » ne fut donc qu'une comédie organisée par le 5<sup>e</sup> bureau et imposée par lui, imposée par lui, d'ailleurs, non seulement aux musulmans, mais aussi aux Européens qui, ayant besoin de l'armée, étaient prêts à se soumettre à toutes ses lubies du moment que ça ne tirait pas à conséquence. Malraux lui-même, qui, sans doute, ne voulait tout de même pas passer pour un con en prétendant contre toute vraisemblance que cette « fraternisation » avait été spontanée, a dû explicitement reconnaître qu'elle avait été « organisée », et ce ne sont pas ses jongleries d'intellectuel faisant sur Valmy et Danton qui atténuent la portée de son aveu.

Or, une telle comédie non seulement ne résout rien, mais ne modifie en rien aucune donnée du problème.

Il en est de même de cet autre schibboleth qu'est l'« intégration », qui vient d'ailleurs, aux dernières nouvelles, d'être abandonné. Comment, en effet, les Arabes d'Algérie pourraient-ils s'estimer être devenus des « Français à part entière », des citoyens libres, alors qu'au moment même ils se voient entassés dans des camions pour être transportés sur une place d'Alger, d'Oran ou de Constantine avec l'ordre d'y crier « Vive de Gaulle ! », et que demain on les amènera pareillement en troupes au bureau de vote pour y déposer leur « oui » au referendum ?

À l'opération « Terreur » du tortionnaire Lacoste, l'armée et de Gaulle ont fait succéder l'opération « Séduction », mais celle-ci ne peut pas plus réussir que celle-là. Les Algériens ne se laisseront pas plus séduire qu'ils ne se sont laissés terroriser. La guerre, pour eux, continue.

Du côté des Européens, les choses se présentent quelque peu différemment, non point à cause du changement de tactique des officiels, mais à cause de leur propre lassitude.

Certes, fondamentalement, il n'y a chez eux rien de changé. Ils sont les maîtres et ils voudraient continuer à être les maîtres. Ils voudraient continuer à tenir les indigènes sous leur domination, et ils veulent, plus que jamais, être les maîtres de la politique algérienne française, Paris ne devant que se soumettre à leurs ordres pour tout ce qui concerne l'Algérie, ainsi qu'il en a toujours été depuis un siècle, ou bien... à se démettre, comme ce fut le cas en mai.

Mais il devient de plus en plus difficile pour Paris de se soumettre à leurs ordres. Trois ans et demi de guerre pour maintenir la domination de l'Algérien importé sur l'Algérien indigène est à peu près le maximum de ce que la France peut supporter. 1959 sera donc sans doute l'année où il faudra sérieusement envisager de faire la paix, que cela plaise aux pieds-noirs, ou non. C'est là une nécessité qui s'imposera à de Gaulle

comme elle se serait imposée à Pflimlin. Et toute la ruse de de Gaulle ne parviendra pas à l'éluire.

Quelles seront alors les réactions des pieds-noirs ? Feront-ils, contre de Gaulle, un nouveau 13 mai ? Et dans ce cas, l'armée d'Algérie marchera-t-elle, cette fois encore, avec eux, ou bien, au contraire, se dressera-t-elle contre eux ? Et si elle marche avec eux, pourra-t-elle, cette fois, compter sur l'appui de l'armée de France ?

Il semble que des coups comme celui de l'avant-dernier mois sont des choses qu'il est bien difficile de réussir deux fois.

Aussi, nécessité faisant loi, on peut se demander si les Européens d'Algérie ne devront pas se convertir à l'idée de la paix avec le F.L.N., à l'idée de la construction d'une Algérie nouvelle, voire d'une fédération maghrébine, au sein de laquelle ils auraient un rôle à jouer — et peut-être même un très grand rôle — mais qu'ils devront jouer en tant qu'égaux, et non comme maîtres.

Dans le compte rendu de la conférence de M. Berenguer qui a paru dans la R.P. d'avril dernier, on a pu lire que ce curé d'un village de l'Oranie estimait que depuis quelque temps un changement était perceptible dans l'état d'esprit des Européens, sinon chez ceux d'Alger, au moins chez ceux du bled, ces derniers ne réagissant plus aussi violemment que naguère à l'idée de vivre avec les « bicots » sur un pied d'égalité.

Cette assertion m'avait prodigieusement étonné et laissé passablement sceptique ; il en avait été de même d'un de mes voisins, qui a habité l'Algérie beaucoup plus longtemps que moi-même et l'a quittée plus récemment, et qui me disait : tout ce qu'a dit Berenguer sur la situation en Algérie est certainement exact, sauf cela, car l'Algérien ne pourra jamais se débarrasser de son mépris pour l'indigène. Cependant, peu après, je lisais dans *l'Express* un article de Jean Daniel faisant entendre à peu près le même son de cloche que le curé de Montagnac. Enfin il faut tenir compte que la population civile ne peut pas ne pas être influencée par l'état d'esprit de l'armée et que celle-ci n'ayant pu vaincre les Arabes, les ayant trouvés militairement, au moins ses égaux, ne comprend plus pourquoi les civils d'Algérie ne les trouveraient pas, eux aussi, leurs égaux. Nos « inférieurs », chacun le sait, ne sont que ceux qui nous sont inférieurs en force.

Il se peut donc que cette évolution due chez le militaire au respect qu'impose la force, conjuguée avec la conviction grandissante que la France ne peut plus ou ne veut plus s'imposer les sacrifices considérables qui seraient nécessaires pour assurer la continuation des privilèges de l'Algérien immigré, amène celui-ci à accepter l'inévitable, soit assez rapidement, soit après encore un certain nombre de ces convulsions par lesquelles l'agonisant essaie d'échapper à la mort et qui ne font que la rapprocher.

Mais alors, si l'Européen algérien ne voit plus la possibilité de se servir de la France pour assurer sa domination sur l'indigène, s'il doit vivre sur un pied d'égalité avec le bicot jusque-là méprisé et asservi, à quoi, ce jour-là, pourrait bien encore lui servir la France ? Pour lui, tout comme pour l'indigène, elle ne serait plus qu'une tutrice, embarrassante. Aussi s'empressera-t-il de la jeter par-dessus bord. Soyons persuadés que le jour où les Européens d'Algérie ne verront plus d'autre issue que de traiter avec le F.L.N. et de construire avec lui une nouvelle Algérie, ils seront les partisans les plus résolus de l'indépendance algérienne.

## CARICATURES

Pour prévoir l'avenir, on est toujours enclin — et cela se conçoit — à chercher dans le passé des situations analogues à celles dans lesquelles on se trouve, dans l'idée que l'avenir sera également semblable ; dans le cas de de Gaulle, on n'y a pas manqué ; Crossmann notamment a rappelé le cas de Neguib mis au pouvoir, comme de Gaulle, par des colonels, puis remplacé par les colonels eux-mêmes qui le trouvaient trop « mou ».

Je ne pens pas que cette comparaison puisse être bien féconde, car la révolution égyptienne faite pour détruire un régime féodal périmé et pour prendre la tête d'un mouvement de renouveau secouant tout l'Orient, est fondamentalement différente de la manifestation du 13 mai, qui ne se donnait comme but ni de détruire un ordre social, ni de prendre la tête des peuples d'Occident.

Si l'on veut à tout prix chercher un terme de comparaison dans l'histoire récente pour les événements français actuels, il me semble qu'il faudrait beaucoup plutôt s'adresser à l'histoire de la Pologne entre les deux guerres, lorsque Pilsudski s'empara du pouvoir (1926) et que, après sa mort, neuf ans plus tard, sa dictature fut remplacée par celle des « colonels ».

Les points de ressemblance sont multiples.

Comme de Gaulle, Pilsudski apparaissait à ses compatriotes comme le « libérateur de la patrie », du fait qu'après avoir pris parti durant la première guerre mondiale contre l'occupation étrangère (d'abord celle des Russes, puis celle des Allemands), il reconstitua la Pologne en Etat indépendant après la victoire des alliés :

Chez Pilsudski, issu d'une famille de petite noblesse, comme de Gaulle, « ce qui dominait », comme chez de Gaulle, « c'était l'orgueil national uni à la conviction qu'il incarnait en quelque sorte le génie de sa patrie » (1).

Comme de Gaulle, il est acclamé, dès la libération, chef de l'Etat, mais au bout de peu de temps, une fois la Constitution votée, il se retire, comme de Gaulle, de la vie publique parce qu'il estime que le président de la nouvelle République a des pouvoirs trop limités.

Il vit alors, retiré, à la campagne, le petit village de Sulejowek étant son Colombey-les-deux-Eglises.

Mais en 1926, après quatre années de régime parlementaire, assorti de crises ministérielles à peu près aussi fréquentes que celles de la IV<sup>e</sup> République, Pilsudski rentre brusquement en scène, et s'empare du pouvoir comme de Gaulle, grâce à l'armée. Il déclare aussitôt, comme de Gaulle, qu'il « répudie l'idée d'une dictature antiparlementaire et réclame simplement le renforcement des prérogatives du président de la République », ce qui n'empêche pas qu'étant maître de l'armée, il est le maître de tout et que, comme de Gaulle, il est dictateur de fait.

Cette dictature, il commence, tout comme de Gaulle, par l'exercer d'une façon très libérale : ceux qu'il a chassés du pouvoir ne sont pas inquiétés ; la presse est libre ; l'opposition peut s'affirmer au Parlement.

Puis — et c'est à partir de ce moment que l'avenir seul nous dira si la comparaison devra être poussée jusqu'à la fin — comme l'opposition grandit, la dictature de Pilsudski se durcit de plus en plus. Des révisions successives de la Constitution, des dissolutions anticipées du Parlement réduisent progressivement les pouvoirs de celui-ci, cependant que la presse est muselée ;

peu avant la mort de Pilsudski, le cycle est bouclé : une dernière révision constitutionnelle avait enlevé les dernières apparences de pouvoir au Parlement, tous les pouvoirs étant concentrés entre les mains d'un petit directoire de « colonels » se recrutant par cooptation, et qui va prendre la succession de Pilsudski ; la dictature de fait est devenue une dictature légale. Cette dernière devait durer jusqu'à l'invasion du pays par les armées allemande et russe en 1939.

Or, ainsi que le fit remarquer Marx après le second 18 Brumaire, si les grandes scènes de l'histoire se reproduisent souvent deux fois, « la première c'est comme tragédie, et la seconde comme farce », les personnages et les événements du second temps n'étant que les caricatures de ceux du premier.

C'est ce que nous pouvons vérifier tout particulièrement dans le cas qui nous occupe.

Pilsudski était un héros, un véritable héros, le héros type. A 20 ans, étudiant dans une université russe, il est compromis dans un complot ourdi contre la vie du tzar Alexandre III, complot qui fera pendre le frère de Lénine, et l'enverra lui-même en Sibérie pour cinq ans. Revenu en Pologne, il adhère au parti socialiste polonais et participe à son organisation de combat : il rédige, compose et tire lui-même un journal clandestin, *Robotnik* (l'Ouvrier), en même temps qu'il organise des attentats dont il confectionne lui-même les bombes (sa femme sera grièvement blessée en en manipulant une) ; il est alors arrêté et à nouveau emprisonné, cette fois en Pologne même, mais il parvient à se faire passer pour fou, il est interné dans un asile et il s'en évade.

Aussitôt, il se met à organiser chez les Polonais émigrés et dans la Pologne autrichienne elle-même, des sociétés « sportives » de « tireurs » qui s'exercent en réalité au métier militaire et formeront le noyau de la future armée polonaise. Enfin, lorsque la guerre de 1914 éclate, à la tête de ses « tireurs » qu'il transforme en « légions », il pénètre en Russie au lendemain de la déclaration de guerre et s'empare par un coup de main de la ville de Kielce qu'il faut cependant assez rapidement abandonner. Revenu en Pologne autrichienne, il ne cesse alors, à la tête de sa « première brigade », de guerroyer contre les Russes qu'il considère comme les ennemis numéro 1 de la Pologne, jusqu'à ce que les Allemands occupent la Pologne russe. Alors, déclare-t-il, « puisque les Allemands se substituent aux Russes, nous devons marcher contre les Allemands ». Et la guerilla reprend, cette fois contre les Allemands, jusqu'en juillet 1917, date où il est arrêté et interné à Magdebourg, cependant que ses « légions » dont il a organisé par avance le commandement pour le cas où il serait arrêté, continuent leur besogne.

Plus tard, en 1920, après que la révolution allemande du 9 novembre 1918 l'a libéré et qu'il est devenu chef du nouvel Etat polonais, il se retrouvera face aux Russes, sur la Vistule, à la tête cette fois d'une armée régulière polonaise, et, prenant le contre-pied des « conseils » que croit devoir lui donner Weygand, il inflige à l'armée rouge la défaite célèbre qui la contraindra à évacuer la Pologne.

Rien donc de comparable, comme stature, avec de Gaulle, qui ne fut lui, qu'un général de micro, la caricature française du révolutionnaire polonais ne pouvant se vanter, en fait d'exploits, que de discours prononcés en pays étranger, loin de la bataille, pour exhorter ses compatriotes à se battre ! « Allez ! enfants de la patrie ! ».

L'un pouvait penser avec quelque apparence

(1) Laroche. La Pologne de Pilsudski.

de raison : c'est grâce à moi, grâce à mes trente années de combat que l'Etat polonais a pu renaître cent vingt ans après sa disparition, tandis que lorsque l'autre descendait les Champs-Élysées pour recueillir le fruit de la libération de la France par les armées alliées, c'était tout juste la mouche du coche se glorifiant d'un événement qui se serait passé d'une manière identique sans lui.

L'un relève de la chanson de geste ; l'autre n'est qu'un personnage d'opéra-comique.

C'est également de l'opéra-comique que relève ce scénario bien orchestré du 13 mai au 1<sup>er</sup> juin, durant la représentation duquel pas un coup de fusil, pas même un horizon ne fut échangé, et au bout duquel ceux-là même qui, la veille, refusaient le plus énergiquement de Gaulle, l'intronisaient le lendemain ; tandis que ce n'est que par une tragédie, après une bataille de trois jours contre l'armée gouvernementale dans les rues de Varsovie, au cours de laquelle le peuple lui-même, armé à la hâte, intervint, et dont l'issue demeura jusqu'au dernier moment incertaine, que Pilsudski obtint le 14 mai 1926, la démission du gouvernement polonais et du président de la République.

Quant aux colonels qui prirent la succession de Pilsudski, ils étaient certainement très inférieurs à leur prédécesseur, mais ils avaient tout de même un autre passé que celui des chefs de nos « services psychologiques » (1), et de nos vaincus de Dien-Bien-Phu ; le principal d'entre eux, le colonel Beck, s'était engagé dès le premier jour dans les légions de Pilsudski, et le maréchal qui les chapeautait, Rydz-Smigly, était celui-là même auquel Pilsudski avait passé le commandement des légions, en 1917, au moment d'être arrêté.

Aussi peut-on prévoir que si nos colonels arrivent au pouvoir, leur régime ne sera qu'une caricature, lui aussi, du régime des colonels polonais, et même pour parler plus généralement, une caricature du fascisme.

Le fascisme de l'entre-deux guerres professait tout de même quelques idées. Des idées terriblement vagues et nébuleuses servant plutôt de panneaux-réclame que de principes d'action, mais dont il estimait néanmoins ne pas pouvoir se passer. Et l'on ne peut nier l'existence d'un certain génie, d'un génie diabolique, chez Mussolini ou chez Hitler.

Mais chez nos colonels ! Et dans leurs comités de salut public ! Vous aurez beau éplucher les déclarations et les discours des uns et des autres, vous n'y trouverez rien ! Pas la moindre idée, pas la moindre semblant d'idée ! C'est le vide total. On n'est en présence que d'une troupe de crétins et de dinglés qui ne rêvent que d'une chose : supprimer tous ceux qui ont ce dont ils sont eux-mêmes dépourvus : l'intelligence et la raison.

Si l'on veut absolument découvrir une signification au fascisme français d'aujourd'hui, il me semble qu'on ne peut le considérer que comme une réaction de la brute contre l'esprit. A notre époque où l'esprit aboutit à la bombe à hydrogène ainsi qu'à une vie exacerbée et effroyablement artificielle, cette réaction n'a rien d'extraordinaire. Lorsque Hitler arriva au pouvoir, la R.P. publia un dessin de l'homme de Néanderthal en le présentant comme le prototype du nazi. Ce dessin conviendrait encore beaucoup

(1) En 39, l'état-major français comptait pour vaincre les Allemands sur la radiesthésie ! Il compte aujourd'hui pour vaincre les fellagha sur la « psychologie » ! Le slogan a remplacé le pendule. Ils ont la même efficacité.

plus aujourd'hui pour représenter le fasciste français. C'est l'homme primitif qui ne veut pas disparaître devant la civilisation.

Comme toutes les dictatures d'Occident, comme celle des deux Bonaparte, comme celle de Horthy, comme celle de Mussolini, comme celle de Hitler, la dictature des colonels polonais devait s'effondrer sous le coup des invasions qu'elle avait provoquées. Il n'est pas exclu que ce soit également à une défaite militaire que sera due la fin de la dictature des colonels en France, si elle parvient à s'établir mais, dans ce cas, la défaite ne serait point due, comme pour les dictatures précédentes, à des batailles perdues contre des armées comptant parmi les plus puissantes de l'époque, mais à ce que les dictateurs n'auraient pas été plus capables de vaincre quelques « bandes de hors-la-loi » que lorsqu'ils étaient soldats de la République. Ici encore, caricature !

L'histoire de la France, quand elle n'est pas celle de la Révolution, ne saurait être qu'une suite de caricatures.

## COMMENT ON PEUT LANCER DES GUERRES PAR DE FAUSSES NOUVELLES

On sait toute la campagne menée depuis deux mois par la presse occidentale au sujet du Liban : les troubles actuels ne seraient pas dus aux Libanais mais à l'Etat syro-égyptien qui se livrerait à une véritable agression armée contre son voisin, agression tout juste camouflée en mouvement insurrectionnel.

Pour tout observateur sérieux, cela était manifestement faux. Un mouvement aussi étendu et aussi durable que l'insurrection actuelle, couvrant presque tout le pays et comptant dans ses rangs presque la moitié de la population, y compris le patriarche maronite et plusieurs évêques dont il est bien difficile de prétendre qu'ils agissent sous l'influence du musulman Nasser, ne peut être simplement le fait des stipendiés d'une puissance étrangère.

Mais, pour Washington et Londres, il fallait accréditer ce mensonge afin d'avoir un prétexte pour intervenir en Syrie, y pratiquer soi-même une invasion étrangère qui écraserait l'insurrection et rétablirait Chamoun comme maître incontesté du Liban, sous la suzeraineté, bien entendu, de ses sauveurs, les Anglais et les Américains.

Si elle s'était produite, cette intervention aurait presque certainement amené la guerre avec la Russie. Aux environs du 20 juin, on avait signalé le passage en mer du Nord, par les détroits scandinaves, d'une flotte russe composée d'un croiseur lourd, de torpilleurs, de sous-marins et de trois navires pétroliers destinés manifestement à ravitailler la flotte au cours d'un long voyage. Malgré cette menace non déguisée, Dulles et Mac Millan, prisonniers de leurs mensonges, n'auraient sans doute pas pu ne point obtempérer à une demande d'intervention de Chamoun si — heureusement ! — la commission d'observateurs de l'O.N.U. constituée, rappelons-le, sur la demande même du gouvernement libanais, n'avait crevé le mensonge en déclarant qu'elle n'avait trouvé aucune trace d'« intervention massive » de la Syrie et de l'Égypte au Liban.

Etant donné l'importance de la chose, nous donnons ci-dessous une analyse du rapport de l'Équateur, de l'Inde et de la Norvège, d'après celle qu'en a faite le correspondant de l'agence *United Press* à l'O.N.U. :

Les armes que nous avons vues consistent principalement en un assortiment varié de fusils de fabrication britannique, française et italienne... Les mines que nous avons vues dans le voisinage de Baalbek étaient de fabrication britannique et française... Il n'a pas été possible d'établir où l'on s'était procuré ces armes.

Il n'a pas non plus été possible d'établir si, parmi les hommes armés que nous avons vus, il y en avait qui s'étaient infiltrés de l'extérieur ; il y a peu de doute cependant que la grande majorité de ces hommes était, dans chaque cas, des Libanais.

Le 18 juin, le gouvernement libanais signala aux observateurs le cas de « deux sujets syriens appartenant aux forces armées syriennes » qu'il accusait d'activité terroriste. Or, l'un d'eux, dit le rapport, était un illettré de 21 ans qui déclara qu'il était arrivé au Liban en mars, comme pêcheur, ainsi qu'il avait toujours fait depuis 1952.

Il nia avoir été à Beyrouth après que les troubles y eurent commencé en mai 1958 et affirma qu'alors qu'il retournait en Syrie le 16 juin dernier, il fut appréhendé par les gendarmes près de Tripoli et obligé de déclarer, sous la menace, qu'il avait participé à des activités terroristes, à Beyrouth.

L'autre personne était un garçon de 17 ans, ami de la première, qui admit avoir pris part à un combat des insurgés libanais.

Le groupe d'observateurs doit conclure que la complicité de ces deux personnes dans une activité terroriste ou leur participation à des actes de rébellion comme membres d'un groupe terroriste étranger organisé est plus que douteuse.

Un autre facteur dont le groupe d'observateurs doit tenir compte, dit aussi le rapport a trait à la nature et à l'emplacement des populations qui vivent dans la région frontalière... Les gens de cette région ont toujours traditionnellement porté des armes et s'assistent mutuellement aussi bien en temps de guerre qu'en temps

de paix à toujours été regardé par eux comme une expression normale de la solidarité tribale. Il y a aussi quelques régions où la frontière n'est pas clairement marquée, ni même délimitée.

## FRANCE, TON OR FOUT LE CAMP !

Le bourrage de crânes est si fortement organisé en France qu'en maintes circonstances les 90 % des Français considèrent comme une victoire ce qui est, en réalité, une défaite, comme un événement favorable ce qui est une catastrophe.

Ainsi, au cours de l'émission du dernier emprunt, il n'y eut point de jour où les services officiels de la presse, de la radio, etc. ne se soient félicités des tonnes d'or que l'Etat parvenait à acheter aux particuliers, et dont ils nous donnaient soigneusement chaque soir le détail.

Or, cette merveilleuse opération dont tout le monde se réjouit, va se traduire tout simplement, en fait, par un appauvrissement de la France.

En effet, tout le temps que ces lingots et pièces d'or étaient entre les mains des particuliers, que ceux-ci les gardaient précieusement dans leurs bas de laine, c'était une réserve, une réserve de richesses qui était entre les mains des Français et était donc disponible en cas de coup dur.

Or, demain, du fait de sa remise entre les mains de l'Etat, cette richesse va disparaître, ou, plus exactement, elle ne sera plus une richesse française. Car tout cet or que M. Pinay achète aujourd'hui va lui servir à payer au cours des prochains mois les achats de la France à l'étranger, ses achats de matériel de guerre entre autres, et ne sera donc plus à la disposition de la France. Tout gramme d'or qui a été livré à l'Etat durant ces dernières semaines entraîne un appauvrissement correspondant du pays.

R. LOUZON.

# A LA RECHERCHE D'UNE CONSTITUTION

Les contacts étroits que la R.P. entretient avec l'exécutif - législatif - constituant nous permettent de faire révélation du document que la France devra bientôt approuver.

## TITRE I.

### UNION FRANÇAISE

I. — L'Union Française se compose de l'Algérie et de territoires rattachés.

II. — L'armée réside en Algérie.

III. — La souveraineté réside dans l'armée.

IV. — Les colonels se réunissent en comités qui nomment aux fonctions administratives.

L'administration du territoire situé au nord de la Méditerranée pourra approuver lesdites nominations.

## TITRE II.

### TERRITOIRE SITUÉ AU NORD DE LA MEDITERRANEE

I. — L'administration du territoire situé au nord de la Méditerranée est composée d'un Président.

II. — Les autres habitants du territoire sont des sujets.

III. — Le Président est élu par un collège de sujets choisis pour leur dévouement au général de Gaulle et à l'assiette au beurre.

IV. — Ces mêmes sujets, conjointement avec les sujets de deuxième zone, élisent une assemblée. Les

élus du suffrage étendu ont pour rôle d'applaudir l'élu du suffrage restreint.

## TITRE III

### LIBERTES PUBLIQUES

Article unique. — Les libertés publiques sont garanties dans la mesure où leur exercice est autorisé.

\*\*

Qu'on ne dise pas que nous avons été victimes d'une mystification, les propositions étant trop bouffonnes. Elles ne dépassent guère ce que nous avons déjà vu. Faut la constitution de 1946 ne disait-elle pas : « Le droit de grève s'exerce dans le cadre de la loi ? » (Ce qui veut dire : on a le droit de faire grève si ça n'est pas défendu).

\*\*

Le seul fait qui nous ferait concevoir des doutes sur l'authenticité du document ci-dessus, c'est qu'il n'est pas, comme le voulait Napoléon pour tout texte constitutionnel « court et obscur ».

Gageons que, d'ici septembre, il sera retouché sur le dernier point.

### « LE POUVOIR AU SYNDICAT » ?

Mais laissons le ton canard et partons, nous aussi, à la recherche d'une constitution puisque, de toutes façons, la question est posée.

Crierai-je « *Tout le pouvoir aux syndicats !* » comme Louzon en 1934 ? Je ne le ferai pas.

Pourquoi ?

C'est facile à comprendre.

Tous les gens qui préconisent des régimes politiques, si différents que soient les régimes proposés, ont une caractéristique commune : ils *idéalisent* ce qui sera, en leur régime, le *souverain*. Les royalistes voient dans le roi non pas un homme avec sa faiblesse, mais une espèce d'incarnation divine. Les républicains mettent la perfection dans le peuple. Les parlementaristes voient un Parlement idéal. Les communistes croient à l'infailibilité du parti. Les bonapartistes avaient « *l'Empereur !* » et, depuis eux, tant en France qu'ailleurs, des césariens n'ont cessé d'idéaliser un homme providentiel. Quand Louzon crie (mais je ne sais pas s'il le fait encore) : « *Le Pouvoir au Syndicat !* » il voit un syndicat idéal... qui n'existe pas. Ce qui existe c'est F.O., C.G.T., C.F.T.C. Alors, n'est-ce pas...

#### MODE DE VOTATION D'ABORD

De toutes les idéalizations possibles, la moins insupportable, pour moi, est celle du peuple. C'est la *républicaine*.

Cherchons donc une constitution républicaine (tous en sachant bien que toute idéalisation étant évation du réel, il ne peut y avoir de *bon régime*).

Une remarque préliminaire s'impose.

La constitution de 1946 est par terre. Mais on l'a *jetée* par terre. Le fonctionnement républicain a été continuellement *saboté* (par les députés communistes et gaullistes). Finalement il a été torpillé par les gaullistes. *Les parlementaires ont renversé le régime parlementaire.*

Comment cela a-t-il été possible ?

La réponse est évidente. C'est à cause du mode de désignation des parlementaires.

La « représentation proportionnelle », en régime parlementaire, est une absurdité. Elle empêche qu'il y ait une majorité. Elle empêche donc le régime parlementaire de fonctionner. (Par contre, en régime présidentiel, elle serait probablement une bonne chose).

Observons encore qu'à la naissance de la III<sup>e</sup> République les républicains ont pris de grandes précautions quant au suffrage : pas de vote des militaires, pas de vote des femmes. Ce n'était pas très... républicain. Mais c'était prudent. (Les militaires étaient bonapartistes. Et les femmes, sous l'influence du clergé).

Concluons donc que si un régime doit être parlementaire, le mode de votation initial a une importance extrême. Il en a même plus que la constitution elle-même, puisque c'est lui qui permet, ou non, à la Constitution d'être appliquée.

*Scrutin majoritaire, donc.*

*Et d'arrondissement.* Ce n'est pas très ragoûtant. Mais ça fonctionne. Voyez l'Angleterre, où l'on vote par « communes ».

Un tour ? Deux tours ?

Le tour unique réduit le nombre des partis à deux. En France, avec l'importance du communisme, ce n'est pas souhaitable.

#### PRESQUE COMME LA III<sup>e</sup>

Donc scrutin comme sous la III<sup>e</sup>.

Et pour les institutions proprement dites, je crois qu'il serait bon aussi de se rapprocher de celles de la III<sup>e</sup>. Elles n'ont pas fonctionné si mal que ça ! (Et elle a été plus dure à tuer que la IV<sup>e</sup>. Il a fallu l'armée allemande ! Ce coup-ci quelques officiers, même pas étrangers, ont suffi).

*Président, Chambre, Sénat.*

Avec droits égaux pour les deux assemblées.

Mais modes de désignation très différents.

Il est bon que la Chambre soit le produit de l'*agitation* et le Sénat celui de la *propagande*.

Je dis cela en souvenir d'une distinction qu'ont faite les Russes il y a une trentaine d'années et qui, pour une fois, m'a paru bonne : l'agitation, c'est l'exposé d'un petit nombre d'idées à un grand nombre de personnes ; la propagande, l'exposé d'un grand nombre d'idées à un petit nombre de personnes. Les électeurs « tout venant », sous la III<sup>e</sup>, déterminaient leur vote, personnellement, sur un point particulier (Dreyfus, les 3 ans). Les électeurs sénatoriaux, eux, étaient des gens informés des choses politiques.

On dira que le Sénat a joué un rôle de « frein »... Wellington à qui l'on faisait un jour pareil reproche répondit que sur aucun véhicule le frein n'est un organe inutile. Quand la France a eu une chambre réactionnaire (Bloc National) le Sénat a été utile.

#### PETITES MODIFICATIONS

L'ancien Sénat était renouvelable par tiers. Ce n'était pas mal. Et l'on peut préconiser, pour une très hypothétique future assemblée issue, de la *propagande*, le maintien de ce mode de renouvellement.

Par contre le renouvellement de l'assemblée issue de l'*agitation* doit être radicalement transformé.

Le renouvellement en bloc est confortable pour les élus. Mais il est très mauvais. Il provoque des à-coups, comme celui de 1936 (qui est à la base du pétainisme). Il ne laisse au « peuple souverain » la souveraineté qu'un jour tous les quatre ou cinq ans. Et l'on sait trop comment le pauvre très intermittent souverain peut se laisser abuser.

Je suis, en ce qui concerne l'assemblée élue au suffrage universel, pour le *renouvellement continu*.

Six cents députés environ, élus chacun pour trois ans. Chaque semaine le mandat de quatre d'entre eux arrivera à échéance. (Pour l'assemblée initiale, les quatre renouvelables hebdomadaires seront désignés par tirage au sort).

En dernier lieu, il faut en finir avec les *parlementaires d'outre-mer*.

Ce n'est pas qu'ils aient jamais été gênants, sous la III<sup>e</sup>, les députés des « Français d'Algérie », ni les députés « indigènes » sous la IV<sup>e</sup>. Amusants plutôt, et bons types, les uns et les autres.

Mais leur présence à Paris est une absurdité.

Le rôle essentiel du Parlement est de consentir l'impôt. L'impôt que doivent payer les Français n'a pas à être déterminé par les représentants de gens qui n'auront pas à payer cet impôt (1).

#### DEUX SEULS POINTS SURS

Cependant il s'agit moins, aujourd'hui, de considérer ce qu'il serait bon de faire que de chercher la détermination que l'on prendra sur ce qui sera proposé à notre approbation.

Qu'est-ce que ce sera ?

Et comment nous le présentera-t-on ?

L'obscurité qui entoure tout cela est troublante.

Un texte constitutionnel, ça doit s'examiner. Moi, si l'on ne me laisse que quelques jours pour approuver, ou désapprouver, pour le moins je m'abstiendrai.

(1) Semblable absurdité ne s'est jamais produite outre-Manche. L'Angleterre, mère des parlements, sait encore ce que c'est qu'un Parlement. En France, il semble qu'on ne l'a jamais su. En France, on confond Parlement et Souverain. Il est bon, s'il y a des peuples annexés, qu'ils participent à la souveraineté du peuple annexant. Cela n'implique pas qu'ils doivent faire les lois qui s'appliqueront à celui-ci. Et il en va exactement de même pour les Français résidant hors de l'atteinte du fisc français.

De ces considérations il résulte que l'Annexion est incompatible avec le républicanisme. Comme c'est curieux !



...Or il n'y a, pour l'instant, que deux points sur lesquels nous soyons à peu près assurés :

Il y aura, d'une part, *usage du référendum* ;

Il y aura, d'autre part, *incompatibilité entre les fonctions ministérielle et parlementaire*.

Sur le premier point je voterai « oui ». Sur l'autre « non ».

#### REFERENDUM

Mais voilà ! On ne me permettra pas de faire cela. Il me faudra, comme à mon grand-père pour le dernier plébiscite de Napoléon III, approuver, ou condamner, en bloc, des propositions appelant des jugements différents.

Et ceci montre un des défauts du référendum : *les gouvernants peuvent en faire un usage perfide*.

L'autre défaut, plus grave encore, inhérent à ce procédé de détermination tient à ce que (la vérité m'est plus chère qu'un républicanisme mal compris) *le peuple est très susceptible de se tromper*.

Nous n'avons qu'à voir le peuple français dans les années récentes.

Il a été pétainiste.

Et puis gaulliste.

Consulté, en 1946, sur le point de donner pouvoir constituant à un organisme, il a répondu, à une très grosse majorité, le contraire de ce que la sagesse commandait. Comment a-t-il fait cela ? Par une *confiance passionnelle* (la confiance au communogaullisme) en la circonstance. Et c'est ainsi qu'il faut considérer que le peuple se déterminera toujours. Et il n'est pas possible que ce mode de détermination ne soit pas générateur d'erreurs.

Quoi qu'il en soit, je dis *oui* au principe du référendum populaire.

Pourquoi ?

Parce que cette pratique, qui repose sur une fiction, vient à l'encontre d'une autre fiction, encore plus insoutenable : à savoir que quelques centaines de gagnants d'une compétition électorale ont le don de dégager de la petite masse qu'ils forment une majorité qui sera, pour un temps long (quatre ou cinq ans) et en toute question, représentative de la volonté du peuple.

En 1946 un texte constitutionnel élaboré par une « Constituante », fille du général de Gaulle, fut soumise au référendum populaire et se vit... retoqué. Je fus très heureux de la chose. Pas seulement parce que le plan repoussé était en effet mauvais (donc le peuple ne se trompe pas toujours !) mais parce qu'un coup était porté à la fiction sur laquelle repose le régime parlementaire, et qui est insupportable dès qu'on l'a discernée.

Il y avait un an, à peine, que l'assemblée avait été élue. Déjà le peuple lui faisait savoir qu'elle n'exprimait pas son opinion !

Les parlementaristes sont systématiquement hostiles au référendum. Moi, je l'admets. Si (hypothèse irréaliste) les questions devaient toujours être posées de façon non perfide, je le préconiserais.

#### INCAPACITE DE L'ELU DU SUFFRAGE UNIVERSEL

Quant à l'incompatibilité des fonctions ministérielle et parlementaire, je la trouve... ahurissante.

Le Président nomme les ministres. Les parlementaires sont désignés par le peuple. Une option ministérielle annulerait le suffrage populaire ?

On pourrait être ministre sans cesser d'être banquier, ou maire, mais non sans cesser d'être représentant d'un arrondissement ?

Cela ne va pas.

...On voit à quoi ils veulent en venir.

Il y aurait une pyramide :

En bas, le « peuple souverain » (oh ! oh !) ;

Juste au dessus, une catégorie minable : les représentants dudit peuple ;

Très au dessus, une catégorie importante : les personnages ministrables ;

Et, à la pointe, le Président.

Faisons seulement deux remarques :

a) l'idée de la possibilité de créer la catégorie *super-parlementaire, extra-parlementaire, ministrable* est probablement utopique ;

b) avec un tel régime la République n'aurait eu ni Clemenceau, ni Poincaré, ni Briand.

« MEKTOUB ! » (C'était écrit !)

Ceci dit, on peut être assuré que le texte qui nous sera proposé en septembre ne s'inspirera pas des considérations principales que nous venons de faire.

Tout organe constituant tend à se transformer en souverain et à assumer la pérennité de sa souveraineté.

L'assemblée à laquelle le général de Gaulle, en 1945, avait eu la légèreté de faire donner un pouvoir constituant a substitué à la souveraineté du peuple la souveraineté de l'Assemblée.

Il n'est pas difficile de deviner quelle souveraineté l'actuel Président-constituant substituera à la souveraineté du peuple (laquelle, c'est entendu, est plus une aspiration qu'une possibilité réelle... Mais c'est une aspiration noble).

Si l'expérience pouvait réveiller, parmi les Français, un sentiment *républicain*, un jour pourrait venir où l'on dirait que cette expérience n'aurait pas été malheureuse.

De toutes façons, comme disaient les Grecs, « rien n'arrive que ce qui est nécessaire ».

J. PERA.

## De Gaulle contre de Gaulle

Extraits d'une « déclaration organique » rédigée le 16 novembre 1940, à Brazzaville, par le général de Gaulle (d'après : « Les Constitutions et les principales lois politiques de la France depuis 1789, par Duquitt, Monnier et Bonnard - 1952).

Au nom du peuple français

Nous, Général de Gaulle, chef des Français libres, considérant

Que, sans nier qu'une révision de la Constitution pourrait être utile en soi, le fait de l'avoir provoquée et réalisée dans un moment de désarroi et même de panique du Parlement et de l'opinion suffirait à lui seul à ôter à cette révision le caractère de liberté, de cohérence et de sérénité sans lequel un acte, essentiel pour l'Etat et pour la Nation, ne peut avoir de réelle valeur constitutionnelle.

Considérant que, eût-elle été saisie régulièrement d'un projet de révision, l'Assemblée de Vichy avait pour devoir de délibérer, article par article, et de voter le texte définitif, lequel serait devenu, après promulgation, une des lois constitutionnelles du pays ; mais que loin de réaliser l'objet essentiel de sa fonction, ladite Assemblée, abdiquant une compétence qui lui appartenait à elle seule, s'est bornée à prendre la décision, aussi inconstitutionnelle qu'insensée, de confier à un tiers un véritable blanc-seing, à l'effet d'élaborer et d'appliquer lui-même une nouvelle constitution ;

Qu'à la vérité le blanc-seing qui a été livré à ce soi-disant gouvernement prévoit que la prétendue Constitution nouvelle « sera ratifiée par la Nation et appliquée par les Assemblées qu'elle aura créées », mais que cette disposition est à dessein sans portée, attendu que le prétendu Chef de l'Etat a tout loisir de régler à sa guise la composition des futures assemblées, ainsi que les modalités de ratification...

Extraits reproduits du « Canard Enchaîné », le journal le plus sérieux de France (25 juin 1958).

# La guerre fratricide entre organisations algériennes

*La guerre que se font les deux mouvements nationalistes algériens M.N.A. et F.L.N. ne préoccupe pas que les travailleurs français et ceux d'Afrique du Nord. Des socialistes étrangers prennent également position pour l'un ou l'autre de ces mouvements. Voici, par exemple, une longue lettre adressée à la « Jeune Garde Socialiste belge » et à son journal La Gauche par Daniel Faber, correspondant du journal socialiste américain Labor Action, et Elizabeth Voqt, déléguée de la « Young Socialist League » des Etats-Unis. Ecrite en novembre dernier, cette lettre conserve toute sa valeur d'actualité. Aussi pensons-nous utile de la soumettre aux lecteurs de la R.P. Toute une correspondance s'est établie par la suite entre ses auteurs et la rédaction de La Gauche belge, dont nous publierons l'essentiel dans un prochain numéro.*

Chers camarades,

La première nouvelle que nous avons apprise à notre retour de Rome était l'assassinat de Ahmed Bekhat, secrétaire général de l'U.S.T.A. Venant après les discussions que nous avons eues en marge du congrès sur la question algérienne, cet incident, après d'autres, nous impose le devoir de clarifier cette question avec vous.

Ceci d'autant plus que « La Gauche » (un journal excellent par ailleurs, et digne de soutien) a reproduit dans son numéro du 9 novembre un communiqué du F.L.N. revendiquant et justifiant l'assassinat de Bekhat. Ce communiqué n'est accompagné d'aucun commentaire et, sauf erreur, c'est la première fois que « La Gauche » parle de cette question. Si elle a choisi de le faire de cette façon, c'est qu'elle a accepté ce meurtre et tout ce qu'il implique sur le plan politique.

Nous avons eu le privilège de connaître Ahmed Bekhat, et de nous entretenir avec lui à plusieurs reprises. C'était un ouvrier, constructeur de charpentes métalliques et soudeur, depuis l'âge de seize ans. A vingt ans, il jouait déjà un rôle de premier plan dans la commission syndicale du M.T.L.D. Tous les témoignages que nous avons entendus à son sujet ont confirmé ce que nous avons pu constater nous-mêmes : ce qui frappait le plus chez lui, en même temps qu'une intelligence claire, une grande soif de connaître et d'apprendre, c'était un dévouement absolu à la cause des travailleurs algériens. Ce n'est pas souvent que nous avons pu rencontrer des militants où de telles ressources d'intelligence et d'énergie étaient pareillement liées à une honnêteté et une intégrité personnelle qui ne fait de doute pour personne. Il fallait vingt-sept ans de luttes, d'épreuves et d'expériences pour former un tel homme, et il suffit de deux balles dans la nuque pour l'abattre. C'est trop facile. Sa mort nous confirme dans notre volonté, désormais inébranlable, de faire triompher la révolution algérienne contre tous ses ennemis, quels qu'ils soient.

Nous sommes profondément convaincus que votre soutien du F.L.N. repose sur un malentendu. Nos positions politiques sont tellement proches, que la question algérienne est une des rares questions qui nous divise. Il s'agit donc d'une anomalie qui doit être résolue. D'autre part, la situation créée par la lutte entre le M.N.A. et le F.L.N. pose des problèmes qui dépassent largement le cadre algérien, des problèmes de méthode et de morale socialiste. Il est donc de notre devoir de vous exposer les raisons pour lesquelles nous soutenons le M.N.A. et l'U.S.T.A., et pourquoi nous estimons que le sort de la révolution algérienne est étroitement lié au sort de ces organisations.

Vous soutenez le F.L.N. Or, il y a plusieurs façons de soutenir le F.L.N. On peut, comme Lucien Weitz,

le préférer au M.N.A., c'est-à-dire estimer que sa politique est plus valable sans pour cela lancer d'exclusives contre le M.N.A. ou souhaiter l'extermination de ce dernier. On peut, comme Claude Boudet, aller plus loin : agir en sorte que les négociations futures se fassent exclusivement entre le gouvernement français et le F.L.N., tout en désapprouvant les attentats contre les militants du M.N.A. On peut encore, comme Jeanson et Mandouze, aller jusqu'à la limite : couvrir et justifier toute la campagne d'extermination contre le M.N.A. que l'on qualifie alors « d'instrument de la police » et d'organisation « contre-révolutionnaire ». Nous ne savons pas exactement où vous vous situez sur cet éventail de positions. Au point où en sont les choses, il ne reste plus beaucoup de place pour les positions nuancées, et nous craignons que vous n'ayez accepté les positions et les actions du F.L.N. en bloc. Si tel est le cas, vous avez pris une responsabilité très grave, dont vous ne mesurez peut-être pas toutes les conséquences. En effet, on ne couvre jamais impunément l'assassinat comme méthode de règlement des différences politiques, et si vous justifiez aujourd'hui ce qui se passe à Alger et à Paris, vous en souffrirez demain à Bruxelles, sous une forme ou sous une autre. A moins qu'il ne s'agisse dans le cas du M.N.A. véritablement d'une organisation contre-révolutionnaire, manipulée par la police, qu'il faut alors traiter en collaboration avec l'ennemi.

## LA NATURE DES DEUX MOUVEMENTS

Nous pensons que pour faire toute la lumière sur cette question, il nous faut examiner la nature des deux mouvements auxquels nous avons affaire. Vous connaissez comme nous l'histoire du mouvement nationaliste algérien : vous savez qu'il est à la fois le premier mouvement nationaliste en Afrique du Nord (la fondation de l'Etoile nord-africaine date de 1926, alors que le mouvement national marocain date de 1931, publication de « Tempête sur le Maroc », le Destour de la même époque) et le premier qui, d'emblée, prend la forme d'un mouvement prolétarien. En effet, l'Etoile nord-africaine était un mouvement fondé sur les ouvriers algériens en France, rassemblés autour d'un groupe d'anciens militants communistes dont Messali Hadi, lui-même ouvrier chez Renault. Pourquoi ce caractère prolétarien, qui le distingue aussi bien du mouvement marocain que du tunisien ? A cause de la composition sociale du pays, dont les structures sociales et l'élite traditionnelle avaient été complètement détruites par la conquête française. Pendant une vingtaine d'années, il n'y eut donc pas de mouvement nationaliste algérien **bourgeois** : ce mouvement n'apparaît qu'à la fin de la deuxième guerre mondiale avec l'U.D.M.A. de Ferhat Abbas. Or, la continuité politique du M.N.A. avec le mouvement qui commence avec l'Etoile nord-africaine et qui continue ensuite avec la « Glorieuse

Etoile nord-africaine », le P.P.A. et le M.T.L.D., n'est pas assurée uniquement dans la personne de son dirigeant, Messali Hadj. Elle existe également dans le programme : le M.N.A. a repris point par point le programme de l'E.N.A. qui revendiquait, entre autres, la liberté syndicale, la réforme agraire et la nationalisation des banques. Elle existe aussi dans la composition des cadres, qui sont en majorité d'origine ouvrière, et dans la composition sociale de la base (ouvriers de l'industrie en France, fellahs sans terre et ouvriers en Algérie).

Les cadres : Abdallah Filali, vice-secrétaire général de l'U.S.T.A., que le F.L.N. a essayé d'abattre le mois passé, est un vieux militant ouvrier, fondateur avec Messali de l'E.N.A., condamné aux travaux forcés à perpétuité, puis à mort par contumace, par le gouvernement de Vichy. Ahmed Mezerna, actuellement emprisonné au Caire, ancien député du M.T.L.D., est un ancien tramain d'Alger. Nous n'avons plus à revenir sur Bekhat. Messali lui-même est un ancien ouvrier. Il n'est pas inutile de rappeler deux témoignages de Daniel Guérin sur le rôle de Messali avant la guerre. Dans l'introduction à son livre « Au service des colonisés », il écrit :

« A l'occasion de l'émeute fasciste du 6 février 1934, je fis la connaissance de l'Algérien Messali Hadj, l'animateur de l'« Etoile nord-africaine », venu offrir à la Fédération socialiste de la Seine son concours pour contrecarrer la propagande des « ligues » auprès des travailleurs nord-africains. Messali était alors un grand jeune homme un peu osseux, vêtu à l'européenne et portant un soupçon de moustache noire. Quand je le revis, en 1945, à son retour de captivité, à Paris, chez le regretté M<sup>e</sup> Maizza, j'eus peine à reconnaître dans l'espèce de grand-prêtre oriental qui me tendait la main mon ami d'autrefois. Mais cette métamorphose n'était qu'apparente : comme j'ai pu le vérifier à nouveau, lors d'une récente visite à Niort, l'homme était resté le même, toujours vif, mordant, ironique, jeune, passionné et, ce qui peut surprendre chez un militant formé et marié dans la métropole, occidental. »

Le 1<sup>er</sup> février 1937, Guérin écrivait dans « La Vague » :

« Au lendemain du 6 février 1934, alors que nous étions quelques-uns à nous préoccuper de la propagande et du recrutement fascistes auprès des Nord-Africains de la région parisienne, Messali, l'animateur de l'Etoile, vint se mettre à notre entière disposition pour nous aider à disputer les Nord-Africains au fascisme. En septembre 1936, aux Lilas, les ouvriers occupaient une usine : parmi eux, des Nord-Africains que les émissaires du service de police spéciale de la rue Lecomte incitaient à se désolidariser de leurs camarades et à briser la grève. Il me suffit d'envoyer un pneu (j'étais alors secrétaire du comité local intersyndical C.G.T. des Lilas) et un camarade de l'Etoile vint aussitôt haranguer, en arabe, les grévistes nord-africains, les exhortant à rester dans la lutte aux côtés de leurs frères de misère. »

Nous rappelons encore que Messali, emprisonné sous la III<sup>e</sup> République, sous Vichy et sous tous les gouvernements de la IV<sup>e</sup>, a passé la plus grande partie de sa vie en prison ou en résidence forcée.

En ce qui concerne la composition sociale de la base, il est intéressant de rappeler que « Le Monde » écrivait le 22 février 1956, au moment de la fondation de l'U.S.T.A. :

« On craint que l'engouement probable des travailleurs musulmans agricoles pour la nouvelle formation ne donne à cette dernière une puissance considérable qui s'emploiera à mettre en difficulté l'agriculture algérienne... »

Le 21 février, « Le Monde » avait écrit : « Il apparaît, dit une dépêche A.F.P. datée d'Alger, que ce nouveau syndicat pourrait grouper rapidement de nombreux travailleurs des docks et des ports, des transports urbains et ferroviaires ainsi que le person-

nel hospitalier. L'Union des syndicats des travailleurs algériens voudrait rallier la grande masse des travailleurs agricoles jusqu'ici inorganisés. La C.G.T. avait vainement tenté un effort auprès des agriculteurs. »

Le 28 mars 1957, « Le Monde » écrivait (tout en affirmant que l'U.S.T.A. était très faible en Algérie — un point sur lequel nous reviendrons) que l'U.S.T.A. « conservait un bastion » en Algérie : les entreprises de tramway à Alger.

Parmi les travailleurs algériens en France, la position du M.N.A. et de l'U.S.T.A. restent incontestées. Au moment de son congrès, en mai dernier, l'U.S.T.A. avait 75.000 membres environ ; elle en a environ 100.000 aujourd'hui. Les grèves du M.N.A. n'ont jamais été suivies par moins de 50 % des travailleurs algériens en France (généralement le pourcentage se situe aux environs de 80 %) ; la dernière grève du F.L.N. (pour protester contre les circonstances de la mort de M<sup>e</sup> Boumendjel) était suivie par 5 % des travailleurs algériens dans l'ensemble du territoire. Nous pensons qu'il est inutile d'entrer ici dans le détail de ces chiffres, mais nous pouvons vous donner facilement toutes les précisions voulues si cela peut vous être utile.

C'est par son côté foncièrement ouvrier et socialiste que le M.N.A. se distingue à la fois du F.L.N. et des mouvements nationalistes du Maroc et de la Tunisie. En effet, qu'est-ce que le F.L.N. ? Nous citons le bulletin « InterAfrique-Presses » :

« Le M.N.A. demeure l'expression d'une entité politique organisée qui bénéficiait de longue date de la confiance de toute une masse musulmane, pour ne pas dire de toute la masse musulmane. Le F.L.N. ne pouvait, de par son origine même, qu'être un rassemblement de personnalités politiques s'appuyant sur des groupes terroristes. A l'inverse du M.N.A., il était handicapé par le fait même que ses fondateurs étaient tous des exclus (à des dates différentes) du M.T.L.D. et qu'il n'avait pas eu le temps d'élaborer une doctrine politique. Il ne disposait donc que du facteur de chance habituel offert à toute minorité exclue qui tente de s'imposer. Par la suite, aucune possibilité ne restait au F.L.N. d'élaborer cette doctrine politique, car les ralliements d'hommes néo-colonialistes ou très proches des milieux colonialistes faisaient du F.L.N. un ensemble sans aucune unité. »

Du point de vue politique, et en ordre chronologique, voici les éléments constitutifs du F.L.N. :

1. Le groupe de militants de base et de cadres moyens qui avaient décidé de passer à l'action directe en novembre 1954 et qui faisaient partie, pour la plupart, du C.R.U.A. (Ben Bella, Khider, etc.).

2. Les « centristes » du M.T.L.D. (Yazid, Kiouane, Lahouel), c'est-à-dire l'aile droite, réformiste du M.T.L.D., qui s'était détachée de ce parti à la suite du refus de ce dernier de collaborer avec la politique néo-colonialiste de Jacques Chevallier.

3. Les bourgeois de l'U.D.M.A., en avril 1956 (Ferhat Abbas, Ahmed Francis).

4. Les religieux de l'Association des Oulémas (Tewfik el Madani).

5. Les « administratifs » tels que Forès, les frères Boumendjel, le S.F.I.O. Ben Bahmed, le cortège d'anciens fonctionnaires de l'administration que l'on retrouve maintenant dans les rangs du F.L.N.

De ces éléments, il n'y a que les militants du C.R.U.A. qui représentaient quelque chose auprès des masses. Cependant leur programme politique ne dépassait pas la simple revendication de l'indépendance et « l'action directe » sur le plan de la tactique. C'étaient, néanmoins, les « durs » du F.L.N. Où sont-ils maintenant ? Soit écartés de la direction effective (Ben Bella, Khider) et cela non seulement du fait de leur arrestation, ou bien passés au M.N.A. (Mahsas, Goffal, Ben Boulaïd, ce dernier assassiné

par le F.L.N. après son évvasion et son retour au maquis).

Quant aux autres, de Ferhat Abbas à Farès, ce sont des hommes qui ont en commun une seule chose : le fait d'avoir passé leur vie à combattre le nationalisme algérien et le M.T.L.D.

Vous nous répondez : pourtant, ces hommes ont rejoint un mouvement qui combat pour l'indépendance algérienne armée en main. Cela est sans doute vrai, mais la signification de ce ralliement, dans le contexte actuel de l'Algérie, n'est pas celle que vous pensez. Depuis que les militants du C.R.U.A. avaient placé **tous** les mouvements politiques algériens devant le fait accompli du soulèvement de novembre 1954, il n'y avait **personne** en Algérie qui pouvait espérer jouer un rôle politique sans revendiquer l'indépendance (à moins de miser sur la victoire totale des Français, comme Ali Chekkal, « collabo » classique). La première réaction politique des gens de l'U.D.M.A. et des centralistes fut l'admission de la banqueroute de leur politique. Déjà en avril 1954, Ferhat Abbas avait d'ailleurs écrit :

« Depuis six ans, notre parti a mené une lutte acharnée pour le retour à la légalité, pour le respect de la loi promulguée par le Parlement français (le statut de l'Algérie). Il est bien évident qu'un parti progressiste qui a axé son action sur le respect de la légalité et qui milite en faveur de la légalité ne peut avancer lorsque les pouvoirs publics font de l'arbitraire une raison d'Etat. »

Quant aux centralistes, qui suivaient à peu près la même politique, ils avouaient en juillet 1955 (à la veille de leur ralliement au F.L.N.) qu'ils ne savaient plus ce qu'ils représentaient (interview de Kiouane à « Combat »).

Quels étaient les ressorts profonds de cette politique en faillite, les intérêts de classe qui avaient animé cette politique jusqu'alors ?

Comme l'U.D.M.A. et les centralistes, la direction du F.L.N. représente dans sa majorité la mince couche petite-bourgeoise qui a pu se développer à l'ombre de la colonisation, plus quelques grands propriétaires et profiteurs de la colonisation (les ralliés « administratifs » de la fin de 1956). Du fait de la stratification sociale particulière à l'Algérie, pays prolétarien par excellence, ces couches n'ont jamais réussi à représenter une force autonome, comme cela fut le cas en Tunisie ou au Maroc (ou encore aux Indes, au Ghana, etc.). Dans les pays de ce dernier type, la bourgeoisie nationale réussit à conquérir une base économique relativement forte ; elle prend conscience de ses intérêts propres, entre en conflit avec le colonialisme qui devient un obstacle à son développement ; elle revendique l'indépendance nationale. En Algérie, cette situation n'a jamais existé : la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie étaient trop faibles pour concevoir une autre perspective que l'assimilation au colonialisme (comme Ferhat Abbas en 1936-38) ou, tout au plus, l'autonomie dans le cadre du système colonial (comme Ferhat Abbas de 1946 à 1956). C'est la classe ouvrière, et elle seule, qui défendait dès le début la solution de l'indépendance. Cette situation a été bouleversée par les événements de novembre 1954 : sans l'avoir voulu ou prévu, la bourgeoisie algérienne était oblignée d'abandonner la perspective d'assimilation et de chercher une autre issue.

Quelle était cette autre issue ? Elle devait nécessairement se couvrir de l'étiquette d'indépendance, la seule désormais acceptable. Mais, comme tout le monde sait, cette étiquette peut couvrir des marchandises fort différentes. La lutte pour l'indépendance nationale peut se conduire de diverses façons : comme l'indépendance elle-même, elle a **toujours, nécessairement**, un contenu de classe. Il n'existe pas de lutte pour l'indépendance nationale dans l'abstrait, c'est-à-dire qui ne soit déterminée par les intérêts de la classe qui la conduit. L'Algérie ne fait pas exception : dans le F.L.N. s'exprime la bourgeoisie

algérienne qui s'efforce de sauver ses intérêts aujourd'hui dans le cadre de la revendication de l'indépendance, après avoir vainement essayé de les faire valoir dans le cadre de la politique d'assimilation.

Le contenu de classe bourgeois du F.L.N. se manifeste d'abord dans la question qui nous préoccupe ici : dans sa lutte contre le M.N.A., ce mouvement pour qui « l'indépendance nationale » a la signification très précise de « première étape de la révolution sociale », qui n'a jamais caché sa détermination d'abattre les féodaux musulmans ensemble avec les gros colons européens. En essayant de briser le M.N.A., le F.L.N. essaye d'écarter la menace de réforme agraire, qui pèse non seulement sur les terres de Bourgeois mais aussi sur celles de Farès. C'est d'une façon générale, la menace de l'intervention du peuple algérien dans la vie politique qu'ils cherchent à écarter, d'une vie politique qu'ils considèrent comme leur monopole de droit. Leur vocabulaire a changé, mais non pas leurs buts politiques, ni leur programme réel.

Or, le F.L.N. qui est bourgeois dans sa direction, ne l'est pas entièrement dans la base. C'est ici que l'utilisation de la formule de « l'indépendance » est révélatrice des contradictions qui déchirent cette coalition, et qui la maintiennent dans un état de crise permanent. En effet, la revendication abstraite et formelle de « l'indépendance » est le seul terrain commun sur lequel l'accord d'éléments socialement hétérogènes ait pu se faire : il lui tient lieu d'idéologie et de programme. Cet accord purement verbal sur un mot que chacun peut interpréter à sa façon, est lourd de malentendus, de contradictions refoulées, de luttes internes remises à plus tard. Et en dehors de la formule, que reste-t-il ? L'absence de programme positif (le F.L.N. s'est toujours borné à l'énoncé de généralités) la confusion dans les déclarations successives ou même simultanées de ses représentants (dont tel demande l'indépendance préalablement à toute discussion, tel autre seulement la promesse d'indépendance, et tel autre enfin la discussion sans préalable), les luttes fractionnelles internes.

## LEURS SOUTIENS EXTERIEURS

Passons à un autre aspect de la question, qui éclaire la nature politique de ces deux mouvements : leurs soutiens extérieurs.

Pour le M.N.A., c'est simple : il n'a pour ainsi dire aucun soutien extérieur. Pour un mouvement qui se place sur le terrain du socialisme révolutionnaire et de la lutte des classes, il n'y a, en effet, qu'un cillie possible : la solidarité agissante de la classe ouvrière internationale. Or, cette solidarité a failli pour diverses raisons : action des appareils stalinien et sociaux-démocrates, passivité et manque d'intérêt (c'est-à-dire dépolitisation) de la classe ouvrière, manque d'informations dans beaucoup de cas. Par conséquent, le M.N.A. n'a réussi à faire comprendre la justice de sa cause qu'aux petits groupements d'avant-garde qui sont hautement sensibilisés politiquement, et qui sont habitués à ne pas se laisser impressionner par les propagandes officielles. Tels, en France, la gauche de la C.F.T.C. (« Reconstruction », Fédération des métaux) et de F.O. (Hébert, de l'U.D. de la Loire-Atlantique, Tharreau et quelques autres de la Fédération des métaux) ; les trotskystes de « La Vérité » (Renard Lambert, Chéramy, Lemoine, etc.) des militants de la Nouvelle Gauche, tels que Dechézelles, Houdeville, Guérin ; des indépendants, comme Claude Gérard, rédactrice d'« Afrique Informations » ; les communistes dissidents autour de Lecœur et de Hervé ; le petit groupe de la gauche S.F.I.O., autour de Jean Rous, Marceau Pivert, André Ferrat, plus l'hebdomadaire « Demain », dont la position sur cette question ne reflète en aucune façon celle de la S.F.I.O. ; une partie des enseignants de la F.E.N., dont la plus grande

partie de la tendance de l' « Ecole émancipée ». Loin d'être des « pleureuses du colonialisme », ces militants sont les seuls qui ont payé de leur personne pour la lutte contre la sale guerre d'Algérie. Mais vous conviendrez avec nous que numériquement cela représente peu de chose. A l'étranger, même situation. Les seuls à soutenir le M.N.A. sont les groupes de la même tendance générale : socialistes révolutionnaires de diverses traditions, et même pas tous. (Nous pensons à la position ridicule de la 4<sup>e</sup> Internationale, qui soutient le F.L.N. mais n'ose pas le dire. Ainsi le « parti de la révolution mondiale » refuse de prendre ouvertement position sur les problèmes fondamentaux de la seule révolution actuellement en cours.) Nous estimons qu'il tient à nous de démentir la conclusion que l'on pourrait tirer de cette situation, à savoir que la clarté et l'honnêteté ne payent pas en politique.

Pour le F.L.N., c'est différent, très différent même. Comme nous allons le voir, ses soutiens sont à la fois fort nombreux et fort variés, ce qui suffirait d'ailleurs à expliquer une bonne partie des contradictions qui existent dans cette organisation. Nous pouvons ainsi énumérer, de droite à gauche, les éléments suivants :

1. Les Tunisiens et les Marocains, y compris les syndicalistes. Les raisons ici sont claires : il y a des affinités politiques évidentes entre la bourgeoisie tunisienne « bourguibiste », la bourgeoisie marocaine et ses parents pauvres algériens du F.L.N. En plus, les gouvernements tunisien et marocain ont de solides raisons de s'opposer au M.N.A. Pour Bourguiba, Messali est la seule personnalité qui puisse lui contester son « leadership » politique et moral sur le Maghreb. Pour le Sultan et, dans une grande mesure, pour Bourguiba, le programme révolutionnaire du M.N.A. est une menace pour l'ordre social dans leur propre pays. Il est facile d'imaginer les effets que l'application d'une vraie réforme agraire pourrait avoir en Tunisie ou au Maroc.

L'attitude des syndicalistes de l'U.M.T. et de l'U.G.T.T. s'explique surtout par leur politique opportuniste. Leur alignement dans cette question, comme dans les autres, sur la politique de leurs gouvernements n'est qu'un aspect particulier de leur politique de collaboration de classe dans le cadre de « l'union nationale ». Nous vous rappelons que les syndicats marocains n'ont pas hésité à soutenir les « syndicats » franquistes au B.I.T. (en s'abstenant ou vote sur l'admission de ces derniers) quand le gouvernement marocain essayait de manœuvrer l'Espagne contre la France, l'an dernier. N'oubliez pas non plus que Ahmed Ben Salah est actuellement ministre, et que, pour être ministre dans le gouvernement de Bourguiba, il faut avoir accepté des compromis dont l'essence est le renoncement à une politique ouvrière indépendante. (Rappelons que Bourguiba, il y a quelques mois, a mis une fin brutale aux velléités d'indépendance de Ben Salah en suscitant une scission syndicale et en le faisant éloigner du secrétariat de l'U.G.T.T. La fusion, cet été, de l'U.G.T.T. avec l'U.T.T. dissidente marquait la fin de la politique « travailliste », c'est-à-dire indépendante, de l'U.G.T.T.)

2. Le gouvernement égyptien : un facteur qui influençait déjà le C.R.U.A. de façon déterminante. Comme on peut s'y attendre, la base politique de cette influence est étroitement bourgeoise, avec le chauvinisme pan-arabe comme facteur essentiel. L'intérêt ici est également clair : il s'agit pour la jeune bourgeoisie égyptienne de renforcer sa position vis-à-vis de l'impérialisme en s'assurant d'appuis dans tous les pays africains et en se donnant les moyens d'attaquer les puissances impérialistes dans leurs propres colonies.

3. Le Parti communiste en France et en Algérie. La politique communiste en Afrique du Nord a une

histoire assez intéressante qu'il est nécessaire d'examiner plus en détail. Depuis sa stalinisation, ce parti n'a plus conduit une seule lutte anticoloniale d'envergure. La dernière lutte de ce type a été la campagne de 1926 contre la guerre du Rif. Depuis lors, néant. Le P.C. n'a rien fait de sérieux contre la guerre d'Indochine, ni contre la guerre d'Algérie. (Remarquons que la seule action sérieuse contre la guerre d'Indochine était la grève des dockers d'Oran, conduite par le M.T.L.D., contre l'embarquement de matériel de guerre destiné à l'Indochine.)

D'autre part, le P.C. a été systématiquement hostile aux mouvements nationalistes. On se rappelle l'attitude du P.C. lors de la répression de la révolte de Sétif en 1945, qui fit 40.000 morts et qui fut menée par le gouvernement de Gaulle-Thorez : Charles Tillon, qui était alors ministre de l'Air, donna l'ordre de bombarder les villages autour de Sétif par l'aviation ; Léon Feix écrivait dans « l'Humanité » du 12 mai 1945 : « ...Il est assez significatif que les instruments criminels de la grosse colonisation sont le M.T.L.D. et le P.P.A. et ses chefs, tels Messali et les mouchards à sa solde qui, lorsque la France était sous la domination nazie, n'ont rien dit et rien fait et qui, maintenant, réclament l'indépendance. Ce qu'il faut, c'est châtier impitoyablement les organisateurs des troubles... »

En Algérie, les P.C. distribuait des tracts traitant les chefs du M.T.L.D. de « hitlériens » qui, en demandant l'indépendance, « appliquaient les mots d'ordre de Berlin ». Kouci et Palomba, chefs du P.C.A., réclamaient l'exécution de Messali, et même de Ferhat Abbas.

Même attitude vis-à-vis de l'Istiqlal et du Néo-Destour, surtout dans le domaine syndical : l'U.M.T. au Maroc et l'U.G.T.T. en Tunisie rencontrèrent dès le début l'opposition acharnée de la C.G.T. et du P.C. Ce n'est que lorsque la victoire des centrales nationalistes devenait certaine que la C.G.T. se résigna au fait accompli, en se dissolvant et en demandant à ses adhérents de rejoindre les centrales nationalistes.

Voyons ce qui s'est passé en Algérie après novembre 1954. Au début, la position du P.C.A. était à peu près alignée sur celle de l'U.D.M.A., la théorie de la « nation en formation » servait de prétexte pour ne pas soutenir la revendication de l'indépendance. Lorsque le P.C.A., interdit par Lacoste, dut passer dans l'illégalité, il essaya, sans succès, de constituer des maquis autonomes (affaire Maillot, Guerrab, etc.). Après l'échec de cette tentative, il décida de se joindre au F.L.N. Pourquoi le F.L.N. ? D'abord parce que, dans l'actuelle conjoncture mondiale, Moscou soutient Nasser. Egalement parce que la violence aveugle du F.L.N. (soutenue spécialement par le P.C.A. : affaire des bombes) étend et prolonge la guerre et, en conséquence, donne plus de chances au communisme de s'implanter (exemple de l'Indochine) et, par ailleurs, ce foyer de guerre affaiblit le « camp occidental ». Enfin et surtout, parce que le manque d'homogénéité du F.L.N. sur le plan politique et sur celui de l'organisation laisse aux communistes l'espoir de s'en assurer le contrôle, ce qui est impossible avec le M.N.A.

Même situation sur le plan syndical : l'U.S.T.A., créée en février 1956, a rencontré dès son origine l'opposition du P.C. et de la C.G.T., alors que la centrale F.L.N., fondée en avril 1956 (U.G.T.A.) a immédiatement bénéficié de l'appui de la C.G.T., qui a même fait passer une partie de ses adhérents à l'U.G.T.A. pour gonfler les effectifs de cette dernière. Vis-à-vis de l'U.S.T.A., le P.C. n'avait, en effet, aucune possibilité d'action. D'abord cette centrale était dirigée par d'anciens militants de la C.G.T. et de la commission syndicale du M.T.L.D. (Ramdani, Tehafa, Bekhat, Filali, Bensid) qui étaient suffisamment renseignés au sujet du P.C. pour déjouer toute tentative de noyautage ; qui avaient, d'autre part,

une base suffisamment large pour ne pas dépendre d'un appui éventuel du P.C. En outre, l'U.S.T.A. est démocratiquement organisée : le pouvoir véritable dans le syndicat est entièrement dans les mains de la base (comme ont pu le constater tous ceux qui ont suivi le premier congrès de sa fédération de France en mai dernier). Aucun espoir, donc, pour les manœuvres d'appareil.

L'U.G.T.A., par contre, est organisée selon des principes différents. Dans un communiqué à la presse au moment de la fondation de l'U.S.T.A., le F.L.N. avait déclaré : « L'U.S.T.A. ne pourrait justifier son existence qu'en se soumettant à l'autorité du F.L.N. ». Cette prise de position reflète bien l'attitude du F.L.N. sur la question syndicale, qui n'est qu'un aspect de son idéologie nationale et bourgeoise, où le parti unique est l'expression de « l'union nationale » et les « masses populaires » sont une masse de manœuvre. L'arrestation en septembre dernier de responsables de l'U.G.T.A. en Algérie, affectés à des tâches terroristes et de propagande, a montré que l'U.G.T.A. n'est qu'un appendice du F.L.N., sans activité syndicale qui lui soit propre.

Il est évident qu'un mouvement de ce genre offre des possibilités bien plus favorables au travail du P.C. Ayant toujours joué un rôle insignifiant dans la classe ouvrière algérienne, le P.C. ne peut espérer de s'imposer au peuple algérien qu'en noyant et manipulant des organisations nationalistes, c'est-à-dire en contrebande. Si cela est impossible dans des organisations démocratiquement contrôlées par la base, c'est très facile, par contre, dans des organisations sans idéologie et sans programme, elles-mêmes dirigées et manipulées par une direction qui n'a de comptes à rendre à personne.

En France, la collaboration entre le P.C. et le F.L.N. a été plus évidente encore. Vous savez sans doute que l'U.G.T.A. a refusé de se constituer en centrale indépendante, et a demandé aux travailleurs algériens de rester dans les rangs de la C.G.T. Pour faire pièce à l'U.S.T.A., elle a mis sur pied une « Amicale générale des travailleurs Algériens » (A.G.T.A.) qui fonctionne dans la C.G.T. La réunion constitutive de cette « amicale » était présidée par Tollet, stalinien notoire de la C.G.T. et spécialiste des questions « coloniales ». Une centaine de personnes assistaient à la réunion, dont une trentaine d'Européens. C'est peu de chose, et cela confirme ce que nous avons constaté plus haut au sujet de la représentativité des deux mouvements parmi les ouvriers algériens en France.

Il y a plus grave : la collaboration P.C.-F.L.N. en France ne se borne pas seulement à l'action politique. Il existe des preuves que le P.C. collabore activement à la campagne d'extermination que le F.L.N. mène actuellement contre le M.N.A. Nous vous rappelons qu'en avril dernier, la police découvrit à Lyon, dans un garage loué par deux Algériens responsables de l'U.D. de la C.G.T., un véritable arsenal : 48 mitraillettes, plusieurs centaines de revolvers, grenades, etc. Ces armes, en provenance de l'Allemagne de l'Est (probablement via Hambourg) devaient servir à armer les groupes du F.L.N. chargés des attentats contre les militants du M.N.A. et de l'U.S.T.A. Le gouvernement français a bien vite étouffé cette affaire : rien n'a été publié sur la suite de l'enquête.

Sur le plan de la propagande, l'appui apporté par le P.C. au F.L.N. est massif. « l'Humanité » est le seul journal à ne pas avoir mentionné les attentats contre les syndicalistes de l'U.S.T.A. — sauf celui de Bekhat, où ils se sont bornés à publier les dépêches d'agence. Les intellectuels « progressistes » tels que Colette et Francis Jeanson, Jean Dresch, etc., se font l'écho des pires calomnies contre le M.N.A. et Messali Hadj.

4. Le F.L.N. est en outre soutenu par la grande majorité des libéraux français : par Mendès-France

et ses amis, par « L'Express » (Jean Daniel), par une partie des catholiques (Robert Barrat, Mandouze), par l'équipe de « France-Observateur ». En outre, il jouit de la complicité d'une grande partie de la presse quotidienne qui lui fait une propagande formidable (non pas en le soutenant directement, bien sûr, mais en gonflant son action tout en passant sous silence celle du M.N.A.).

La politique de Mendès a été, depuis le début de l'affaire algérienne, de confirmer le F.L.N. dans son rôle de « seul interlocuteur valable ». En effet, la « bourgeoisie éclairée » ou néo-colonialiste en France s'efforce d'appliquer une politique coloniale du type anglais : sauver les meubles en accordant l'indépendance formelle, tout en maintenant l'emprise économique sur le pays. C'est ce qui s'est fait au Ghana, de même qu'en Tunisie et au Maroc. C'est la solution que la presse appelle « bourguibiste » ou « mendésiste », selon le point de vue où on se place. C'est aussi la solution à laquelle se prêteraient les chefs du F.L.N., car c'est sur ce terrain que l'intérêt de classe de la bourgeoisie algérienne rejoint le mieux celui de la grande bourgeoisie française. Mendès et ses amis sont foncièrement hostiles au M.N.A. parce que ce dernier ne peut leur donner les garanties qu'ils réclament : il refuse de prendre des engagements qui pourraient lier le peuple algérien sans que celui-ci ait pu se prononcer librement sur les questions qui le concernent.

Chez les catholiques il s'ajoute à ces considérations le facteur de la politique de l'Eglise. Le paradoxe n'est qu'apparent : l'Eglise préfère traiter avec des éléments islamiques religieux, même fanatiques, qu'avec un mouvement ouvrier foncièrement laïque (Bien qu'il se réclame également de l'Islam, le M.N.A. a pris position pour un Etat laïque, alors qu'une partie influente de la direction du F.L.N. envisage la constitution d'un Etat islamique.)

Le cas de l'équipe de « France-Observateur » est également complexe. Terrain de rencontre, au sein du mouvement socialiste, du stalinisme et du mendésisme, leurs raisons de soutenir le F.L.N. tiennent à la fois des deux influences. (C'est d'ailleurs également le cas pour Mandouze et Barrat, où le facteur catholique « officiel » vient renforcer ces tendances, on aurait tort de trop vouloir distinguer les motivations dans ce milieu à la fois veule et confus.) Il ne faut pas non plus sous-estimer le rôle des contacts personnels. Vous connaissez peut-être les rédacteurs de « France-Observateur » : ce sont des gens cultivés, habillés le plus souvent avec goût et élégance, aux habitudes et à la façon de penser bourgeoises, universitaires. Ils ont beaucoup en commun avec des hommes comme Yazid, Boumendjel, Kicuane : ils se reconnaissent en eux. Les militants du M.N.A. et de l'U.S.T.A. sont généralement un type humain assez différent, moins susceptibles de séduire les gens de la bonne société.

Vous comprendrez mieux maintenant les complaisances que la presse libérale française a envers le F.L.N. C'est très frappant pour « L'Express », « Le Monde », « France-soir ». Cela consiste à attribuer le maximum d'attentats, d'actions militaires, de propagande, etc. au F.L.N. et de faire le silence autour du M.N.A. Ainsi toute l'action de propagande menée par Moulay Merbah aux Nations Unies au nom du M.N.A. fut attribuée au F.L.N. par la presse française. En Algérie, lorsqu'il s'agit d'un « accrochage » avec une unité F.L.N., ou lorsque la police a démantelé un réseau F.L.N. dans les villes, la presse dit « F.L.N. » ; lorsqu'il s'agit d'une unité ou d'une organisation du M.N.A., la presse dit « les rebelles » ou bien « le Mouvement de libération nationale » ou l'attribue carrément au F.L.N. Nous avons les coupures à votre disposition, il serait trop long de les reproduire ici.

On annonce ainsi, périodiquement depuis une année et demi, l'extermination du M.N.A. Quelques semaines plus tard on s'avise qu'il « existe encore », mais, ajoutez-on, cette fois son compte est bon et ainsi de suite. Le papier est patient. Curieusement, la presse la plus « objective » à cet égard est encore la presse « ultra », c'est-à-dire les journaux uniformément et violemment hostiles à tous les mouvements nationalistes algériens, et qui n'ont donc pas de raison de les traiter de façon différente.

### LE CHOIX DE LA C.I.S.L.

6. Le cas de la C.I.S.L. Voilà une situation qui serait drôle si l'enjeu n'en était si grave. Dans la question algérienne, la C.I.S.L. joue le rôle du cocu de la comédie de boulevard : pour des raisons diplomatiques, dont personne d'ailleurs ne lui saura gré, elle a accepté de donner son appui à un mouvement soutenu et noyauté par le P.C.

Les circonstances de l'affiliation de l'U.G.T.A. à la C.I.S.L. ont été exposées en détail dans une lettre que la fédération de France de l'U.S.T.A. a adressée à la C.I.S.L. à la veille du congrès de Tunis. Nous tenons à citer des extraits de cette lettre, que vous pourrez ensuite vérifier auprès de vos sources d'information :

« Le 26 décembre 1955, les membres de la commission exécutive de l'U.S.T.A. siégeant à Alger, décidaient, après adoption des statuts de la Centrale, de les déposer légalement. Le 14 février 1956 le bureau confédéral déposait ces statuts.

« En mars 1956, l'U.G.T.A. déposait également les statuts de son organisation.

« Ainsi, en Algérie, deux organisations syndicales qui allaient demander l'une et l'autre leur affiliation internationale à la C.I.S.L., prenaient naissance. Ayant conscience du déplorable effet de cette décision sur le mouvement ouvrier algérien, l'U.S.T.A. allait, dès le début, engager le combat pour l'unité syndicale, dans une seule centrale libre.

« Il n'a été fait état, pour prétexter la non-représentativité de notre organisation syndicale, que d'un seul et unique fait : les élections syndicales à la R.D.T.A. (Régie départementale des tramways algérois). En réalité, si l'U.S.T.A. n'a pas eu de délégués élus, c'est pour une raison bien simple : alors que l'administration et la direction de la R.D.T.A. refusaient l'autorisation à l'U.S.T.A. de présenter sa liste, l'U.G.T.A., elle, se voyait autorisée à présenter la sienne par cette même direction.

« Il nous semble qu'un tel critère de représentativité, à savoir le bon ou mauvais vouloir patronal, ne peut être retenu par des syndicalistes. »

(Interrompons ici pour remarquer que la R.D.T.A. est justement l'entreprise que le correspondant du « Monde » présentait en mars 1957, c'est-à-dire une année après ces événements, comme un « bastion » de l'U.S.T.A.)

« Quoi qu'il en soit — continue le document — l'administration colonialiste se chargea bientôt, à sa manière, de régler le différend : elle commença par emprisonner et interner tous les dirigeants de l'U.S.T.A. Les dirigeants de l'U.G.T.A. furent arrêtés ensuite. Aujourd'hui, en Algérie, les organisations syndicales sont dans une totale illégalité et fonctionnent clandestinement.

« Aujourd'hui, comme hier, nous nous refusons à entrer dans le jeu stérile du bluff qui ne profite qu'au colonialisme. L'U.G.T.A., qui annonce 105.000 adhérents (pourquoi pas 200, 300 ou 500.000 ?) est-elle en mesure de déclencher une seule grève sur n'importe quelle question en Algérie ? Non. En conséquence, constatons que le mouvement syndical algérien est divisé, que, dans le cadre de la guerre colonialiste menée contre notre peuple en Algérie, rien ni personne ne peut préjuger du choix du peuple algérien est divisé, que, dans le cadre de la guerre démocratique, nous l'attendons avec confiance. »

La lettre passe ensuite à la question de l'affilia-

tion à la C.I.S.L. proprement dite :

« La commission qui devait décider de l'affiliation à la C.I.S.L. des syndicats algériens s'est réunie à Bruxelles du 2 au 9 juillet 1956. La C.E. de la C.I.S.L. entendait que les syndicats fussent unifiés pour qu'une seule centrale ait à demander son admission. Une commission où étaient représentées l'U.G.T.T., l'U.M.T., l'U.S.T.A. et l'U.G.T.A. s'est réunie dès le 2 juillet au soir. L'U.S.T.A. était représentée par Bensid, l'U.G.T.A. par Dekka et Hamid déclarait représenter des Algériens organisés dans l'U.G.T.T.

« A. Ben Salah, après une longue confrontation de tous les points de vue, fit une proposition dans laquelle il demandait la dissolution des deux centrales et leur fusion dans une seule centrale qui aurait pris l'appellation de U.N.T.A. (Union nationale des travailleurs algériens) et à laquelle auraient adhéré tous les membres de l'U.G.T.A. et de l'U.S.T.A.

« Dekka, de l'U.G.T.A., accepta cette proposition en déclarant que celui qui est contre l'union du peuple est l'ennemi du peuple.

« Bensid, de l'U.S.T.A., après avoir donné son accord de principe, demanda à consulter ses camarades qui étaient restés à Paris.

« Hamid, de l'U.G.T.A., souleva des difficultés, prétextant que derrière les deux centrales syndicales, il y avait des organisations politiques, et qu'il s'agissait avant tout d'une question de caractère doctrinal, à résoudre par les organisations politiques. Il demanda également à consulter ses camarades à Paris.

« Le 3 juillet, Bensid, représentant de l'U.S.T.A., après consultation de ses camarades de Paris, donna son entière adhésion à la proposition Ben Salah. Le représentant de l'U.G.T.A. prétextait, pour ne pas se prononcer, une soi-disant impossibilité de contacter ses amis à Paris.

« Bensid, représentant de l'U.S.T.A., dégagea la responsabilité de son organisation devant le fait que l'U.G.T.A., en refusant la proposition Ben Salah, entendait maintenir la division de la classe ouvrière algérienne.

« Mais, le 6 juillet, lors de la réunion de la commission consultative de la C.I.S.L., A. Ben Salah, oubliant sa proposition, demandait la dissolution de l'U.S.T.A. comme centrale, et son entrée comme section en France dans l'U.G.T.A.

« Ainsi, le procès-verbal des réunions démontre clairement que les problèmes en cause ne se situaient pas sur le plan de la représentativité : avant tout il y avait une question politique très claire. Ben Salah est pour le parti unique. C'est son droit. Mais là où il outrepassa son droit comme syndicaliste, c'est quand il veut que le mouvement syndical unifié ne soit ouvert qu'aux adhérents du parti unique qu'il désire. Cette conception d'un syndicalisme totalitaire, complètement étrangère aux principes du syndicalisme libre, A. Ben Salah vient de la défendre à nouveau à Tunis en proposant la dissolution de l'U.S.T.A. et son entrée pure et simple dans l'U.G.T.A., ce qui, dans son esprit, implique clairement l'entrée de tous les travailleurs algériens au F.L.N.

« L'U.S.T.A., organisation représentant la majorité de la classe ouvrière algérienne, conteste à Ben Salah, comme à quiconque, le droit de décider au lieu et place des travailleurs algériens, à quelle formation politique ils doivent adhérer. Qui plus est, l'U.S.T.A. elle-même ne formule aucune exclusive à l'égard de telle ou telle formation politique algérienne, estimant que la centrale algérienne libre doit être ouverte à tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions philosophiques, politiques ou religieuses.

« Ajoutons que, devant les manœuvres de Ben Salah à Bruxelles, notre représentant, le camarade Bensid, fort du bon droit de l'U.S.T.A. demanda à ce qu'une enquête soit faite contradictoirement et sur les lieux mêmes. Cette proposition devait retenir

longtemps l'attention des membres de la commission exécutive de la C.I.S.L.

« Les questions posées à cette commission étaient les suivantes :

« 1) Admission du syndicalisme algérien au sein de la C.I.S.L. ;

« 2) Admission des deux centrales ou d'une seule ;

« 3) Complément d'enquête pour s'assurer, selon les formes normales, de la représentativité des deux syndicats.

« La troisième question a longuement retenu l'attention du comité exécutif qui en débattit dans la nuit du samedi 7 au dimanche jusqu'à une heure du matin.

« Un nombre égal de voix s'étaient portées sur l'admission des deux centrales et sur le complément d'enquête. Mais de guerre lasse, une voix s'est déplacée en faveur de l'U.G.T.A. Ce compte rendu est éloquent et démontre l'entière bonne foi de l'U.S.T.A.

« A juste titre, l'U.S.T.A. a estimé que ce n'était ni son rôle ni sa tâche de se prononcer sur les points de vue émanant des deux formations politiques algériennes. L'U.S.T.A. n'avait pas et n'a pas le droit de s'immiscer dans les divergences politiques, contrairement à ce que fait l'U.G.T.A. et ses conseillers tunisiens, qui épousent un point de vue partisan qui, par là même, devient un obstacle à l'unité de la classe ouvrière algérienne.

« L'U.S.T.A. estime que l'unification syndicale doit s'opérer entre ces centrales elles-mêmes, indépendamment des formations politiques, par une large discussion démocratique entre tous les militants et responsables syndicaux, de la base au sommet. L'U.S.T.A., assurée de l'appui de l'immense majorité des travailleurs algériens, renouvelle dans ce sens ses propositions d'unité, indispensables à la défense efficace des intérêts des travailleurs algériens.

« C'est là le sens de la résolution ci-jointe adoptée par le premier congrès de la fédération de France de l'U.S.T.A. Les travailleurs algériens rejettent le totalitarisme sous toutes ses formes et refusent, répètent-le, à quiconque le droit d'interpréter leurs sentiments et d'agir en leur nom. Le peuple algérien paie d'un prix trop élevé en misère et en sang sa volonté de vivre libre pour accepter une tutelle quelconque, fût-ce celle de Ben Salah. »

Si nous avons cité un si large extrait de la lettre de l'U.S.T.A., c'est qu'il s'agit ici d'un point tout à fait capital. En effet, aucun des assassinats contre les militants de l'U.S.T.A. ne se serait produit si la C.I.S.L. avait accepté la demande d'affiliation des deux centrales. Il est donc important de savoir pour quelles raisons, et dans quelles circonstances, un choix a été fait qui a décidé de la vie ou de la mort de quelques-uns de nos meilleurs camarades.

Aujourd'hui, il est difficile pour la C.I.S.L. de faire marche arrière. Il faut compter avec l'inertie et la puissance du fait accompli. Il faut compter également avec le soutien que les syndicalistes américains de droite (Lovestone, Irving Brown, etc.) donnent à l'U.G.T.A., appliquant ainsi la ligne du Département d'Etat vis-à-vis de la Tunisie et du Moyen-Orient en général. Il faut compter enfin avec l'esprit bureaucratique : dans la revue du D.G.B., « Gewerkschaftliche Monatshefte », un syndicaliste allemand trouvait moyen de traiter l'U.S.T.A. d'« anarchiste ». Dans un sens, c'est vrai : l'U.S.T.A. est un syndicat démocratique, libre et combatif. Pour les bonzes, c'est de « l'anarchisme ». A ce titre, nous aussi, nous sommes des « anarchistes » et nous entendons le rester.

Néanmoins, la C.I.S.L. a reconnu le caractère légitime et représentatif de l'U.S.T.A. en lui donnant un certain appui officieux : en intervenant auprès du gouvernement français pour permettre à l'U.S.T.A. de tenir son congrès à Paris, en protestant contre l'incendie des locaux de l'U.S.T.A. à Roubaix, et enfin, en condamnant les attentats contre les syndi-

calistes U.S.T.A. et l'assassinat de Ahmed Bekhat. C'est trop peu et trop tard, mais cela montre que l'U.S.T.A. s'est imposée à l'attention de la C.I.S.L. même dans des circonstances plus que défavorables.

Vous voyez que la coalition qui s'est ligüée contre le M.N.A. est vraiment impressionnante. Dans un sens, ce n'est ni surprenant (tout mouvement révolutionnaire a suscité contre lui de telles coalitions) ni nouveau. Pour ceux qui connaissent l'histoire du mouvement ouvrier, la ressemblance avec la situation de la guerre civile en Espagne est frappante.

A ce moment aussi une guerre civile eut lieu dans le camp républicain qui se battait contre la réaction franquiste : entre la coalition gouvernementale (bourgeois et stalinien) d'une part, et l'aile gauche de la C.N.T. et el P.O.U.M. de l'autre. Cette lutte se termina, comme vous le savez, par l'écrasement du P.O.U.M. et des révolutionnaires de la C.N.T. et, finalement, par la défaite du camp républicain tout entier. La question fondamentale se posait de la même façon qu'aujourd'hui en Algérie : peut-on vaincre dans une guerre essentiellement sociale sans la transformer en une guerre révolutionnaire, c'est-à-dire en menant de front la révolution sociale et la lutte militaire contre la réaction ? La réponse des partis bourgeois et stalinien (période de « front unique ») était : il faut d'abord gagner la guerre, ensuite on verra. Les anarchistes et le P.O.U.M. disaient : notre arme principale est la volonté du peuple de vaincre, que l'on ne peut susciter qu'en mobilisant les masses pour une guerre révolutionnaire. En d'autres termes, on pouvait gagner la guerre seulement en la transformant en révolution.

L'histoire a prouvé que le P.O.U.M. et les anarchistes avaient raison. En se plaçant sur le seul plan de la défense de la légalité républicaine, et étant données les circonstances de la non-intervention, la République était battue d'avance sur le plan militaire. A l'époque, cependant, on les assassinait (Nin, Landau, Berneri, Rein, parmi tant d'autres) et on les calomniait : « diviseurs », « agents franquistes », « cinquième colonne », etc. Des nuées de journalistes bourgeois et stalinien, dans le monde entier, reprenaient et répandaient ces calomnies. Cela ne vous donne-t-il pas à réfléchir ? Voilà une expérience historique, parmi d'autres, qui nous incite à la prudence lorsqu'il s'agit de justifier l'assassinat de militants ouvriers.

Aujourd'hui en Algérie le F.L.N., aidé par ses apologistes en France, lance les mêmes calomnies et les mêmes accusations contre le M.N.A. Nous ne reprenons que les plus récentes, celles dont Claude Bourdet parle dans le numéro de « France-Observateur » du 7 novembre 1957 :

« ...La fureur contre le M.N.A., que l'on accuse d'avoir nui gravement à l'efficacité de la lutte en refusant de s'intégrer dans le F.L.N... »

« ...Ils ont, vis-à-vis du M.N.A., l'attitude d'un général assiégé vis-à-vis d'une unité qui désobéit. »

(L'article de Bourdet contient en outre beaucoup d'autres falsifications — sur le rôle de Belounis, sur la représentativité du F.L.N. — que nous ne pouvons examiner dans le cadre de cette lettre, déjà trop longue. Relevons cependant celle-ci : en tenant son congrès en plein Paris, alors que l'U.G.T.A. était pourchassée, l'U.S.T.A. aurait donné prise aux « pires soupçons ». Double calomnie : 1) En France, l'U.G.T.A. ne peut pas être « pourchassée » puisqu'elle n'existe pas **volontairement** et que ses militants sont bien à l'abri dans la C.G.T., alors qu'en Algérie l'U.S.T.A. a été pourchassée bien avant l'U.G.T.A. et que ses dirigeants, au nombre de douze, se trouvent au camp de concentration de Saint-Leu ; 2) Le congrès de l'U.S.T.A. a pu se tenir à Paris parce que la C.I.S.L. est intervenue dans ce sens auprès du gouvernement français. Rappelons également que le remplaçant de Bekhat ou secrétariat de la fédération de France de l'U.S.T.A., Bensid, vient d'être arrêté



par la police française qui complète ainsi le travail du F.L.N., à moins que cela ne soit le contraire.)

Les accusations portant sur le rôle de « diviseur » du M.N.A. se résument toutes à ceci : l'existence séparée du M.N.A. est un facteur de diversion qui nuit à la lutte pour la libération nationale. Ceci pourrait être vrai dans deux cas : si la politique du M.N.A. était fautive et celle du F.L.N. juste ; ou bien, s'ils faisaient essentiellement la même politique, et que le M.N.A. insisterait sur le maintien d'une organisation séparée pour des raisons non politiques.

Si, au contraire, les différences portaient sur la manière dont la guerre et la révolution doivent être menées, et si le M.N.A. ne pouvait maintenir ses conceptions propres qu'en maintenant son organisation, il aurait non seulement le droit mais le devoir de le faire.

Remarquons qu'au début de l'insurrection le M.N.A. envisageait l'adhésion au F.L.N. Dans le premier comité qui rassemblait au Caire les représentants en exil des mouvements nationalistes, le M.N.A. était représenté par Ahmed Mezerna et Chadli Mekki, représentant du M.T.L.D. auprès de la Ligue arabe. Ce n'est que lorsque ces deux militants refusèrent de subordonner leur politique à celle du F.L.N. et du gouvernement égyptien, qui jouait un rôle déterminant à cette époque, que l'alliance fut rompue. Mezerna et Mekki furent arrêtés par le gouvernement égyptien sur la demande des chefs du F.L.N. Ils sont actuellement en prison au Caire.

## LES DEUX METHODES DE LUTTE

Voyons sur quels points portaient les différends. Dans notre exposé sur la nature politique des deux mouvements, nous avons fait ressortir le caractère foncièrement ouvrier et démocratique (démocratique parce que ouvrier) du M.N.A. et nous l'avons opposé au caractère totalitaire du F.L.N. Il est naturel que des différences de cette nature se répercuteront également sur la politique militaire et sur les autres aspects du combat mené par les deux organisations.

Du point de vue militaire, la différence essentielle est celle-ci :

D'une façon générale, le M.N.A. a organisé ses partisans selon le système du « peuple armé », c'est-à-dire des groupes qui se rassemblent uniquement au moment de l'action pour retourner ensuite à leur occupation habituelle. C'est une technique qui a été largement utilisée par le Viet-Minh en Indochine ; on sait le bénéfice qu'une armée de partisans peut tirer de ce système du point de vue de la mobilité, du camouflage, etc. Le F.L.N., au contraire, a opté dès le début pour le système de « l'armée régulière », se rapprochant le plus possible de l'armée de type traditionnel. Par conséquent, lorsque les Français commencèrent à appliquer le système du « quadrillage », les partisans du F.L.N. étaient obligés de se déplacer, alors que le « quadrillage » n'avait aucune prise sur les partisans du M.N.A., qui avaient depuis longtemps « quadrillé » le pays à leur façon. Dès lors, les groupes F.L.N., essaient dans d'autres régions que celles où elles avaient été recrutées, se présentaient comme étrangers à la population, d'où, de plus en plus, la nécessité de s'imposer par la force. Ceci d'autant plus que les groupes F.L.N. (en particulier ceux de Ouamrane et de Belkacem en Grande-Kabylie) n'hésitent pas à se servir de la population comme instrument (recrutements forcés, couverture, renseignements et autres formes d'assistance obtenues par la force ou le chantage). La tactique du M.N.A. était diamétralement opposée : ses groupes évitaient autant que possible de compromettre la population (à moins qu'ils ne s'identifiaient à la population) ; ils ne recrutaient que des militants, conscients de faire un choix politique (non pas de parti, mais d'une façon de lutter contre l'occupant). Par conséquent ses partisans apparaissent souvent à la population comme des défenseurs **aussi contre le F.L.N.** C'est ainsi que s'expliquent les luttes

entre partisans M.N.A. et partisans F.L.N. ainsi que les massacres du type de Melouza (il y en eut beaucoup d'autres : Wagram, Relizane, vallée du Scammam, Lafayette).

Dans les villes, les méthodes de lutte du F.L.N. sont également empreintes de son mépris du peuple et de sa mystique totalitaire :

— les mots d'ordre aventuristes, exposant la population à de graves dangers sans bénéfice sensible pour la cause nationaliste. Ainsi la fameuse grève de huit jours, qui permit aux parachutistes de commencer la destruction de l'organisation du F.L.N. à Alger ; ainsi la grève des écoles et la grève des universités ;

— la croyance qu'une politique de terreur indiscriminée peut être payante ; les bombes dans les dancings, bars, autobus, etc. ; l'attaque contre l'asile de vieillards, etc.

Le contraste est frappant avec le M.N.A. qui a toujours pris position contre la terreur aveugle.

C'est précisément cette politique du F.L.N. (qui est en fait un renoncement à toute « politique ») qui lui permet l'utilisation des services de la pègre, tant en Algérie qu'en France. Le chef de l'organisation F.L.N. à Alger, Yacef Saadi, récemment arrêté avec son amie, qui s'est laissé prendre sans combattre en échange d'une promesse qu'on lui laisserait la vie sauve, et qui a ensuite « donné » tout le réseau F.L.N. sous la torture, était un des principaux souteneurs d'Alaï avant d'avoir fait carrière dans le F.L.N. Son adjoint, « Ali la Pointe », était également un condamné de droit commun. En France, les attentats du F.L.N. contre l'U.S.T.A. et le M.N.A., en particulier les attentats contre les syndicalistes, sont également effectués par le « milieu » (le prix d'un assassinat paraît être de 80.000 francs français). Ici aussi la fin détermine les moyens.

Le nationalisme étroit et fanatique qui tient lieu de programme et d'idéologie au F.L.N. détermine enfin l'attitude de cette organisation envers les minorités. Dans un tract diffusé à Alger au début de 1957, le F.L.N. affirmait que « tous les Français, à de rares exceptions près, sont... colonialistes ». La politique de terrorisme aveugle contribue également à placer la guerre sur le plan ethnique.

Le M.N.A., au contraire, a tout fait pour placer la guerre sur le plan de la lutte des classes. Que ce soit dans les résolutions de l'U.S.T.A., dans les déclarations de Messali Hadj ou dans ses organes de presse, c'est toujours le même thème qui revient :

« Nous pensons que si vous réfléchissez sans passion à ces problèmes, vous admettez avec nous que notre Algérie ne pourra retrouver la paix, ne pourra avancer dans la voie du bonheur pour tous (et pas seulement pour quelques-uns de ces gros possédants, qu'ils soient européens ou musulmans, qui font tout pour nous opposer les uns aux autres) que si la liberté et la justice sont garanties à tous.

« Une propagande forcénée vous a fait croire que la libération de l'Algérie amènerait votre éviction. Les travaux de notre congrès sont là pour vous démontrer que l'U.S.T.A. connaît toute l'importance et la valeur de ce que vous représentez pour l'Algérie nouvelle. Les circonstances vous ont permis d'acquiescer les trésors de culture, d'accéder aux disciplines de la technique moderne, croyez-le bien, les perspectives de l'Algérie libérée du colonialisme vous sont entièrement ouvertes.

« L'U.S.T.A. sait qu'ensemble, nous pourrions construire une Algérie heureuse.

« Seul, le colonialisme, qui sert les intérêts d'une infime minorité de gros colons et de gros féodaux musulmans, est responsable de la prolongation de la guerre.

« Le petit fermier européen, l'ouvrier, le technicien, l'ingénieur, l'instituteur européen, nous ne les confondons pas avec ce colonialisme rétrograde et inhumain. Ensemble, nous forgerons tous notre patrie,

libérée de toutes les servitudes, un grand pays libre. L'U.S.T.A. vous ouvre toutes grandes ses portes.

« Ses statuts lui font une loi de rassembler les salariés, quelles que soient leur religion, leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses. Luttons tous ensemble pour le bien-être et la liberté. » (Résolution adoptée au premier congrès de la Fédération de France de l'U.S.T.A. sous le titre « Adresse à non compatriotes non musulmans ».)

Tel est le langage de l'U.S.T.A. Nous savons, d'autre part, que le M.N.A. a été capable de mettre sur pied, dans une ville d'Algérie, une organisation qui est composée non pas de Musulmans mais de Juifs, et que des responsables juifs militent également à l'U.S.T.A. C'est peut-être cette absence de racisme qui fait apparaître le M.N.A. comme « modéré » aux yeux de certains politiciens qui ne savent pas distinguer le chauvinisme forcené de la fermeté révolutionnaire.

Le contraste fondamental entre l'attitude démocratique et l'attitude totalitaire se retrouve également dans les solutions générales proposées par les deux partis :

F.L.N. : négociations du gouvernement français avec le seul F.L.N., installation d'un gouvernement F.L.N. en Algérie, élections organisées par ce gouvernement.

M.N.A. : négociations autour d'une table ronde de toutes les tendances algériennes avec les représentants du gouvernement français en vue d'un cessez-le-feu ; élections libres internationalement contrôlées par une Constituante algérienne ; négociations pour un statut définitif de l'Algérie menées par les représentants élus du peuple algérien et ceux du gouvernement français.

Il faut bien noter ici que le refus des élections libres est probablement la seule question où la position du F.L.N. n'a jamais varié. D'autre part, les allégations du F.L.N. selon lesquelles une « table ronde » donnerait l'occasion au gouvernement français de « diviser et régner » ne reposent sur rien. C'était exactement la formule appliquée pour résoudre la question du Maroc, sans que cela ait nui à la cause nationaliste.

Nous croyons vous avoir apporté ici quelques éléments d'information qui vous permettront de voir plus clairement où sont les intérêts de la classe ouvrière

et du mouvement socialiste en Algérie. Nous sommes à votre disposition pour tout complément d'information que vous jugerez utile. Ce n'est que le manque de temps et le manque de place qui nous a empêchés de soulever d'autres points de détail, également importants.

En conclusion, camarades, nous vous demandons ceci :

— de prendre contact, au plus vite, avec des représentants de l'U.S.T.A. et de faire une enquête directe et approfondie sur cette organisation ;

— de faire tout ce que vous pouvez pour soutenir la cause du M.N.A., et surtout de l'U.S.T.A., dans le parti socialiste et dans le mouvement ouvrier en Belgique.

Elizabeth VOGT, Daniel FABER.

## LA REPRESSION CONTRE L'U.S.T.A.

Le camarade Brahim, du bureau parisien de l'U.S.T.A., nous signale que la répression n'a pas cassé de s'abattre sur les militants et les cadres de cette organisation. Il vient d'apprendre l'arrestation du camarade Allaoua Aïssa, secrétaire de l'Union locale de Bondy, et proteste contre cette arrestation arbitraire frappant un camarade qui n'a jamais cessé de défendre les intérêts des travailleurs.

## LES SYNDICATS ALGERIENS DES TRAVAUX PUBLICS FIDELLES A FORCE OUVRIERE

Des informations faisant état de départs de la Confédération de certains Syndicats F.O. d'Algérie, la Fédération des Travaux publics et des Transports, dont le secrétaire était présent au Congrès de l'Union Départementale d'Alger, précise que la totalité de ses Syndicats d'Algérie (fonctionnaires, ouvriers, Aéronautique civile) sont restés et resteront fidèles à leurs Syndicats nationaux, à leur Fédération et à leur Confédération.

# Georges DUVEAU

Quelques lignes dans un journal m'apprennent la mort à 55 ans de Georges Duveau. Rien de plus. Je ne sais ni la date, ni la cause de sa mort. Ce professeur de Faculté lisait régulièrement la R.P. et la presse libertaire ; sans adhérer à toutes nos idées, il cherchait chez nous ces éléments « humains » que l'on ne trouve pas dans les documents historiques. Et c'est peut-être à cette tendance que l'on doit l'originalité de sa monographie sur l'Instituteur dont Guilleré a rendu compte dans nos colonnes.

Duveau — outre une œuvre littéraire qui n'est pas négligeable — a étudié particulièrement l'évolution de la classe ouvrière pendant la II<sup>e</sup> République et le Second Empire. Il fut à la collection d'Histoire Sociale le collaborateur d'Ernest Labrousse, Georges Bourgin et Edouard Dolléans.

Cependant, comme ce dernier, il n'occupait pas de chaire d'Histoire. Dolléans enseignait à la Faculté de Droit, Duveau enseignait la philosophie. Il n'est pas sans intérêt de noter que deux des meilleurs historiens du mouvement ouvrier furent d'abord un sociologue et un moraliste. Peut-être ont-ils ainsi décelé plus facilement l'originalité des institutions et de l'humanisme ouvriers ?

A ce point de vue, les deux œuvres capitales de Duveau restent : la Vie ouvrière sous le Second Empire — et surtout la Pensée ouvrière sur l'éducation pendant la Seconde République et le Second Empire.

Nous recommandons vivement aux militants et aux enseignants syndicalistes la lecture de cet ouvrage, riche de documents et de commentaires honnêtes — qui ranimeront chez beaucoup d'entre nous la confiance en la classe ouvrière.

Ce qu'il a retrouvé dans la pensée ouvrière, « c'est la notion du coup de force, de la raison dynamique, du « savoir volé » beaucoup plus solide que « la science assimilée passivement ». Mais « cette philosophie qui a pour base le travail s'intègre à une conception de l'homme qui dépasse largement le cadre de la condition ouvrière, qui n'est ni utilitaire, ni pragmatiste, qui est plutôt une morale. Même ceux qui se font les champions d'un enseignement pratique souhaitent plutôt aux travailleurs une existence digne, qu'une existence opulente.

A la veille de la guerre de 1870 et de la Commune de 1871, l'ouvrier qui écoute les internationalistes « demande surtout que son garçon soit assez instruit pour traiter d'égal à égal avec le bourgeois et pouvoir, par là même, prendre les leviers de commande de la société nouvelle ».

Cette conclusion de Duveau n'était pas simple déduction intellectuelle. Je sais que cette confiance en la classe ouvrière exprimait l'essentiel de son socialisme. C'est pourquoi nous pouvons saluer ici avec émotion un homme qui a compris notre effort, une œuvre si riche par ce qu'elle apporte, si noble par ce qu'elle promettait. — R. H.

# Chronique de l'Union des Syndicalistes

La période des vacances, si elle marque un temps d'arrêt dans le rythme économique, n'a jamais suspendu le cours des événements politiques et sociaux. Si l'on interroge l'histoire récente, il semble même que l'été soit propice aux grands mouvements et aux dates historiques.

Quelle conquête, quand même, que ces vacances payées pour l'ensemble des travailleurs ! Il y a seulement un quart de siècle, personne n'en parlait, ou à peu près personne. Et, en 1936, une immense levée ouvrière imposait cette revendication qui, on ne le dira jamais assez, n'avait jamais figuré dans le programme du front populaire, non plus dans celui de la C.G.T. de l'époque. Une étude minutieuse et scrupuleuse de l'histoire de cette victoire ouvrière ne manquerait ni d'intérêt ni d'enseignement. Avis aux amateurs !

Je fais partie d'une corporation dont les vacances sont le plus bel apanage. A ce point que l'ironie y trouve matière à se répandre. Il paraît qu'il y a trop de vacances. Cette opinion existe, soulignons-le, dans la corporation elle-même. Elle a même fait son entrée dans les syndicats et les représentants de l'autoritarisme d'Etat y prennent, sur cette question, des airs scandalisés. Le congrès du Syndicat national des instituteurs qui va se tenir à Brest (et dont on aura le compte rendu dans ces colonnes) a mis à son ordre du jour la réorganisation de l'année scolaire. Il a bien fait. Mais si l'on veut bien s'en tenir au point de vue « pratique » de celui qui met la main à la pâte, on verra rapidement qu'il n'y a aucun scandale. Je ne demande pas mieux que les camarades ouvriers donnent leur avis direct sur cette question. Toutes les questions relatives à l'enseignement intéressent l'ensemble de la classe ouvrière. Les résultats de cette consultation surprendront sans doute les invraisemblables « syndicalistes » que l'on rencontre aujourd'hui, dans tous les coins.

Mais voilà que je me suis laissé entraîner tout naturellement à l'encontre de ce que je voulais dire : à savoir qu'il n'y a pas de vacances pour un syndicaliste, et cette année moins que jamais ! Que les camarades m'excusent !

Nous allons avoir à nous pencher très attentivement sur les problèmes de la Constitution et du referendum. Nous voilà donc en pleine politique ! Qu'on relise la Charte d'Amiens. On y verra « les deux côtés de l'œuvre du syndicalisme » : « l'œuvre revendicative quotidienne » et « la besogne d'émancipation » du syndicat « groupement de résistance ». Les syndicalistes ne peuvent se désintéresser de la forme de l'Etat. Ils sont, bien entendu, pour que cet Etat dépérisse et disparaisse. Ils dressent donc l'oreille quand on leur parle de « renforcement de l'Etat ». Que ce soit un général qui le leur suggère, avec toute une cour de colonels — la république des colonels ! — qui refont leurs classes dans Mao Tsé-toung ! ce ne sont pas là des circonstances de nature à les rassurer. D'ores et déjà, ils doivent protester contre le mystère qui entoure l'élaboration de cette Constitution mirifique. Ils entendent discuter point par point, vous entendez !

Sont-ils devenus pour autant les défenseurs du « système » ? Halte-là ! Ils savent qu'il y a toujours un « système ». Ce qui est en préparation, c'est aussi un système. Ils veulent le système le moins mauvais. Un système qui leur laisse leur aises de syndicalistes. Ils ne se laisseront pas met-

tre le carcan. Et aussi ils ne se laisseront pas introduire la canule du « syndicalisme » intégré dans l'Etat. Même et surtout si ça y est aussi, dans Mao Tsé-toung !

J'ai bien peur quand même d'avoir sérieusement outrepassé mes droits. Il se pourrait bien que j'aie pris mes propres opinions pour celles de l'Union des syndicalistes ! Je fais confiance aux copains : ils ont de la défense ! On sait, ici, s'engueuler de façon constructive. Pas toujours peut-être. Mais enfin, il n'y a pas de colonels chez nous. Une oasis, en somme. Profitons-en pour dire librement ce qu'on pense. C'est seulement ce que j'ai voulu faire aujourd'hui.

## Développement du Mouvement « pour un syndicalisme uni et démocratique »

Le « Mouvement pour un syndicalisme uni et démocratique » n'a peut-être pas, à notre gré, fait suffisamment parler de lui dans les événements récents. Je veux dire que sa voix nous a manqué. Mais il a tenu à se rattraper depuis : le 10 juin, il a fait une conférence de presse et, le 15 juin, il a rendu publiques les conclusions de son colloque du 1<sup>er</sup> mai.

A cette conférence de presse, on nous a fait savoir que le Mouvement réunissait maintenant 19 organisations syndicales nationales groupant plus de 360.000 syndiqués.

Il m'est apparu qu'il s'était étendu sur les deux ailes, sur sa droite et sur sa gauche, bien que cette topographie soit très risquée. J'y ai entendu un délégué du syndicat autonome de la Banque de France déclarer que, dans son organisation, on ne verrait pas forcément d'un mauvais œil la représentation législative directe des syndicats. J'y ai entendu aussi un camarade des Postiers autonomes dénoncer « l'amicalisme », le corporatisme, la lutte pour « l'indice » comme autant de causes d'affaiblissement et de défaite. Ce que Lapeyre devait confirmer d'une autre façon : nous sommes trop devenus des « marchands d'assurances ». Il soufflait un vent d'autocritique.

Nous devons regretter que les corporations ouvrières de l'industrie privée soient trop peu représentées dans le Mouvement. Mais, de ce point de vue, nous devons saluer l'adhésion du Syndicat parisien des charpentiers en fer, monteurs-levageurs (C.G.T.) qui est une manière de franc-tireur.

L'opposition dans la C.G.T. intéresse toujours les journalistes spécialistes des questions sociales. Ils ne manquèrent pas d'interroger là-dessus le camarade Pastre. (Nous ne voulons pas la mort de cet homme, non plus celle du militant qui paraît ne manquer ni de courage ni de finesse, mais en tant que gardien de prison... c'est quand même un signe des temps !) Pastre déclara donc que la réponse négative du bureau confédéral à l'invitation de de Gaulle ne correspondait pas à l'opinion de la majorité des adhérents de la C.G.T. « Les syndicats, ajouta-t-il, sont en liberté provisoire ». (« Bon Dieu — dit-il aussitôt — on va encore m'accuser de déformation professionnelle ! »)

Le camarade Maugars représentait la Chambre typographique parisienne ; il fit plusieurs déclarations non dénuées d'intérêt ; j'ai surtout retenu celle-ci : le M.S.U.D. ne doit pas être une réunion de « grosses têtes » ; il doit être l'expression réelle des travailleurs. Tout ne fut pas aussi bon, bien sûr.

Le 15 juin, les promoteurs du Mouvement avaient donné rendez-vous aux militants sur la tombe de Victor Griffuelhes, rédacteur de la Charte d'Amiens. (A la vérité, Griffuelhes ne fut qu'un des rédacteurs ; on dit même que ce fut Emile Pouget qui tint la plume.) Une déclaration fut faite et communiquée sur « les causes de la crise actuelle du mouvement syndical ». Nous y trouvons, en premier point, le pluralisme syndical. Mais celui-ci ne serait-il pas lui-même conséquence de causes plus profondes ? Sans cela, comment expliquer que le syndicat national des instituteurs ait, lui aussi, fait la scission ? La seconde cause est la « transformation de la nature même de la classe ouvrière ». Evidemment ; donc de la composition sociale des syndicats. Le document indique en troisième lieu « la transformation générale du contexte économique ». Je crois que les camarades comprendront ce que cela veut dire, mais ce mot de « contexte », employé généralement par les rédacteurs absolument hors de son sens commun et de tout sens, n'a pas fini de me taper sur les nerfs ! La quatrième cause est « l'insuffisance de l'éducation ouvrière » et nous en sommes bien d'accord. Enfin, la dernière cause reconnue est le « refus d'un syndicalisme d'anticipation » ; on croit aussi comprendre ce que cela veut dire.

Dans une dernière partie, le document examine les voies et moyens d'un « renouveau syndical ». Nous y retrouvons certains des moyens que nous préconisons ici même. Sur la tâche d'éducation ouvrière, la déclaration s'exprime ainsi : « ...il (le syndicalisme) doit multiplier à tous les stades, les cercles d'études, les rencontres de confrontation ; il doit s'attacher à la formation des militants de base de telle façon qu'au lieu de craindre leur dynamisme, il le sollicite sans cesse, non seulement pour une saine connaissance et application des législations déjà acquises mais aussi pour promouvoir dans la masse ouvrière, par le contrôle et la pression qu'elle doit exercer jusques et y compris l'action directe, la volonté de plus d'émancipation, pour inscrire dans les faits une évolution constante de progrès, marque essentielle de la transformation de la société capitaliste en véritable société socialiste au sens large du terme. »

Naturellement, je ne prends pas la responsabilité du style dans lequel ces choses-là sont dites. Je ne me permettrai pas de dire que ce style est mauvais. Je dirai seulement qu'ils me dépasse. Camarades, ne croyez-vous pas qu'il y aurait aussi grand besoin de « renouveau » dans le langage soi-disant « syndicaliste » ? On parle de la Charte d'Amiens ; relisons-la, et prenons-en de la graine, non seulement pour le fond, mais pour la forme. Et elle ne fut pas rédigé par des intellectuels !

Cela dit, il reste que nous trouvons bien des encouragements dans ce travail du Mouvement pour un syndicalisme uni et démocratique.

## Une journée de perdue ?

Nous n'étions pas loin d'une centaine, ce dimanche 22 juin à la Bourse du Travail, dans cette réunion convoquée par le Comité des métallos et le Comité interprofessionnel de la région parisienne.

Dans cette assemblée d'hérétiques de tous modèles, il est possible de distinguer trois groupes principaux (en négligeant les sous-groupes) : un premier groupe que j'appellerai le groupe syndicaliste. Il s'exprima avec Ruff et Jeanne Harding, dirigeants du syndicat de l'enseignement de la région parisienne ; avec Hoyez, secrétaire du syndicat des charpentiers en fer ; avec l'Union des syndicalistes, représentée par Dichamps et par moi-même. Je me permets de compter dans ce

groupe de nombreux camarades libertaires qui appuyèrent notre action.

Dans le second groupe, je classerai les trotskystes qui me paraissent, en ce moment, dans une phase syndicale supportable. Ils auraient probablement, avec quelques nuances, voté la motion que l'Union des syndicalistes avait préparée et dont on lira plus loin le texte.

Le troisième groupe présentait un front d'airain : c'était celui des camarades influencés par « Socialisme ou Barbarie ». Ce sont des camarades terriblement sérieux qui tiennent dur comme fer au système qu'ils viennent de construire. Ils formaient le groupe anti-syndical (je ne dis pas anti-syndicaliste, malgré l'envie que j'en ai, parce que, dans leurs discours, il est quand même question quelquefois de syndicalisme révolutionnaire).

Ce n'est pas moi qui ironiserai jamais sur la multiplicité de ces groupes, groupuscules et diverticules. Je laisse cela aux bureaucrates des grands appareils qui s'illusionnent sur leur valeur et sur leur force. Les ricanements de ceux-là sonnent faux. Il y a au contraire quelque chose d'émouvant dans cette persistance des idéologies, dans cette constance des groupes d'affinité. Ceux-ci entretiennent la ferveur. Malheureusement, ce sont des « conservatoires ». Plus clairement : ils sont plus conservateurs qu'ils ne l'imaginent. Je le dis nettement : ces marxistes sont de mauvais dialecticiens. Ce sont des ajusteurs qui, souvent, liment le calibre au lieu de limer la pièce (il y a, parmi eux, d'excellents ajusteurs, dans la pratique industrielle comme dans la théorie politique).

Nous avons même rencontré, dans cette réunion, un jeune camarade très sympathique, resté fidèle au « bordighisme » (c'est une forme farouche d'orthodoxie). Mais assez discuté pour aujourd'hui ! Nous aurons l'occasion de nous revoir.

Donc, ce dernier groupe refusa mordicus de voter la motion qui résumait la position défendue, dans la conférence, par Dichamps et par moi-même. Elle fut plus ou moins qualifiée de motion « nègre blanc ». Il faut apprendre à ces dialecticiens la différence entre une motion nègre blanc et une motion de synthèse. Au surplus, on la lira ci-dessous et l'on verra qu'elle peut constituer, pour tout militant, une base de travail acceptable.

Après tout, ai-je raison d'avoir intitulé ce paragraphe : une journée de perdue (même en y ajoutant un point d'interrogation) ?

Non ! Il y a eu des confrontations intéressantes. Nous y avons noué des liens fort utiles. Le matériel que nous y avons apporté : « R.P. », brochures, tracts, s'y est rapidement dispersé. Nous y avons entendu trois jeunes camarades de province : l'un de Clermont-Ferrand, l'autre de Bordeaux, le troisième de Grenoble qui nous donnèrent des rapports intéressants. Je crois que nos idées y ont trouvé des échos. Non ! ce n'est pas un dimanche de perdu.

## Syndicalisme de masse et syndicalisme d'affinité

Ruff et Jeanne Harding ont présenté une éloquente défense de l'orientation et de l'action du syndicat de l'enseignement qu'ils dirigent. Leur honnêteté et leur dévouement ne sont discutés par personne. Ruff a tenu à se qualifier lui-même de « bonze ». Nous ne le prenons pas pour tel. Pour plusieurs raisons : d'abord parce qu'il n'a jamais quitté sa rude tâche professionnelle tout en accomplissant un travail syndical considérable. Ensuite parce que sa réunion et celle de Jeanne Harding dans cette réunion de minoritaires attestent que ni l'un ni l'autre ne font partie du monde étroit des bureaucrates. Leur cœur ne peut aban-

donner les lieux où souffle encore l'esprit de la révolution sociale.

Ils firent une fois de plus la différence entre syndicalisme de masse et syndicalisme « de militants ». Opposition qui n'est pas nouvelle et dont on n'a pas encore fini de discuter. Là encore, c'est une question de synthèse. Il faut le syndicalisme de masse et le syndicalisme d'affinité. N'est-ce pas quelque chose comme cela que comprennent les animateurs du Mouvement pour un syndicalisme uni et démocratique, quand ils parlent de liberté des tendances ?

### Une condamnation pour entraves à la liberté du travail

C'est là une aventure qui est devenue beaucoup moins courante qu'elle l'était pour les militants syndicaux il y a seulement vingt ans. Elle vient pourtant de tomber sur le dos de notre camarade Hoyez, secrétaire du Syndicat de la région parisienne des charpentiers en fer, monteurs-levageurs. Elle risque même d'être salée, le procureur ayant fait appel à minima de la condamnation à huit jours de prison qui l'avait frappé déjà. On ne fait pas autour de cela tout le bruit qu'il faudrait. L'action de solidarité ne se développe pas suffisamment. C'est souvent par ignorance du fait lui-même.

Beaucoup des assistants à la conférence du 22 juin ont été surpris d'apprendre, de la bouche du camarade Hoyez lui-même, qu'il existait encore dans la C.G.T. un syndicat comme le sien. Un syndicat qui maintient les traditions de liberté et d'action directe et qui a obtenu pour ses corporants, par les méthodes éprouvées du syndicalisme révolutionnaire, des résultats très tangibles. N'est-ce pas le rôle principal de l'Union des syndicalistes (ou de réunions comme celle du 22 juin) de faire mieux connaître de telles expériences et de tels résultats ? N'est-ce pas un devoir, pour des militants de cette trempe, de se rassembler et de travailler en commun ?

Mais d'abord il faut que la protestation s'élève dans le mouvement syndical contre les poursuites dont est victime le camarade Hoyez.

### Chez Michelin, un tract remarquable...

Le camarade de Clermont-Ferrand dont j'ai déjà parlé nous communiqua le texte d'un tract distribué chez Michelin. Je ne résiste pas au plaisir de vous en soumettre quelques extraits :

L'Action, bulletin intérieur de la section syndicale ouvrière Michelin - Syndicat des produits chimiques (C.G.T.).

L'appel du président du Conseil du 26 mai était très net :

« La nation doit aider les forces de l'ordre. » Nous avons l'accord des pouvoirs publics, de M. le Préfet du Puy-de-Dôme qui a reçu avec bienveillance la délégation de l'U.D.

Pourquoi l'arrêt à 5 heures alors que notre centrale syndicale avait préconisé 14 heures ?

Les responsables syndicaux sont des camarades conscients de leurs devoirs et de leurs responsabilités. L'usine chômant depuis deux jours, en arrêtant à 5 heures, beaucoup de complications étaient évitées et, d'autre part, aucun déchet ou perte de matière première à regretter.

Pourquoi la fermeture des portes ?

Les grévistes, jugeant, comme le président du Conseil et les pouvoirs publics, la situation particulièrement grave, ont décidé que, dans une situation exceptionnelle, il fallait prendre des mesures exceptionnelles. D'autre part, ils avaient le souci constant d'éviter des incidents avec des élé-

ments étrangers à l'usine ou trompés par la presse et la radio.

Ils avaient pensé que leur patron, en tant que bon républicain, s'associerait à cette mesure, ou au moins resterait neutre.

Nous rappelons que le jour de la libération de Clermont, les 21 et 22 août 1944, il a fermé les portes de l'usine pour deux jours, et que ces deux jours ont été payés...

Pourquoi commenter ? On « affaiblirait » de tels propos...

### Une motion de l'Union des syndicalistes

Voici le texte que nous avons défendu le 22 juin. Il ne fut pas, en fin de compte, soumis au vote de l'assemblée. J'acceptai cette solution puisqu'une partie de l'assemblée — une partie seulement — n'en voulait pas. Dichamps penchait plutôt pour que l'assemblée se prononce. Il avait probablement raison. Mais, tout compte fait, cela est de peu d'importance. Nous publions le texte parce qu'il précise bien, croyons-nous, la position de l'Union des syndicalistes, et aussi parce qu'il peut être utilisé, en tout ou en partie, par nos camarades :

Les militants ouvriers réunis le 22 juin 1958 représentent les organisations, groupements et corporations suivants :

La discussion qu'ils ont menée fraternellement n'a pas fait disparaître des différences de pensée et de méthode qu'ils ne cherchent d'ailleurs pas à estomper ; mais elle leur a néanmoins permis de se mettre d'accord sur les points suivants :

— La lutte autonome pour le bien-être et la liberté des travailleurs doit se poursuivre dans le mouvement syndical. Cette affirmation ne néglige pas le fait que, dans la situation actuelle, de nombreux ouvriers, et non les moins conscients, se trouvent assez souvent hors des syndicats ; elle tient compte également du fait que, dans diverses entreprises, des groupements d'ouvriers militants ont pu se former et se maintenir en dehors des organisations officielles. Les uns et les autres peuvent et doivent se réunir pour travailler à la renaissance du syndicalisme, ce but étant compris dans son sens le plus large : faire revivre un mouvement ouvrier indépendant, déterminé dans sa pensée et dans son action par les travailleurs eux-mêmes.

— Dans la situation actuelle en France, caractérisée par le renforcement de l'oppression étatique et marquée par des tendances pré-fascistes, l'union des ouvriers révolutionnaires est indispensable pour défendre pied à pied les libertés ouvrières, pour renforcer le mouvement revendicatif, s'opposer au pouvoir militaire et personnel et donner, à chaque problème réellement posé, une réponse ouvrière autonome.

— Cette union ne signifie pas la fusion dans une cohue sans principes, rassemblée sur des slogans inconsistants et prête aux manœuvres de ces autres adversaires des libertés ouvrières que sont les prétendus communistes ; elle suppose au contraire la précision dans les buts et les moyens qui ne laisse aucune place à ceux qui se servent des ouvriers pour établir, sur eux, le pouvoir absolu d'une nouvelle classe.

— Le mouvement pour l'unité syndicale ne laisse pas indifférents les militants réunis ici. Au contraire, ils veulent y prendre une part à la fois active et critique. Ils y voient le moyen de rappeler les conditions indispensables d'une vie syndicale commune sans lesquelles l'unité n'est qu'un mensonge et un piège de plus. Ils y trouvent l'occasion de dénoncer plus que jamais la tare fondamentale du mouvement syndical d'aujourd'hui :

le bureaucratisme. Ils ne se dissimulent pas le danger que représenterait, à la faveur d'une unité purement formelle, une bureaucratie syndicale unique ne laissant aucun moyen d'expression aux courants non-conformistes et aucune ouverture à la spontanéité ouvrière. C'est pour l'unité des travailleurs qu'ils luttent et non pour la conjonction des appareils bureaucratiques.

— Les multiples batailles dispersées doivent trouver un programme commun par la définition, dans chaque branche d'industrie, de quelques revendications fondamentales.

Il serait construit sur deux principes directeurs : la réduction du temps de travail est un des éléments, malheureusement oublié, du relèvement du niveau de vie des travailleurs ;

la hiérarchisation à outrance est un vice honneur du mouvement syndical en France depuis la dernière guerre ; il n'est que la traduction, dans le mouvement ouvrier, de l'influence et de la montée de la classe nouvelle des technocrates.

— Les militants réunis ce jour veulent tout mettre en œuvre pour ne pas laisser isolées les luttes ouvrières qui se déclenchent localement et parfois spontanément. Ils veulent faire le maximum pour les faire connaître et organiser la solidarité active sous la forme financière et sous d'autres formes. Ils ne poussent pas systématiquement et dans toutes les conditions à la généralisation de la grève. Mais ils considèrent que toute lutte partielle intéresse l'ensemble de la corporation et de la classe ouvrière. Elle ouvre la voie à des batailles plus générales.

— Cette solidarité ne s'arrête évidemment pas aux frontières nationales. Les militants réunis ici ne peuvent que constater l'inexistence d'une véritable internationale ouvrière. Ils entendent travailler, avec leurs moyens, pour faire revivre des unions internationales par industrie d'abord.

— Pour atteindre les objectifs ainsi fixés, les camarades décident de renforcer leur liaison par la création d'un comité de liaison des syndicalistes et travailleurs libres, de s'informer mutuellement de leurs actions et publications, de diffuser, dans toute la mesure du possible, un matériel commun au moment des événements importants, de collaborer aux organes déjà existants, de préparer les conditions idéologiques et pratiques d'un journal ouvrier qui exprimerait la pensée de l'avant-garde ouvrière liée aux préoccupations quotidiennes et aux espérances des travailleurs.

UNE REMARQUE DE DERNIERE HEURE. — Après avoir écrit cette chronique, j'apprends qu'une commission issue de l'assemblée du 22 juin a finalement retenu la motion ci-dessus. Elle y a cependant apporté quelques modifications dont certaines sont très acceptables, mais dont d'autres sont à tout le moins étonnantes... et inquiétantes. C'est ainsi que le quatrième paragraphe a complètement disparu ; c'est celui qui dénonce les prétendus communistes comme des adversaires des libertés ouvrières. Avouez, camarades, qu'il y a de quoi s'interroger sur les raisons (?) qui ont fait écarter ce paragraphe, pour nous très important.

R. GUILLORE.

## Le XX<sup>e</sup> Congrès de la Fédération du Livre

La fédération du Livre a plus de trois quarts de siècle, elle en est seulement à son XX<sup>e</sup> congrès ! Pendant longtemps elle se contenta d'un congrès tous les cinq ans, avant d'en venir à la formule actuelle de trois ans.

Des assises aussi espacées sont donc assez attendues et cette année le congrès de Lille suscitait certains espoirs.

Il paraissait possible d'obtenir du congrès l'approbation du manifeste pour l'unité syndicale dans un mouvement uni et démocratique.

Les débats pouvaient aussi permettre de régler un problème irritant, escamoté depuis des années : l'ambiguïté de la situation du secrétaire fédéral, Edouard Ehni.

On sait que ce curieux syndicaliste est simultanément permanent de la fédération (à mi-temps) et directeur de l'imprimerie de la C.G.T.

Au comité fédéral des discussions fort intéressantes avaient précédé le congrès, on notait une évolution sensible. Les positions étaient fermement défendues jusqu'à des votes qui partageaient le comité en deux, si les membres du bureau fédéral n'avaient pas voté en corps à la façon d'un gouvernement. Ehni se serait trouvé parfois en minorité.

Si le congrès avait apporté un appui très net aux éléments actifs du comité fédéral, c'était un tournant sensible dans l'orientation de ces dernières années.

En réalité il n'en fut rien. Nous avons eu un congrès assez terne, marqué uniquement par l'effort de la Chambre syndicale typo et celui des correcteurs pour Paris cependant que la province était atone, exception faite de la section de Saint-Etienne.

Déception l'attitude de la section de Clermont-Ferrand dont les interventions furent excellentes dans les congrès précédents.

Position en retrait des camarades d'Alsace-Lorraine et le vétéran Halgrain, de Chartres, est resté muet.

Absorbés par l'énorme travail du congrès les militants de Lille ne sont pas intervenus au bon moment. Une excellente intervention du responsable régional du Nord, Dumortier, s'est placée après le vote du rapport moral, en réponse à une utilisation par Ehni de propos prêtés à Bernard.

La discussion sur le rapport moral est un aimable fourre-tout, l'exutoire démocratique fonctionne. Chaque orateur passe d'un sujet à l'autre, aussi cette journée capitale est assez fatigante, difficile à suivre.

C'est le moment qui donne le ton du congrès et il suffit de quelques interventions nettes et bien amenées pour que penche la balance. Ehni a senti que les interventions des sections de province n'apportaient pas un courant massif d'adhésion au manifeste pour l'unité. Certain d'avoir une fois de plus le congrès dans sa poche, il répondit à tous avec une brutalité inouïe.

Brutalité à l'égard de tous, sans distinction. Le nouveau secrétaire de Marseille s'efforçant de faire vivre sa section, fort éprouvée par une grève malheureuse, voit étaler toutes les faiblesses syndicales locales.

Contre Bernard, le secrétaire fédéral utilise une lourde ironie... et des lettres personnelles à lui transmises par des secrétaires de section un peu serviles.

A l'égard du comité pour l'unité, ce sont des pointes venimeuses sur un organisme qui n'a ni bureau ni trésorier mais qui édite un matériel important ; allusions aussi à l'influence des loges (?).

Au cours de la discussion des rapports des commissions le délégué régional de Dijon, le camarade Bruneau, était rapporteur au nom de la commission de la presse. Ni la personne du rapporteur ni le sujet n'évoquait les questions de tendance. Bruneau et son rapport sont balayés en quelques phrases par Ehni qui ne fait aucun effort pour expliquer en quoi et pourquoi il n'accepte pas le rapport.

En vérité, à ces moments on n'a guère l'impression d'être dans un congrès syndical. Il semble qu'un « caïd » terrorise tout le monde et le délégué d'une petite section de province se dit certainement qu'il vaut mieux se taire que de risquer d'être étrillé de si belle façon.

Les anciens, habitués à faire largement confiance au secrétaire fédéral actuel, comme ils ont fait confiance à ceux qui l'ont précédé, ne ressentent pas ce que ce comportement a d'anormal. Quelques jeunes, de diverses tendances, venant pour la première fois à un congrès m'ont paru plus sensibles.

A ceux qui pouvaient en douter, il est clair que le redressement de la fédération du livre dans un sens syndicaliste ne sera pas possible tant qu'Ehni restera à sa tête.

Curieuse fédération du Livre ! Son secrétaire est directeur de l'imprimerie de la C.G.T. et les représentants confédéraux osent à peine se montrer au congrès.

Les invités internationaux sont ou communistes ou pour le moins neutralistes, à l'exception des camarades belges. Cependant les patrons de la presse du Nord offrent un cocktail et paient une addition, où figurent, entre autres, 300 bouteilles de champagne, pour entendre, eux aussi ! les insolences d'Ehni.

Mieux, mais la même atmosphère de fraternisation des classes, le banquet final réunit les délégués au congrès de toutes les tendances, les représentants internationaux très rouges, le secrétaire de l'Union départementale C.G.T., les grands patrons de la presse du Nord et, bouquet, le président des maîtres-imprimeurs de France.

Bien sûr la docilité du congrès s'explique, il y a d'abord la tradition qui veut qu'on fasse largement confiance aux dirigeants, il faut noter aussi que les secrétaires des petites sections se sentent dans une étroite dépendance à l'égard du bureau fédéral, dans une industrie éparpillée comme le livre, des sections sont très faibles parce que la localité groupe fort peu de corporants. Il est difficile de trouver parmi deux douzaines de syndiqués à la fois un homme de bonne volonté et un caractère.

Pour beaucoup de ces délégués qui sont à la peine au long de l'année, qui souvent font appel à l'aide fédérale, le congrès triennal est une sorte de récompense.

De plus en plus un congrès du Livre comporte une partie attractive qui ne manque pas d'impressionner.

Cette année les responsables de la section de Lille avaient bien fait les choses. Soirée théâtrale, apéritif d'honneur, cocktail confortable, journée et banquet à l'exposition de Bruxelles, banquet final, parution quotidienne d'un journal du congrès, cadeaux offerts aux délégués. On a l'impression qu'il sera difficile de faire mieux à l'avenir.

Cette euphorie s'inscrit dans une situation corporative satisfaisante. Les résultats obtenus

depuis le congrès de Paris sont tels que le programme revendicatif a été à peu près réalisé.

Les retraites complémentaires ont été étendues, la convention a donné les augmentations prévues et surtout l'échelle mobile a préservé les salaires de la dégradation. Tant pour la presse que pour le labeur le jeu de l'échelle mobile s'opère suivant les fluctuations du nouvel indice des 250 articles. Cet indice s'est révélé plus sensible que l'ancien des 213 articles et bien meilleur que celui des 179 articles qui modifie le salaire interprofessionnel garanti.

Des esprits pointilleux pourraient s'alarmer de l'extension de la pratique des doublages dans la presse, de l'horaire très lourd dans nombre d'imprimeries.

Les mêmes esprits chagrins auraient motif d'inquiétude en relevant que trop souvent des aménagements locaux, voire par maison, comportent des normes de production dépassant les chiffres conventionnels.

Dans le domaine du nouveau matériel, spécialement pour les nouvelles machines à composer la fédération n'arrive pas à coordonner les productions, chaque centre se débrouille et cette absence de convention pourra réserver des mécomptes dans l'avenir.

La C.G.T. avait délégué Henri Raymond au congrès, son discours prononcé dès l'ouverture du congrès il reprit le train pour Paris.

Une prise de position de la C.G.T. tendant à étatiser les caisses de retraite complémentaire lui avait déjà valu quelques accrochages avant le congrès. Les ouvriers du Livre sont attachés aux caisses qui sont l'œuvre de la corporation, dans une gestion paritaire avec les patrons le contrôle ouvrier est autrement réel que par le canal d'un conseil d'administration élu dans un scrutin politisé, tel celui de la Sécurité sociale.

Au cours de mon intervention, je devais rappeler qu'au moment de la création des assurances sociales Henri Raynaud était chargé par la C.G.T.U. de mener la campagne *contre l'institution, nouvelle*. C'est sans doute d'avoir préconisé pendant des années le sabotage de la loi et le refus du paiement des cotisations qui le qualifiait pour devenir un dignitaire de la Sécurité sociale !

## La discussion du rapport moral

Dès le début se place une intervention attendue, celle de Bernard au nom des typos parisiens. Signataire du manifeste pour l'unité, ayant pris des contacts avec la province avec l'accord tacite du comité fédéral il appartenait à l'orateur d'expliquer au congrès pourquoi le Livre devait adhérer au mouvement. Certes le Livre ne souffre pas de la désunion, puisque la fédération est un morceau d'unité mais elle doit travailler à rétablir l'union de l'ensemble de la classe ouvrière. Bernard pense que les principes du manifeste sont pour une grande part dans nos pratiques corporatives, l'adhésion à ces principes ne peut donc provoquer de divergences sérieuses entre nous.

A propos des relations internationales dans le Livre, Bernard préconise une conférence des fédérations des pays du Marché commun. Même si nous ne pouvons éviter la présence de la fédération F.O., qui siège maintenant à la Fédération graphique internationale à la place que nous avons laissée tiède, nous devons participer à cette conférence.

Le syndicat des correcteurs m'avait délégué,

au titre de secrétaire sortant, et j'étais chargé de parler sur l'unité syndicale.

Tout en remplissant ce mandat, je me permis d'évoquer l'affaire hongroise et les positions respectives de notre syndicat et de la fédération à ce moment.

Rappelant que les correcteurs ont versé une somme de 643.000 francs au comité d'aide aux réfugiés animé par les instituteurs, j'ai opposé la souscription fédérale : 1.200.000 francs recueillis, qui sont toujours bloqués. On ne veut pas les donner pour les réfugiés et on n'ose pas offrir cet argent aux organismes officiels de la dictature en Hongrie !

On s'en souvient, au moment du soulèvement hongrois les correcteurs avaient préconisé un référendum dans la fédération pour savoir s'il ne convenait pas de quitter la C.G.T.

Normalement cette proposition aurait été soumise au congrès, si un fait nouveau n'était intervenu : le manifeste pour l'unité syndicale.

Tout naturellement le syndicat des correcteurs a été le premier syndicat cégétiste adoptant le manifeste.

Cette position impliquait de défendre ce texte là où les circonstances nous ont placés et avec la Chambre typographique nous demandons au congrès de prendre position sur le manifeste.

Ravachol, au nom de la section de Saint-Etienne, devait faire une excellente intervention dans le même sens. Pour la province, c'est la prise de position la plus nette, formulée d'une façon heureuse.

D'autres orateurs devaient apporter une adhésion plus nuancée, par exemple Fourès, délégué régional de Bordeaux, cependant que le délégué régional de Toulouse, Parédé, sans être hostile se montrait réticent.

Bien entendu les porte-parole habituels de la tendance communiste se prononçaient contre et l'intervention d'Edouard Ehni enlevait tout espoir d'une adhésion massive du congrès. Le rôle de la commission de l'unité syndicale n'était donc pas facile.

Se compter ? On n'y tenait pas ni d'un côté ni de l'autre, puisque le résultat paraissait incertain. Une résolution chèvre-chou salua le manifeste, sans cependant l'adopter, et laisse aux sections et aux fédérés liberté de participer au mouvement.

En voici l'essentiel :

« Le congrès...

« Estime qu'il est difficile actuellement de connaître l'audience rencontrée par l'appel lancé, en faveur du «Mouvement syndical uni et démocratique» qui peut contribuer à créer dans une certaine mesure, un climat favorable à l'unité syndicale, sur le plan confédéral, par la création d'une centrale unique.

« Déclare que les travailleurs du Livre ayant maintenu leur unité sont moins touchés par ce grave problème ;

« Que, en conséquence, il n'est pas possible que la fédération des travailleurs du Livre s'engage en bloc dans ce mouvement ;

« Mais, tenant compte de la situation créée par les événements récents en Algérie, le congrès laisse toute liberté d'action aux sections et aux fédérés pour collaborer à toutes initiatives en faveur de l'unité, en leur demandant fermement de ne jamais remettre en cause l'unité propre de la fédération. »

Sur ce texte l'unité du congrès devait se faire et nous pourrions en attendre des satisfactions si l'expérience ne prouvait pas qu'il est

très difficile d'obtenir des initiatives locales dans l'atmosphère de la fédération.

A moins que la situation politique actuelle ne révèle aux plus lucides les faiblesses d'ensemble du mouvement syndical et la nécessité de l'unité dans l'indépendance pour que le syndicalisme ait quelque autorité dans la défense des libertés.

Sur le plan des rapports internationaux. Louvet devait intervenir au nom du syndicat des correcteurs. Il rejoint Bernard pour préconiser des relations régulières au moins avec les syndicats des pays englobés dans le Marché commun. Les correcteurs avaient déposé un texte qui tendait à obliger le congrès à prendre position sur le cumul d'une fonction syndicale et d'une charge patronale par le secrétaire fédéral.

Le camarade Grèzes avait mission de défendre cette proposition. C'était là une tâche difficile.

Au cours d'une discussion assez confuse surgit une proposition de Paris-Livre, disant qu'un membre du bureau fédéral ne pouvait avoir d'autre fonction, sinon un mandat confédéral.

Proposition très équivoque. Au sein de la délégation de ce syndicat la majorité communiste comprenait le texte comme susceptible de permettre à Ehni de continuer à être directeur de l'imprimerie de la C.G.T. et la minorité syndicaliste pensait interdire un cumul de fonctions incompatibles.

Finalement un congrès syndical mal éclairé a voté pour le maintien de ce cumul scandaleux, Ehni continuera à être *patron* la moitié de la journée et secrétaire fédéral *ouvrier* pour l'autre moitié et ceci dans la même industrie.

Pas de doute, il s'agit bien d'une fonction patronale dans une imprimerie qui n'est exemplaire ni pour l'hygiène générale ni pour le respect de la législation sociale et où le travail noir...

Des conflits peuvent s'y produire et dernièrement une ouvrière a dû assigner aux prud'hommes son patron — secrétaire fédéral. Si un arrangement ultime n'était intervenu on risquait de voir dans la salle du tribunal trois fédérés du Livre dans les positions suivantes : un juge, la plaignante et le secrétaire-patron !

Georges MAUPIOUX.

## Après une soi-disant « Révolution »

*« L'intérêt de l'économie nationale ne permet pas de trouver actuellement une solution aux disproportions existantes et il est nécessaire de remédier aux conséquences d'une politique démagogique des salaires. L'accroissement de ceux-ci doit dépendre de l'augmentation du rendement du travail. »*

Qui parle ainsi ? M. Pinay ou M. Villiers ? Non pas, c'est M. Josef Gref, secrétaire de la Commission d'Etat pour les salaires en Tchécoslovaquie !

Le tout est de bien « expliquer » aux ouvriers. C'est ce dont se charge M. Jeromir Dolansky, premier vice-président du Conseil :

*« La solution recherchée depuis de longs mois ne consiste pas, ainsi que certains le croyaient, à établir un barème de salaires idéal, sans tenir compte des possibilités de l'Etat. C'est dans les réserves financières des entreprises qu'il faudra trouver les sommes nécessaires. Chaque travailleur doit comprendre que ses intérêts s'identifient avec ceux de la société, et ce qui nuit à la société lui est également néfaste. »*

Voilà qui rend un son nouveau ! Sans nul doute, tous les travailleurs tchèques sont maintenant convaincus, y compris ces quelques-uns « qui croyaient »...



# REVISIONNISME DOCTRINAL ET CONSTANCE TOTALITAIRE

On se lasse de tout et on finit par perdre même la possibilité de s'indigner. L'assassinat d'Imre Nagy et de ses amis s'est accompli dans des conditions aussi monstrueuses par leur immoralité que normales dans le système stalinien. Le rapport secret de Khrouchtchev au XX<sup>e</sup> Congrès du parti communiste de l'U.R.S.S. en février 1956 a engendré pas mal d'illusions sur le phénomène de « déstalinisation ». On avait certainement tort de céder à cet optimisme. Mais ce que nous semble beaucoup plus grave, c'est que l'on n'y a trouvé que matière à absoluton et à soulagement. Ceux qui savaient la vérité et servaient le despote sanguinaire ont été absous parce qu'ils ont craché sur le cadavre de celui qu'ils avaient encensé, et déboulonné la statue qu'ils avaient édiflée. Ceux qui ne savaient pas, loin de confesser leur aveuglement, se sont soulagés par la vision rétrospective de ce qu'ils avaient ignoré ou n'avaient pas voulu voir.

Le rapport cependant dénonçait « le régime de terreur de Staline et ses crimes avec une vigueur extraordinaire et donnait sur Staline et ses complices des détails qui dépassent en horreur toutes les accusations que les diverses oppositions avaient portées contre lui » (1). L'émotion d'ailleurs reste toujours inversement proportionnelle au nombre de victimes. Raymond Lefebvre disait déjà en 1919 : « un ou deux morts, c'est une tragédie. Des millions de morts, c'est de la statistique ». Les figures d'Imre Nagy et de Maleter étaient connues. On les voit tomber sous les coups des bourreaux. On distingue encore les communistes des Etats satellites fusillés ou pendus après 1945, réhabilités pour la plupart comme ces milliers d'officiers de l'armée rouge assassinés après le procès du maréchal Toukachevsky, perdus dans une foule anonyme. L'émotion tombe quand on évalue approximativement le coût de la collectivisation agricole : **12 à 15 millions de paysans expropriés, morts en déportation, 6 millions au minimum de paysans victimes de la famine** (séquelle de la collectivisation) **des années 1932 et 1933**, ou la liquidation de populations entières dans les anciennes ou nouvelles colonies russes. Car là, il s'agit d'un système plus meurtrier encore que l'extermination des Juifs par Hitler. A l'effusion tragique se substitue la controverse doctrinale et... « objective ».

Moins lourd de cadavres, le bilan des grands procès de Moscou de 1936 et 1937 dégage une autre base fondamentale du stalinisme. Le rapport de Khrouchtchev contient des révélations sensationnelles sur l'assassinat de Kirov, secrétaire du parti communiste de Léninegrad en 1934. Staline l'aurait provoqué afin de justifier l'exécution des principaux artisans de la Révolution de 1917. Mais ceux-ci n'ont pas bénéficié de la réhabilitation posthume.

Le système ainsi défini appelait une opposition formelle et irréductible, la rupture totale à l'Occident avec tous ceux qui en furent les agents ; un avertissement à Moscou, quant à l'impossibilité d'écouter les chefs soviétiques avant que les bases du système aient été détruites. Cette pression aurait-elle suffi pour prévenir l'intervention en Hongrie et l'assassinat d'Imre Nagy ? On ne pouvait en être assuré. Mais pour ne pas l'avoir tenté, pour n'avoir tiré du rapport Khrouchtchev que l'absoluton des uns et le soulage-

ment des autres, les protestations et imprécations d'aujourd'hui tombent avec le bruit mat des pelletées de terre sur une tombe...

## DE NOTRE POINT DE VUE...

Nous ne cédon pas à la polémique passionnelle, en insistant une fois de plus sur ce qui est devenu pour nous l'essentiel : c'est-à-dire la critique du « système ». Certains amis sympathisent avec la « R.P. » plus par ce qu'ils y trouvent un aspect nouveau de choses anciennes, que par ce qu'on y cherche des choses nouvelles. Ils sont assez intelligents pour accorder à des écrits de Monatte, Louzon, Rosmer (aussi de ceux qui suivent nos trois aînés) le même pouvoir d'éclairage de la réalité politique qu'aux discours de Mendès-France, Guy Mollet, Paul Reynaud, de Gaulle, Malraux... On ne peut leur reprocher une intelligence trop perméable à l'actualité sensationnelle. Pas plus que de comprendre difficilement ce que nous sentons intuitivement... que l'effet de la politique sur la conscience ouvrière a beaucoup plus d'importance que les résultats immédiats de cette politique, que, sur le plan international, les discussions au sommet entre Washington et Moscou nous impressionnent beaucoup moins que les mouvements ouvriers et socialistes dans les profondeurs des deux empires... même si rien n'en transparait à la surface où flottent les gouvernements...

C'est là sans doute une question de « point de vue » au sens propre du terme. Un ami, des plus clairvoyants, nous reprochait en août 1955 d'accorder trop d'importance au cas « Tito » et de ne rien dire de la « collectivisation de l'agriculture chinoise ». C'est en effet une lacune que nous n'avons pas encore comblée. Mais nous pourrions difficilement satisfaire ceux qui accordent une valeur socialiste à une politique gouvernementale totalitaire. La réforme agraire brisant les vieux cadres féodaux et généralisant la petite propriété paysanne semble une étape nécessaire. La collectivisation « totalitaire » qui n'est pas déterminée par une industrialisation équilibrée se présente à nous comme une double contrainte despotique : anéantissement d'une classe qui pourrait échapper à la tyrannie étatique ; récupération d'une main-d'œuvre disponible pour l'exploitation industrielle, quelque chose d'analogue au système des « enclosures » et à l'application de la loi des Pauvres, lors de l'accumulation primitive en Angleterre. La masse chinoise pèse beaucoup plus que les populations de l'Europe centrale sur l'évolution du monde. Mais l'expérience Mao-Tsé-Toung ne sort pas du système stalinien.

Au contraire, les fissures dans l'Empire russe représentent quelque chose de nouveau et d'édifiant, exactement comme les révoltes des colonisés contre les vieux Etats impérialistes. De notre point de vue, ces réalités vivantes offrent matière à enseignements féconds.

## LES DEMARCHES DU SATELLITE REBELLE

Depuis dix ans, la Yougoslavie séparée brutalement de l'Empire stalinien subit une politique oscillante, dont les constantes ne sont pas faciles à décèler. La « R.P. » s'est attachée à en fixer les principales étapes, avec d'autant plus d'attention que les positions titistes se reflétaient dans le mouvement français.

Lors de la solennelle réconciliation entre Moscou

(1) Le tournant de la politique soviétique, par Humbert Droz.

et Belgrade et des réceptions éclatantes de Tito à Londres, à Paris... et à Moscou, nous posions la question : de Tito chef d'Etat au socialisme titiste (2). Lorsque la liquidation de la révolution hongroise eut mis fin aux idylles de la « déstalinisation », nous avons tenté d'étudier plus largement les chances du socialisme à travers les prétentions du « communisme national » (3).

Il n'est pas sans intérêt de rappeler que jusqu'en 1957 l'opposition titiste s'était présentée sous trois aspects successifs quelque peu différents et contradictoires. On peut l'expliquer par les tournants de Moscou : Tito demeurant fidèle à ses deux idées-forces : **l'indépendance nationale et la doctrine communiste**.

On peut aussi équitablement expliquer sa fermeté par l'ambition de maintenir son pouvoir dictatorial sans se ravaler à la condition du vassal.

De juillet 1948 à juin 1950, Tito tenta de résister à Staline, sans renoncer au mythe du « **gigantisme industriel** ». Le blocus économique de la Yougoslavie par l'U.R.S.S. et ses satellites, le déséquilibre provoqué par le planisme intransigeant, des crises agricoles désastreuses obligèrent Tito, dès 1950, à se tourner résolument vers l'Occident et particulièrement vers les Etats-Unis dont les dons sauvèrent le pays et le régime. De 1953 à 1957, les relations économiques et politiques reprirent progressivement avec l'U.R.S.S. et ses satellites. Non seulement, l'U.R.S.S. offrit à la Yougoslavie une aide financière substantielle, très avantageuse, mais encore on reconnut au titisme droit de cité dans le communisme international, cependant que les représentants de Belgrade à l'O.N.U. se tenaient sur des positions voisines de celles des agents de Moscou.

Que le conflit, la rupture, l'apaisement, le rapprochement... puis les nouvelles divergences de plus en plus brutales aient été déterminés par les tournants et les initiatives des héritiers de Staline, on peut aisément en être convaincu. Il est vrai que les nécessités économiques et politiques auxquelles Tito doit se soumettre n'ont pas sensiblement varié. Si la machine a oscillé, c'est selon la puissance d'attraction de chaque pôle et la comparaison des offres.

#### **LA DIRECTION SE RESERVE LE DROIT DE MODIFIER LE PROGRAMME**

Mais ce qui est significatif, c'est que le programme théorique de la Ligue des communistes yougoslaves a traduit ces oscillations dans ses idées et son style. Branko Lazith, dans « le Combat social » de juillet 1958, établit ces variations par une savoureuse confrontation de textes.

En 1948 : **la doctrine de Lénine a été développée par Staline.**

En 1952 : **l'Union soviétique a trahi les principes du socialisme.**

En 1958, **le chemin vers le socialisme parcouru en Union soviétique avec ses succès et ses victoires qui sont en même temps les succès et les victoires du socialisme international représente une expérience précieuse du socialisme international.**

En 1948 : **on saluait « le rôle décisif joué par l'U.R.S.S. dans la grande guerre de libération ».**

En 1952 : **on condamne la tendance de l'U.R.S.S. à imposer de force sa volonté hégémonique, à satisfaire son appétit insatiable, à réveiller la crainte de tous les peuples.**

En 1958 : **des gouvernements, sous la direction du parti communiste, se formèrent et l'édification du socialisme fut entreprise.**

En 1948 : **les deux blocs internationaux sont étiquetés impérialiste et anti-impérialiste.**

En 1952 : **la politique internationale soviétique tout entière a contribué plus que toute autre à provoquer la tension mondiale actuelle.**

(2) « R. P. » juillet-août 1955.

(3) « R. P. », janvier 1957.

En 1958 : **c'est la politique des blocs en son principe qui est condamnée.**

Ce ne sont pas là de simples nuances de style ou même des différences d'expression. C'est bien la pensée directrice qui s'est modifiée profondément. Et l'évolution a été ponctuée par des manifestations politiques, des répressions et des procès. La deuxième période titiste a suivi l'action stalinienne contre les « suspects » titistes des Etats satellites : la dégradation de Gomulka et des dirigeants polonais en 1948, les ignobles procès de Kostov (Bulgarie), de Rajk (Hongrie) en 1949, etc. A l'aube de la troisième période en juin 1953, les journées de Berlin-Est soulèverent en Yougoslavie une sympathique résonance. Au contraire, les grèves polonaises de Poznan en 1956 provoquèrent chez Tito d'irritantes critiques. On accepta Gomulka, lorsque Moscou l'eut toléré. Le gouvernement de Belgrade ne se solidarisa pas avec la révolution hongroise mais n'approuva pas formellement l'intervention soviétique. Enfin, Imre Nagy et ses amis furent extradés de l'ambassade yougoslave et leur exécution, vingt mois après le kidnapping apparaît comme un coup de massue au révisionnisme titiste.

#### **LA POSITION LOGIQUE DE DJILAS**

Si Tito ne verse pas le sang avec la prodigalité stalinienne — au moins depuis la rupture de 1948 — il sait aussi user de l'illustration par la répression. La condamnation de Milovan Djilas ne représente pas seulement une atteinte aux libertés fondamentales, une confirmation du « monolithisme » politique et totalitaire. Elle symbolise le cours nouveau... ou peut-être le retour du titisme dans son lit après le détournement du cours par l'implacable barrage stalinien.

Djilas a abouti aux conclusions que nous avons formulées il y a vingt-cinq ans sur le caractère réactionnaire et oligarchique du régime institué par le bolchevisme, dont Tito reste l'incarnation, dont Staline fut le monstrueux abcès. Mais de 1950 à 1953 la critique de Djilas — qui n'avait pas encore atteint les négations définitives — avait joué dans la cure de « fixation de l'abcès », un rôle comparable à celui du rapport secret de Khrouchtchev en 1956.

Dans un discours électoral prononcé devant les étudiants de Belgrade, le 18 mars 1950, Djilas énumérait les péchés de la Russie : « **exploitation des autres pays socialistes ; exaltation antimarxiste du chef ; différenciation des traitements bien supérieure à celle des administrations bourgeoises, allant de 400 à 15.000 roubles ; nationalisme pan-russe ; partage de zones d'influence avec les Etats capitalistes ; méthodes indignes introduites dans le mouvement ; abolition de la liberté de discussion, de l'initiative des masses, etc.** »

De ces observations indiscutables, il donnait une explication de haute portée : « **Le développement des forces productives dans l'U.R.S.S. a atteint le point où les rapports sociaux ne lui correspondent plus, pas plus que les méthodes de direction de la production elle-même ou celles de la distribution des produits.** Les éléments bureaucratiques « essayent de trouver dans le monde extérieur une solution à la crise intérieure, c'est-à-dire d'étouffer temporairement cette crise par l'exploitation et la subordination d'autres pays socialistes ». Contradictions internes entre le centralisme bureaucratique et les producteurs directs... se développant en contradictions externes entre l'impérialisme bureaucratique et les aspirations du peuple.

Le 20 novembre 1950, dans un article intitulé : « Apparences et réalités » (Borba), Djilas approfondissait et colorait son redoutable réquisitoire : « **Un obscurantisme nationaliste, l'occupation de six pays européens civilisés, une exportation de capitaux et l'extorsion de ceux-ci — d'après les méthodes primitives de l'accumulation — par des super-bénéfices, la préparation de la guerre pour s'assurer du butin et conquérir de nouveaux territoires. Des**

pensées grises et standardisées, des déblatérations frénétiques d'hommes ivres d'une forme de bonheur potentée... une oppression sauvage et totale, des phrases creuses, des falsifications grossières, la démagogie et les procès « cuits d'avance », etc.

« Qu'est-ce que les hommes de l'U.R.S.S. ont à cacher, de qui donc ont-ils peur ? Ce qu'ils cachent, c'est leur propre ordre social et leur propre conformation qui est monstrueuse, même par comparaison avec la démocratie bourgeoise. »

Notons qu'en cette période de « déstalinisation » orientée par les propos de Djilas que Tito approuva et parfois accentua, on prit en Yougoslavie des mesures draconiennes contre le bureaucratisme. Un décret du 14 octobre 1950 abolit les magasins spéciaux vendant leurs articles à des prix de faveur aux hautes autorités du gouvernement et du parti communiste ainsi qu'aux directeurs de l'industrie. On transféra au tourisme les villas et établissements de repos réservés aux privilégiés. Nous avons déjà signalé que Imre Nagy, lors de son premier gouvernement de déstalinisation en 1953, voulut supprimer également les magasins spéciaux.

De telles indications éclairaient le processus. On a voulu « fixer l'abcès », liquider l'idolâtrie stalinienne, élaguer la forêt des privilèges... Mais on n'a pas voulu ébranler le système. Pour atteindre rapidement l'étape fixée, Djilas, Gomulka, Imre Nagy servaient peut-être à peser sur l'accélérateur. Le premier par la logique de sa pensée, le troisième par le cours fatal de son action ont dépassé les frontières du système. L'emprisonnement de celui-là, la liquidation de celui-ci : coups de frein pour bloquer la machine et sauvegarder l'héritage.

#### REVISIONNISME DOCTRINAL

Cependant cette lutte entre les post-staliniens et les titistes peut-elle s'expliquer par des oppositions idéologiques ? Existe-t-il un révisionnisme yougoslave sanctionné par les communistes de stricte obédience ?

C'est sans doute la thèse soutenue par P.-B. Marquet dans la « Nation socialiste » de juin 1958. L'indépendance réclamée par les Yougoslaves « serait une indépendance de pensée beaucoup plus que d'action politique ». Il faudrait rejeter « l'infaillibilité idéologique », c'est-à-dire le dogmatisme et l'immobilisme de Moscou. L'auteur de l'article observe cependant que les titistes restent quelque peu prudents et réticents, quant à la liberté de la critique au sein du parti unique, « qu'ils font dépendre surtout de ce qu'on pourrait appeler la bonne volonté des dirigeants » (sic !).

La thèse officielle soutenue au congrès de la Ligue des communistes de Ljubljana (22-26 avril 1958) par Kardelj signale que depuis 1917 l'évolution du capitalisme, entrée dans une phase nouvelle caractérisée par « le rôle croissant des tendances au capitalisme d'Etat » impose « des modifications dans la lutte pour le socialisme ».

Tito aurait insisté sur la nécessité au cours de la première étape yougoslave d'utiliser de méthodes de contrainte pour abattre le système capitaliste et pour tenir compte de l'état arriéré de l'économie. Cette centralisation autoritaire aurait développé une « bureaucratie » d'abord nécessaire mais entravant ensuite le développement des forces productives ».

Vers 1949, on aurait décidé la décentralisation économique et la participation de plus en plus grande des masses à la gestion des entreprises. Il y aurait aussi des divergences sérieuses, quant au « dépérissement de l'Etat », que les titistes se vantaient de préparer par leurs conseils ouvriers, par l'affaiblissement des pouvoirs de l'Etat dans les domaines de l'économie, de l'éducation, des services sociaux, etc. Kardelj a formulé les propositions que l'on connaît quant « à la collaboration d'égal à égal entre pays socialistes », et il condamne aussi bien le « socialisme imposé par la force à d'autres

pays », que « l'ingérence dans la vie intérieure d'un pays socialiste avec l'intention de restaurer l'ancien système ».

P.-B. Marquet veut prouver sans nul doute l'audace novatrice des Yougoslaves. Que de vieux clichés cependant dans les propos qu'il soumet à notre attention. L'explication de Tito sur l'évolution du régime socialiste, loin de nous éloigner de l'expérience bolcheviste nous rajeunit de trente-sept ans. Le grand article de Lénine intitulé « L'impôt alimentaire », paru dans « l'Internationale communiste » en 1921, exposait en termes analogues les principes de la Nouvelle politique économique (N.E.P.). Le communisme de guerre avait imposé au lendemain de la prise du pouvoir un monstrueux centralisme bureaucratique. La N.E.P. devait rétablir des rapports normaux entre l'agriculture et l'industrie.

Le développement de l'étatisme s'explique aussi bien par le retard de certains pays « pré-capitalistes » que par la décadence générale du système capitaliste. C'est une vérité aujourd'hui banale que la coexistence d'impérialismes expansifs et de nationalismes renforcés. L'expérience russe — comme aujourd'hui les expériences égyptiennes et tunisiennes — s'explique fort bien par le retard dans l'évolution. Le phénomène allemand appelle une interprétation semblable ; et le totalitarisme hitlérien triompha après la crise mondiale de 1929, qui bloqua l'expansion du capitalisme américain. La thèse yougoslave confirme et renforce la confusion entre le capitalisme d'Etat et le socialisme.

Nous ne sommes guère attirés par ce débordement de verbalisme autour du problème de l'Etat. La décentralisation politique et économique peut fort bien s'inscrire dans des thèses, des résolutions, des lois constitutionnelles et des décrets. Pour qu'elle se réalise, il faut supprimer le monopole du parti dirigeant. L'U.R.S.S. présente au juriste une structure fédéraliste. Mais les gouvernements des différents Etats ont été constitués, installés, révoqués, par des ukases de Moscou, et les administrations se composent exclusivement de membres d'un parti toujours soumis à un chef unique. La Yougoslavie se flatte d'avoir inauguré un régime démocratique par ses conseils ouvriers. Mais dernièrement la direction de ses syndicats épurée radicalement par l'autorité supérieure a été soumise à un chef militaire.

Il est enfin quelque peu ahurissant de lire sous un titre internationaliste, l'expression doctrinale de la « non-intervention ». Ainsi on ne peut condamner les coups de force des grandes puissances sans interdire, par souci d'équilibre, l'ingérence des communautés internationales dans les affaires de chaque Etat.

C'est la thèse de Tito qui rejeta avec mépris cette année une protestation de l'Internationale socialiste contre les procès de Belgrade. C'est évidemment celle des assassins du peuple hongrois. Ce fut aussi celle des juges de Sacco et Vanzetti, des bourreaux de Ferrer, des colonialistes d'Algérie, de Hitler, de Mussolini et de Franco.

Les rédacteurs de la « Nation socialiste » peuvent se passionner pour ces controverses idéologiques. Ce n'est pas sous cette paille verbale que nous trouverons le grain des choses.

#### UN PAYS MULTINATIONAL... UN CHEF IMPERIALISTE

L'originalité de la Yougoslavie, de sa rébellion au révisionnisme titiste, peut fort bien s'expliquer sans l'intervention miraculeuse de la magie doctrinale et de l'héroïsme légendaire.

La situation particulière du pays s'accorde fort bien avec la personnalité exceptionnelle de son chef. Ciliga l'avait fort bien établi — entre des affirmations et des démonstrations plus contestables — dans son livre sur « La Yougoslavie » paru en 1951.

Des Etats nés de la paix de 1919, la Yougoslavie se distingue :

1) Par l'existence avant 1914 d'un noyau central : la Serbie déjà indépendante, quoique terriblement soumise à la pression économique de l'Autriche-Hongrie.

2) Par le caractère multi-national de sa population beaucoup plus accentué que dans les autres pays danubiens et balkaniques : 4.650.000 habitants de l'ancienne Serbie et de la province de Voïvodine, 3.600.000 Croates en Croatie, Dalmatie, Bosnie, 800.000 musulmans de Bosnie et 1.700.000 Serbes dispersés en Bosnie et en Croatie.

3) Par la lourde masse des paysans (79 % de la population en 1931), ayant bénéficié d'une réforme agraire accomplie avant 1945.

4) Par l'insignifiance du capitalisme industriel indigène — les entreprises soumises aux capitaux étrangers ou étatisés avant 1945.

5) Par sa situation géographique privilégiée sur l'un des bassins du Danube, ou seuil du défilé des Portes de fer.

En 1945, la Yougoslavie se distinguait des autres démocraties populaires par le caractère autonome de sa résistance à Hitler et une libération accomplie par une armée nationale. A la différence des autres chefs portés dans les fourgons des armées russes, Tito emporta Belgrade de haute lutte.

Mais qui était ce « condottiere » exceptionnel ?

Croate d'origine, ayant presque oublié sa langue natale, c'est en Autriche qu'il se forma, qu'il apprit à la fois la langue allemande et le métier d'ouvrier mécanicien. Avant 1914, **il s'engagea dans l'armée autrichienne où il devint sous-officier**. Prisonnier en Russie en 1915, témoin de la révolution de 1917, il n'adhéra au parti communiste qu'en 1920, ce qui lui permit d'exercer de 1920 à 1925 les fonctions d'officier dans l'armée rouge.

Mais selon Ciliga, il est essentiellement autrichien. **« Cette formation impériale s'est fondue chez Tito avec un certain internationalisme socialiste et ouvrier, qui n'était pourtant pas un post-nationalisme, mais un pré-nationalisme impérial. »**

### OPTIMISME DES STATISTIQUES.

#### MISERE DES REALITES

Voilà qui n'explique pas tout. Mais qui clarifie l'examen de « l'originalité yougoslave ». Celle-ci se précise davantage à la lumière d'informations soigneusement recoupées, publiées à la veille du VII<sup>e</sup> congrès du parti titiste.

Selon Branko Lazitch (« Est-Ouest » du 16-30 avril 1958), la contradiction s'accroît entre l'optimisme des statistiques officielles et la misère des réalités. La production industrielle n'aurait pas cessé de croître : 15 % de 1954 à 1955, 10 % de 1955 à 1956, 18 % de 1956 à 1957. Cependant on compterait 83.000 chômeurs, soit 7 % de plus en 1957. Le marché intérieur souffre encore de pénurie et de prix prohibitifs : salaires mensuels de 12.000 à 14.000 dinars, cependant qu'un complet coûte 30.000 dinars, c'est-à-dire qu'il faut y consacrer la paye de deux mois et demi.

Depuis 1948, le gouvernement titiste a appliqué de multiples formules pour résoudre le problème agraire... depuis la collectivisation de type stalinien jusqu'à la coopérative libre en passant par l'indépendance du petit propriétaire et la coopérative d'Etat. Or les résultats, s'ils ne sont pas désespérants, discréditent tout le système. On a pu expliquer les disettes d'hier par des sécheresses anormales comme la crise industrielle par le blocus stalinien. Mais la récolte de 1957 aurait justifié tous les espoirs par son abondance. Or en décembre, on signait un accord avec les Etats-Unis — étendu encore en février 1958 — prévoyant la fourniture de surplus américains **d'une valeur totale de 62 millions et demi de dollars, dont 520.000 tonnes de blé.**

Les Yougoslaves se nourrissent grâce aux libéralis-

tés américaines. Comment se logent-ils ? Selon une note du Centre d'information des Nations Unies (8 août 1957), la Yougoslavie resterait en queue du palmarès pour la construction. Pour 1.000 habitants, la statistique donne quant aux logements nouveaux en 1955 et en 1956 : Allemagne occidentale, 10,6-11 ; France, 4,9-5,5 ; U.R.S.S., 7,6-8,2 ; Pologne, 3,4-3,3 ; Yougoslavie, 1,7-2,1. Il est vrai que l'Allemagne soviétisée prend la dernière place : 1,7 en 1956. Mais les dirigeants de Belgrade soulignent eux-mêmes que l'on a construit principalement **des appartements luxueux pour les privilégiés de la nouvelle classe.**

Celle-ci ne semble pas avoir été atteinte efficacement par la « rébellion socialiste », dont Djilas et Tito lui-même furent les interprètes. Cependant que les mineurs de Trbovlje organisaient, en janvier 1958, une grève de deux jours, parce qu'ils n'avaient reçu que 80 % de leur salaire de décembre — grève évidemment **illégal**... — les privilégiés (selon une lettre du comité central du parti du 17 février 1958) usent de tous les moyens (particulièrement de missions à l'étranger... capitaliste) pour gonfler leur patrimoine et jouir d'aristocratiques « avantages en nature ».

Le comité central ne signale pas que l'exemple vient du sommet : Tito a à sa disposition tous les domaines et châteaux de l'ancienne famille royale, toute l'île de Brioni, évacuée et interdite aux touristes. Les villas et autos des dirigeants surprennent par leur luxe, même les visiteurs américains (alors qu'une voiture d'importation coûte environ 3.500.000 francs, soit vingt-cinq ans de travail ouvrier). Mais le comité central condamne les présidents des conseils municipaux qui disposent d'une Buick ou d'une Cadillac, alors que leurs mandats n'utilisent que des sentiers à chevaux ou des routes dont la dernière réparation remonte à 1840.

### NATIONALISME YOUGOSLAVE CONTRE IMPERIALISME RUSSE

Il n'est donc pas question pour nous de nous aligner derrière les titistes. Quoi que puissent dire ceux qui souffrent du complexe du parti... ou ceux qui voudraient bien opposer un nouveau maréchal... « socialiste » aux généraux providentiels de Paris, Alger ou Washington... nous ne décelons rien dans ce conflit qui porte la marque d'un socialisme ouvrier authentique.

Mais nous sommes attentifs à la solution des problèmes posés, et pas seulement par curiosité.

Pendant la période de rapprochement, que voulait Tito ? Essentiellement — comme Nasser à qui il ressemble par plus d'un trait — obtenir des crédits, des matières premières, de l'équipement industriel et une aide technique assurant à longue échéance la pérennité de son pouvoir. Or l'intervention américaine s'inspire toujours de l'esprit du plan Marshall... c'est-à-dire que crédits et marchandises sont attribués selon les besoins, sur qualification précise et que leur utilisation dépend d'accords permanents entre le commanditaire et le bénéficiaire. A la différence de la classique exportation de capitaux, l'opération peut donc être contrôlée par chacun des Etats... ce qui implique, du côté américain, un débat toujours renouvelable et public au sein des assemblées législatives.

L'aide russe était formellement accordée sans conditions préalables, avec un taux d'intérêt dérisoire et pour une longue période. Elle s'intégrait dans la double politique de « déstalinisation » et d'expansion économique. Nous avons déjà analysé les conditions de la spoliation des pays vassaux entreprise par Staline de 1945 à 1953 : les « contrats » entre Etats socialistes, majorant les prix des marchandises russes, abaissant ceux des marchandises importées en U.R.S.S. ; la contre-partie (c'est-à-dire l'excédent des importations en Russie sur les exportations de Russie) établie uniquement en roubles ; le rembour-

sement dépendant de Moscou, ce qui faisait du débiteur le seul banquier du créancier. Système déjà pratiqué sous Hitler et dans le même but.

Mais économiquement la situation des Etats satellites n'était plus supportable, et il fallut, à la suite des manifestations spontanées révélatrices, renverser la tendance sans modifier le système... c'est-à-dire que l'U.R.S.S. ne pouvant plus écumer ses vassaux, devait fournir plus qu'elle ne recevait.

On sait quel concert d'admiration mêlée de crainte religieuse salua en Occident cette ambition dynamique... portée par les Spoutniks vers les espaces sidéraux. Faut-il supposer que Khrouchtchev avait trop gonflé la grenouille ? Une fois de plus, d'éminents observateurs auraient-ils été aveuglés par le lyrisme des statistiques ? Il semble que l'économie soviétique souffre toujours du même déséquilibre, des mêmes contradictions internes.

Mais Tito et les autres peuples vassaux n'ont pas la patience des prophètes de l'an 2000. Il leur faut immédiatement des satisfactions concrètes. Moscou n'est pas hostile en principe aux échanges avec l'Occident. A la condition que tout se fasse sous son contrôle et par son initiative. Car on peut à la rigueur tolérer un échange de marchandises qui ne modifie pas le système. Mais l'exportation des capitaux ouvre dans le bloc totalitaire des fissures qui leminent et le dissocient.

Alors, on coupe les crédits à Tito (qui devrait pourtant connaître par expérience la vanité des contrats signés par Staline et ses élèves). On terrorise les peuples vassaux, en jetant au monde le cadavre d'Imre Nagy. Ainsi le système est maintenu.

#### TENDANCES EUROPEENNES

Evidemment, il serait abusif de chercher exclusivement la cause du conflit dans les troubles économiques. Au reste, si la politique dépend de ceux-ci, ceux-ci subissent ensuite sa pression. Il est bien évident que l'ambition de Tito de réaliser une fédération balkanique et danubienne, peut-être en ressus-

citant avec la France et l'Angleterre une nouvelle Petite Entente limitant l'expansion allemande, ne pouvait que soulever l'opposition intransigente de Moscou.

On voudrait encore, alors que Khrouchtchev vient de donner une importance spectaculaire au congrès du parti communiste de l'Allemagne orientale, attirer à nouveau l'attention sur l'importance du problème allemand. N'oublions pas que dans la période de rapprochement avec Moscou, Tito avait rompu avec l'Allemagne fédérale. Notons encore que la presse française multiplie ses allusions au danger d'une prépondérance de l'Allemagne au sein de l'Alliance atlantique.

Or, plutôt que de perdre son temps dans les discussions sur le révisionnisme doctrinal, c'est sur le plan européen qu'il faut pousser des investigations, étant entendu préalablement que le sort de l'humanité dépend plus des impératifs américain, asiatique et africain que de l'évolution de notre petite partie du monde, mais que si rien ne peut plus se décider en Europe, c'est toujours en Europe que l'on peut le plus facilement suivre les processus et pressentir les solutions. Or l'Europe ce n'est pas seulement l'Allemagne, mais c'est principalement l'Allemagne, dont la division demeure un ctout majeur dans les mains de Khrouchtchev.

Ce que « l'originalité » yougoslave doit nous inspirer d'autre part, c'est le désir de déceler l'évolution de tous les peuples satellites de l'U.R.S.S. Le terrorisme de Moscou peut impliquer une grave menace pour la paix ou prouver la fragilité du bloc oriental... ceci d'ailleurs pouvant renforcer cela.

Quant au titisme, s'il ne consent pas à intégrer la Yougoslavie dans l'Occident, à servir de pont entre l'Occident et le Proche-Orient, s'il ne rompt pas définitivement avec le système totalitaire, il est voué au sort d'un bonapartisme décadent qui n'évitera Waterloo que pour s'écrouler à Sedan !

Roger HAGNAUER.

## APRES LES ELECTIONS ITALIENNES

Les résultats des élections italiennes — même traduits en pourcentages d'augmentation par rapport aux précédentes consultations — mettent en relief, comme fait prédominant de ce scrutin, la victoire démo-chrétienne. Le léger avantage obtenu par les partis de gauche et du centre restera en effet lettre morte si le parti de la majorité n'entend pas le valoriser. C'est sur la D.C. (démocratie chrétienne) que se concentreront désormais, et de façon incontestable, les orientations et les décisions politiques.

En votant D.C. de façon plus massive encore que les fois précédentes, quelle situation politique et sociale les Italiens ont-ils choisie ? L'augmentation des suffrages étant venue de la droite, ce sont logiquement les solutions préconisées par ce secteur de l'opinion publique qui devraient l'emporter. Toutefois, les personnalités dirigeantes du parti démocratien ne semblent pas être de cet avis. Il est vrai que la démocratie chrétienne est un couvercle qui s'adapte à toutes les marmites ; on y trouve des hommes prêts à soutenir les alliances et les orientations de gauche, d'autres tout aussi prêts à soutenir un gouvernement fasciste ou monarchiste ; mais on y trouve également — et peut-être même constituer-ils la majorité — des hommes du centre demeurés fidèles à la tendance de feu de Gasperi. La démocratie chrétienne peut choisir de soutenir la politique des monopoles ou bien celle des nationalisations et des industries d'Etat ; elle peut continuer sur sa lancée antisoviétique dans ses rapports internationaux, ou bien atténuer

son intransigeance et promouvoir des initiatives nationales bien différentes. En renforçant la prédominance politique de la démocratie chrétienne, les électeurs italiens ont renforcé la confusion, les contradictions. Ils ont voté à la fois pour toutes les solutions et pour aucune. La D.C. n'apporte pas, pour la solution des problèmes sociaux et politiques italiens, une suggestion valable. Elle apporte toutes les suggestions, toutes les solutions contradictoires ; elle représente le chaos.

Mais de ce chaos une tendance émerge : la domination du clergé sur la société italienne. Tendance qui est désormais un fait accompli : depuis longtemps déjà, dans la vie sociale italienne, la volonté du clergé prime la loi. Le despotisme ecclésiastique est un fait social qui n'attendait plus que sa validation. L'augmentation des suffrages qui se sont portés sur la D.C. la lui ont apportée.

Cependant — et ceci semblera un paradoxe — c'est contre cet état de fait que les Italiens ont voté. En effet, si la démocratie chrétienne a gagné en tant que force politique, en tant que force confessionnelle elle a indubitablement perdu. Il suffit de penser à l'intervention décisive et massive des autorités ecclésiastiques qui voyaient en elle le seul parti à qui l'Eglise pouvait apporter l'appui de son autorité. Si la majorité des Italiens n'a pas voté démocratie chrétienne, cela signifie que le grand nombre n'a pas obéi à l'ordre émanant de ces autorités morales et a refusé la perspective du cléricalisme. Nous devons en conclure une fois

de plus que les conséquences électorales sont contraires à la volonté des électeurs. Dans ce domaine également, le parlementarisme, loin de représenter la volonté du peuple, la trahit.

Si la démocratie chrétienne ne signifie que « cléricisme » et rien d'autre, quelles sont les indications que les autres partis nous apportent et quelles solutions envisagent-ils ? Tout pourrait sembler clair par le fait même que les noms qui désignent ces partis expriment des valeurs idéales bien distinctes et des expériences historiques désormais ancrées dans les esprits. Si les solutions qu'ils préconisent aboutissaient réellement au libéralisme, au socialisme, au communisme ou à une République d'association selon Mazzini, et si leur programme était, sinon la réalisation immédiate de ces dispositions morales, du moins une action pratique tendant à cette réalisation, on pourrait s'orienter facilement. Mais les choses ne sont pas aussi simples. Les grands idéaux inscrits sur les bannières et les pancartes électorales ne sont que des rappels historiques toujours plus délavés. On peut dire avec certitude que la ligne politique des partis n'a plus rien à voir avec l'idéal dont ils se réclament.

Du jour où les partis ont repris leur place sur la scène historique — c'est-à-dire depuis la fin du fascisme — les engagements internationaux ont été l'élément dominant de leur politique. Ce sont ces engagements qui ont déterminé et déterminent encore les actions, les alliances et les programmes. Les liens qui unissent notre classe politique aux grands courants impérialistes sont la cause véritable de la scission socialiste par exemple, et de l'obstruction actuelle à une réunification, comme ils furent la raison de l'union des libéraux et des socialistes au cours de l'expérience de Gasperi. Dans tous les actes, toutes les décisions qui ont jusqu'ici marqué notre vie politique, il est facile d'apercevoir ce fil, ténu mais solide, qui passe par-dessus nos frontières. Bien sûr, ce n'est pas là une caractéristique typiquement italienne : en France, par exemple, les hommes et les partis de la démocratie parlementaire n'ont capitulé devant de Gaulle qu'après avoir reçu de sa part l'engagement que les alliances internationales seraient respectées.

Ce facteur de subordination politique à des puissances étrangères a été favorisé, dans le passé, par le fait que les classes sociales se sont identifiées à la politique des grandes puissances : les capitalistes pensaient que leurs intérêts seraient sauvegardés par la suprématie américaine et les pro-

létaires que les leurs le seraient par la suprématie russe. Cette psychologie sociale demeure encore vivante dans ses grandes lignes, mais elle a été troublée, ces derniers temps, par l'aggravation des problèmes intérieurs qui réclament des solutions et des choix politiques plus précis.

Dans la classe dirigeante, l'antagonisme cléricisme-laïcisme s'est compliqué d'un nouvel antagonisme entre monopolistes et producteurs moyens, et d'un troisième qui dresse contre ces deux dernières catégories les tenants d'une industrie d'Etat. Le prolétariat exige, pour sa part, une politique réformiste qui apporte enfin un remède aux plaies sociales, ou une action révolutionnaire qui ouvre de nouvelles perspectives aux grandes masses du prolétariat et du sous-prolétariat. Le fait que cette exigence se soit affirmée a sérieusement troublé l'organisation des partis et leurs alliances. Il faut noter cependant que seuls les problèmes de la classe dirigeante, notamment ceux concernant l'économie privée et d'Etat, ont été posés en termes électoraux, alors que l'opposition de gauche est restée sur un terrain stérile et dépassé. De ce fait, la dissociation des trois facteurs politiques — historique, intérieur et international — qui donnaient aux partis une certaine cohésion, et l'exigence d'une plus grande clarté politique ont débouché sur des perspectives électorales qui n'intéressent que les classes dirigeantes. En fait, les solutions les plus à gauche, tel le renforcement de l'économie d'Etat ou des plans type Vanoni, qui ont naufragé dans la paperasse, ne touchent en rien les intérêts réels du prolétariat.

Pourquoi les nouvelles instances ouvrières ne se sont-elles pas reflétées dans les luttes électorales ? Elles ont été cependant le ferment vivant des partis de masse, elles ont formé de nouvelles minorités, mais elles se sont tuées et n'ont pas pris leur part de la grande clameur électorale.

Ce silence même démontre que quelque chose de solide existe : parce que les problèmes du peuple ne sont pas des problèmes de gouvernement ou de pouvoir politique, mais des problèmes qui relèvent de la solidarité et de l'action sociale. Traduits en termes de lutte pour le pouvoir politique, les problèmes du peuple deviennent équivoques.

Une fois de plus, l'analyse succincte que nous venons de faire nous permet de répéter qu'en se rendant aux urnes les Italiens ont voté pour l'équivoque et le mensonge.

Alberto MORONI.

## L'EVOLUTION DE JAYAPRAKASH NARAYAN FONDATEUR DU PARTI SOCIALISTE AUX INDES

Le 18 décembre 1957, les lecteurs hindous eurent la surprise d'apprendre par leurs journaux que Jayaprakash Narayan, l'un des fondateurs du Parti socialiste et l'une des personnalités les plus célèbres du pays après le premier ministre Nehru, avait déclaré qu'aux Indes la démocratie parlementaire avait été « un échec total ». Dans une série d'articles antérieurs, il avait déjà déclaré :

« J'ai vu comment les partis, grâce à leurs moyens financiers, à leur organisation et aux moyens de propagande, pouvaient imposer leur dictature au peuple ; comment la volonté du peuple devenait, en fait, la volonté des partis ; comment la volonté des partis devenait à son tour celle d'un groupe politique ou d'une coterie ; comment la démocratie était réduite à un simple droit de vote ; comment ce droit de vote même était restreint par un système de scrutin qui veut que les

électeurs soient réduits à choisir uniquement entre les candidats désignés par les grands partis ; et comment ce choix déjà si restreint était rendu plus chimérique encore par le fait que les électeurs ne comprenaient pratiquement rien aux problèmes en jeu... »

Quelle solution proposait-il ? Une démocratie sans partis — l'auto-gouvernement — la décentralisation du pouvoir et des fonctions — les méthodes coopératives — des formes d'activité publiques non-gouvernementales — le principe des villages autonomes — transformations révolutionnaires par la non-violence... en un mot, le gandhisme ou « Sarvodaya » — « le plus grand bien pour chacun et pour tous », plutôt que la formule utilitaire « le plus grand bien pour le plus grand nombre ».

Certes, ces idées ne sont pas nouvelles. Gandhi les a prêchées pendant des années aux Indes (et

Tolstoï et d'autres avant lui). Mais ce qui est important, c'est que Jayaprakash Narayan — ou « J. P. » comme l'appellent familièrement ses amis — l'une des personnalités politiques les plus éminentes des Indes et que l'on a pu considérer à un certain moment comme le successeur éventuel de M. Nehru, annonce sa rupture décisive avec la politique et sa conversion aux principes du *Sarvodaya*. On sait maintenant officiellement que, dans son appel de 1953 au Parti socialiste Praja en faveur d'une coopération plus étroite, le Parti du Congrès invitait notamment Jayaprakash à entrer au gouvernement. On a prêté à cette proposition des intentions multiples : immobiliser le Parti socialiste en tant que parti de l'opposition, introduire Jayaprakash au gouvernement pour qu'il serve de contre-poids à Krishna Menon, patronner sa candidature à la succession de M. Nehru. Mais après une grave crise spirituelle de la part de J.P. et une scission à l'intérieur du Parti socialiste Praja, la proposition fut éconduite d'une part et non renouvelée de l'autre.

Pour Jayaprakash, il s'agit de la fin d'une longue évolution : du marxisme-léninisme de son adolescence — en passant par ce qu'il a lui-même appelé « la maison intermédiaire du socialisme démocratique » — jusqu'au gandhisme pur. Bien des gens (et pas seulement aux Indes) ont suivi un chemin analogue, mais aux Indes même, cette évolution est extrêmement rare. C'est l'évolution opposée qui est la plus courante : gandhistes dans leur jeunesse, les gens virent peu à peu en faveur de la centralisation et de l'action gouvernementale et politique. Avec générosité, Jayaprakash déclare : « Sans doute est-il naturel que les gens dont l'esprit est orienté essentiellement vers la chose publique se soient précipités sur les sièges du pouvoir nouvellement conquis pour servir le pays. » Mais la ruée continue. Alors que, avant l'Indépendance, « les jeunes gens épris d'idéal », selon Jayaprakash, « refusaient d'entrer dans les services publics malgré l'attrait des salaires élevés et d'une position sociale respectable », et se ralliaient au contraire au mouvement de l'indépendance sous l'égide de Gandhi, aujourd'hui, « les services publics sont ce qui attire le plus notre jeunesse montante » et les mouvements gandhistes périllicent faute de sang nouveau.

Jayaprakash, lui, a fait le chemin contraire. En 1922, il se rendit aux Etats-Unis où, pendant huit ans, il fit ses études dans nombre d'universités et eu des emplois divers un peu partout. C'est lors de son séjour à l'Université du Wisconsin qu'il fut converti au « marxisme-léninisme ». Epris de l'idéal de la Révolution française (liberté, égalité, fraternité), il considérait le marxisme comme une méthode pratique de révolution sociale — et, quoique un peu à contre-cœur, il jugeait la force comme « la sage-femme du progrès ».

Lorsqu'en 1929 il rentra aux Indes, il se jeta tout entier dans le mouvement pour l'indépendance qui était alors en plein essor. Au début des années 30, il fonda avec quelques amis, au sein du Congrès National indien, le Parti socialiste du Congrès, qui affirmait représenter le véritable marxisme-léninisme, face au communisme. Comme beaucoup d'Hindous qui luttèrent pour l'indépendance, il fit connaissance avec un grand nombre de prisons anglaises.

Les causes de sa désillusion ont été les mêmes que pour beaucoup d'autres. Il y eut d'abord les doutes d'ordre tactique et stratégique. « Un jour viendra, écrit-il à ce sujet, où l'on s'apercevra que la plus grande erreur de Staline — la plus coûteuse et la plus criminelle — a été sa politique de rupture qui permit à Hitler de s'emparer du pouvoir. Si les communistes allemands n'avaient pas déclaré, à l'instigation de Staline, que « l'ennemi n° 1 », c'était les sociaux-démocrates, bien plus que les nazis, jamais Hitler ne serait devenu le maître de

l'Allemagne et il n'y aurait jamais eu de terreur nazie ni de seconde guerre mondiale ».

Il y eut ensuite le choc provoqué par le procès de Moscou et l'exécution de tous les grands héros révolutionnaires de sa jeunesse. Mais c'est surtout son expérience personnelle qui, en fin de compte, bouleversa ses conceptions. En dépit des avertissements de ses compagnons et de ses amis les plus intimes, il poussa le Parti socialiste du Congrès à former un front commun avec les communistes. Aujourd'hui, il reconnaît que :

« les conséquences désastreuses de cette politique sont bien connues. Il en résulta notamment que tout le Sud passa ux mains du Parti communiste. Mais cette expérience de cauchemar... a été pour nous une grande leçon politique, bien que, sans doute, elle nous ait coûté trop cher. »

Il avait d'abord eu le sentiment que « dans une société où l'on peut susciter une révolution sociale par des moyens démocratiques, ce serait une contre-révolution que de recourir à la violence ». Mais, par la suite, il en arriva à cette conclusion plus catégorique que « le chemin qui mène au socialisme ne devait en aucun cas passer par la dictature ». Mais les événements survenus en Union soviétique ne pouvaient pas être attribués uniquement aux méfaits de certains individus néfastes. Ils étaient, en fait, le résultat d'une « centralisation excessive de l'autorité politique et économique et d'un immobilisme total ». C'était un « système politique qui procédait de la nécessité de développer à toute vitesse un pays arriéré menacé d'une agression étrangère, et cela, face à une opposition intérieure ». Même si l'on est décidé à n'employer que des méthodes démocratiques, on ne pourra pas éviter que « au delà d'une certaine limite, ce rythme forcé n'ouvre la voie à la dictature ». C'est ainsi que J.P. en arriva à penser qu'il fallait décentraliser l'Etat, réduire peu à peu ses pouvoirs et introduire des formes d'action et de gouvernement collectifs ».

Quand on voit Jayaprakash, avec son beau visage — ce qui, soit dit en passant, est un grand atout politique aux Indes — tantôt doux et rêveur, tantôt empreint d'une ardeur contenue, il est difficile de se le représenter comme un homme capable de violence. Et pourtant, pendant la guerre il réussit à s'évader de la prison anglaise où il était détenu dans le Népal et devint l'un des chefs de la guérilla. Il appartient à une génération qui a connu les tentations de la violence héroïque et y a parfois cédé quand la révolution pacifique de Gandhi leur paraissait « trop lente ».

Ce fut un facteur absolument inattendu qui détermina le revirement décisif de J.P. en 1951, Vinoba Bhave, le fils spirituel de Gandhi, lança un mouvement pour la collecte des terres : le *Bhoodan*. Ce mouvement avait pour but de résoudre le problème agricole qui se posait alors aux Indes, en opérant la redistribution de 50 millions d'acres de terre arable (les Indes en comptent 300 millions) aux paysans nécessiteux. Mais c'était aussi un mouvement de « régénération spirituelle ». Indépendamment de la « réforme agraire » entreprise par le gouvernement, il se proposait de réunir des terres en usant de la seule méthode de persuasion, de convertir les cœurs des riches et des puissants, de donner au pauvre un espoir nouveau et d'introduire les principes d'auto-gouvernement et d'autonomie dans les villages. Malgré les réticences des partis politiques et l'incrédulité des économistes, Jayaprakash fut profondément bouleversé et, en 1953, il persuada le Parti socialiste d'adopter une résolution par laquelle il apporterait son soutien au mouvement *Bhoodan*. A la même époque, il s'astreignit à un jeûne de trois semaines, dans la ville de Poona, selon la méthode de Gandhi pour qui le jeûne était un moyen de se « purifier » et de devenir un « bon instrument » au service de la société. Aussitôt après,

il s'engagea entièrement dans le mouvement *Bhoodan* et, à sa plus grande joie, il réussit, en une semaine d'efforts, à rassembler jusqu'à 7.000 acres de terres dans sa province natale, offerts surtout par les petits propriétaires. C'est au cours de cette expérience qu'il eut la certitude que le gandhisme était une méthode pratique de révolution pacifique qui conduisait nécessairement au véritable auto-gouvernement et à une forme de société sans Etat et sans classes — ce qui était son but depuis qu'il s'était converti au marxisme.

Le 18 avril 1954, la vieille capitale de Bodh Gaya, où rien ne s'était passé depuis 2.500 ans, depuis que Boudha avait eu sa révélation sous le figuier, fut choisie comme siège de la sixième conférence du *Sarvodaya*, sous la présidence de Vinoba Bhawe. Y assistaient le premier ministre M. Nehru, le président de la République M. Rajendra Prasad, le Dr Radhakrishnan, vice-président, ancienne personnalité d'Oxford, le gouverneur et premier ministre de l'Etat de Bihar, chef vénérable du Parti socialiste Praja, Acharya Kripalani, et nombre d'autres personnalités politiques. Au cours de l'après-midi du 19 avril, alors que les discussions routinières battaient son plein, Jayaprakash, grandiose et impressionnant dans sa robe blanche et flottante, avec sa calotte de disciple de Gandhi, se leva et fit une déclaration dramatique qui, aux dires d'un observateur, « changea le ton des débats et donna à la conférence un caractère grave et solennel ». Il fit le don de sa vie — le *Jeevan-dan*. Renonçant à la politique, il allait désormais se consacrer exclusivement au mouvement Bhoodan.

Pour Jayaprakash, ceci ne signifiait pas qu'il renonçait à son ancien idéal. Il recherchait simplement une méthode nouvelle. S'il agissait ainsi, c'est parce qu'il était de plus en plus convaincu que, pour accomplir une véritable révolution sociale, il ne suffit pas de transformer les institutions et de mettre la direction du pays entre les mains d'une élite. Une véritable révolution sociale ne peut s'accomplir que par une transformation intérieure de l'individu et de la société. Les Indes étaient alors le siège d'une industrialisation intense ; le développement industriel et les processus de centralisation et de planification progressaient à une allure vertigineuse. J.P. décida qu'il fallait absolument *lutter contre* ces tendances : c'est-à-dire donner aux *individus* et aux *communautés locales* les moyens de sauvegarder leur indépendance grâce à la connaissance éclairée du « moi ».

Mais il n'est pas si facile de se libérer des habitudes forgées par trente années de vie et de pensée consacrées à la politique. Quelques mois après son « retrait de la politique », j'eus l'occasion de lui rendre visite dans son *ashram* — sorte de retraite religieuse — qui venait d'être construite au fin fond de sa province natale de Bihar. Entouré de disciples fervents de Gandhi, vivant paisiblement dans une atmosphère de ferveur religieuse, J.P. s'efforçait de bien saisir toute la portée de ses idées nouvelles et de se transformer lui-même pour devenir un « bon instrument » au service de son idéal. « C'est une question de temps, me dit-il, et je ne suis pas tout à fait sûr que le temps soit de notre côté. Je ne crois pas que la démocratie parlementaire soit faite pour les Indes, mais ce que je crains, c'est que l'écroulement de cette démocratie n'entraîne pas l'avènement du Gandhisme. Il se pourrait bien, comme il l'écrivait en 1956 dans une lettre au comité exécutif du Parti socialiste Praja, « qu'il ouvre la voie... à un gouvernement unipartite, ce qui serait tragique pour les Indes et peut-être aussi pour l'Asie. C'est pourquoi je ne vois aucune contradiction dans le fait de travailler pour une démocratie sans partis tout en souhaitant le succès de la démocratie parlementaire. Toute personne bien informée est consciente, aujourd'hui, des

limites et des inconvénients sérieux du système parlementaire. Mais ceci n'est pas une raison pour faire échouer l'expérience actuelle si l'on n'est pas à même de proposer un système meilleur... »

Ainsi donc, J.P. n'est pas encore tout à fait indifférent au sort de la démocratie parlementaire et il n'a pas réussi à se détacher de la politique aussi totalement qu'il aurait voulu. Le progrès du mouvement *Bhoodan* n'a pas été aussi rapide, au cours de ces dernières années, que celui des tendances adverses en faveur de la centralisation et de la planification industrielle à outrance. Quand J.P. fit son *Jeevan-dan*, en 1954, le mouvement Bhoodan put annoncer fièrement que la collecte de terres avait réusis au-delà de toutes les prévisions et il semblait certain que Vinoba parviendrait à réunir ses 50 millions d'acres dans le délai de cinq ans qu'il s'était fixé. Mais aujourd'hui ce but est loin d'être atteint ; les dons se sont arrêtés aux environs de 5 millions d'acres. L'enthousiasme du début a fait place à des problèmes plus prosaïques : la redistribution des terres

Selon la tradition hindoue, la vie d'un homme est divisée en quatre étapes — ce qu'on appelle les *Asrama*. La première étape est celle consacrée aux études et à la formation personnelle de l'individu. Puis, l'homme devient maître de maison : il s'adonne entièrement à la famille, aux affaires et aux choses de ce monde. De 50 à 75 ans, c'est la troisième étape, *Vanaprastha*, l'étape du « désengagement », où l'homme se détache peu à peu des affaires de ce monde. Enfin, après 75 ans, on entre dans le quatrième stade : on abandonne complètement le monde et on devient ascète et mendiant.

« Je ne la sacrifierai pour rien au monde, dit-il, pas même pour du pain, ni pour le pouvoir, ni pour la sécurité, ni pour la prospérité, ni pour la gloire de l'Etat, ni pour quoi que ce soit... »

Herbert PASSIN.

(Traduit du texte anglais obligeamment fourni par « Forum-Service », dirigé par Melvin J. Lasky).

## Pleine Amnistie à Madagascar !

Nous avons reçu le communiqué suivant que nous insérons bien volontiers et auquel nous joignons notre voix :

« Les soussignés s'élèvent contre les restrictions apportées à la loi d'amnistie votée par l'Assemblée Nationale pour Madagascar et contre l'amendement spécifiant que les parlementaires et certains des militants malgaches condamnés en 1947-48 ne retrouveront leurs droits politiques qu'en 1963.

« Pour répondre au vœu unanime des populations malgaches et de l'Assemblée représentative de Madagascar, ils demandent au gouvernement français et aux instances parlementaires de revenir sur leur décision et d'accorder l'amnistie pleine et entière avec jouissance de leurs droits politiques à tous les condamnés politiques malgaches.

« Une telle décision impliquant le retour à Madagascar des députés Rabemanjara, Raseta, Ravohangy et de leurs compagnons, permettrait de sauvegarder des liens d'amitié entre le peuple français et le peuple malgache et faciliterait la recherche d'une solution harmonieuse des problèmes franco-malgaches. »

Ce texte est suivi de nombreuses signatures parmi lesquelles nous relevons : François Mauriac, Jean-Paul Sartre, Laurent Schwartz, André Breton, Aimé Césaire, Maurice Nadeau, etc., et où il nous plaît de retrouver les noms des syndicalistes Ruff, Lauré, Letonturier, Alexandre Hébert, Paul Du-thel, Chéramy, Madeleine Kann, Rolande de Paepe...

Cette amnistie pleine et entière nous semble une des conditions d'honnêteté du référendum qui, paraît-il, s'étendra aux territoires d'outre-mer.



# POUR UN MOUVEMENT SYNDICAL UNI ET DEMOCRATIQUE

*L'anniversaire de l'Appel pour un Mouvement syndical uni et démocratique, lancé le 15 juin 1957 par Denis Forestier (Fédération Education Nationale Autonome), Aimé Pastre (C.G.T.) et Roger Lapeyre (Force Ouvrière) a fait l'objet d'une manifestation du souvenir sur la tombe de Victor Griffuelhes à Saclas (Seine-et-Oise).*

*Aussi, une centaine de militants se retrouvaient le dimanche 15 juin autour de la tombe de Victor Griffuelhes.*

*Roger Lapeyre a rappelé la vie et l'action de celui qui fut le rédacteur principal de la Charte d'Amiens. Il a été notamment souligné l'action vigoureuse de Victor Griffuelhes pour rechercher et maintenir l'indépendance du syndicalisme.*

*L'essentiel de la pensée de Victor Griffuelhes réside dans sa conception de l'action directe « par laquelle l'ouvrier crée lui-même sa lutte, c'est lui qui la conduit, décide à ne pas s'en rapporter à d'autres qu'à lui-même du soin de se libérer.*

*Après cette évocation, c'est Denis Forestier qui a donné connaissance des résultats des travaux de La Verrière, que nous reproduisons ci-après :*

Il y a un an que fut lancé l'Appel pour un Mouvement syndical uni et démocratique. Cet appel est devenu aujourd'hui la « Déclaration commune » de 19 organisations syndicales nationales (Fédérations ou Syndicats nationaux) regroupant plus de 360.000 travailleurs syndiqués.

Cette déclaration, placée sous l'analyse des causes qui ont conduit aux scissions syndicales, au pluralisme syndical, définit un certain nombre de principes fondamentaux et de corollaires en découlant sur lesquels doit s'édifier une grande centrale syndicale unie et démocratique.

Nous déclarons aujourd'hui que le monde du Travail, quelles que soient les erreurs passagères, peut trouver en lui-même suffisamment de ressources, de foi, d'enthousiasme et de volonté pour regagner dans tous les domaines la place qui doit être la sienne. Nous affirmons qu'un pareil renouveau passe d'abord et surtout par la prise de conscience en chaque travailleur des causes de la crise actuelle du mouvement syndical et des moyens d'y remédier.

## I. — CAUSES DE LA CRISE ACTUELLE DU MOUVEMENT SYNDICAL

### 1. — Le pluralisme syndical :

C'est l'évidence même qu'un syndicalisme divisé se condamne à des actions désordonnées et sans perspective, s'enferme dans une fausse compétition entre organisations syndicales différentes conduisant à la démagogie, à la perte des grands ensembles, au refus de voir des interdépendances économiques et sociales qui se sont créées ; s'épuise dans une querelle de clientèle ; déçoit le monde du travail qui se détourne des syndicats ; fait perdre le sens de la véritable démocratie ; compromet les libertés syndicales lesquelles sont indissolublement liées à un contexte général de liberté qui constitue la garantie essentielle de leur libre exercice.

La déclaration commune pour un Mouvement syndical uni et démocratique dénonce ce pluralisme syndical, les causes et pratiques qui y ont conduit.

Cause de faiblesse, la division syndicale est aussi conséquence d'une attitude constante des partis politiques ouvriers et des groupements philosophiques ou religieux.

Par eux, le travailleur, est d'abord considéré, dans tous les actes de sa vie syndicale comme un agent de propagande des conceptions qui sont les leurs. Le parti communiste a fait notamment de cette attitude une règle impérative.

De plus, la multiplicité des élections à divers organismes a institué une compétition entre les cen-

trales syndicales concourant, d'une part à créer une trop grande tendance à la substitution du responsable syndical par le délégué élu et, d'autre part, à une opposition démagogique électorale.

Ainsi, pour le syndicalisme considéré plus ou moins comme moyen de conquête primaire des masses ou comme un nécessaire complément en état de subordination, le champ libre qui lui a été laissé est resté la revendication immédiate, parfois limitée à la catégorie. Ceci a eu pour conséquence le refus de laisser à la classe ouvrière le droit de conception, la possibilité d'anticipation, droit et possibilité qui en dernière analyse sont les conditions essentielles pour assurer son propre devenir. Ceci a conduit la classe ouvrière à perdre le sens des considérations générales, le sens des grands ensembles sans lesquels il est impossible d'assurer de larges conquêtes.

Mais le pluralisme syndical s'il est une des causes fondamentales de la crise syndicale actuelle n'est pas la seule. Il en est d'autres qu'il convient de situer.

### 2. — Transformation de la nature même de la classe ouvrière

La structure actuelle du monde du travail n'est plus la même qu'en 1906. Les progrès des sciences et le développement des techniques ont radicalement modifié la répartition en pourcentage des secteurs primaire, secondaire et tertiaire.

Des catégories privilégiées se sont créées à l'intérieur même du monde du travail salarié. La nature de la lutte des classes et sa conception se sont transformées. Le sens général de la solidarité ouvrière a diminué du fait du développement dans la classe salariale d'une partie correspondant aux classes moyennes. Un égoïsme corporatif est apparu s'appliquant essentiellement à défendre ou à améliorer la position acquise, entraînant à l'acceptation de moyens et de conditions de travail qui peuvent en des secteurs moins favorisés, se retourner contre d'autres travailleurs.

De plus, la structure même des salaires : salaire direct, salaire différé dû aux très belles conquêtes sociales, a transformé les rapports d'opposition salariat-patronat en faisant intervenir la tutelle de l'Etat dans l'une comme dans l'autre partie. Pour influencer cette tutelle de l'Etat le monde syndical s'est vu contraint à plus d'interventions auprès des gouvernements, des assemblées politiques et des partis, accentuant les possibilités d'influences politiques en son sein.

### 3. — Transformation générale du contexte économique

L'évolution du contexte économique a créé des interdépendances que le monde du travail subit plus qu'il ne les comprend. Ceci le place en état d'infériorité face aux données techniques dont dispose le patronat. Ceci a conduit les techniciens et les cadres à se constituer en groupes autonomes trop souvent intéressés essentiellement à leur seul sort dans le développement économique qu'ils préparent, coordonnent et impulsent.

La concentration industrielle sur quelques points importants du territoire a entraîné des concentrations ouvrières dans des conditions matérielles telles que bien des travailleurs sont soumis à des assujettissements ayant valeur d'impératifs qui les contraignent et aussi mobilisent une bonne part de leur temps en dehors des heures de travail.

### 4. — Insuffisance de l'éducation ouvrière

Des causes sociales et économiques qui précèdent est résulté une sorte de désintérêt vis-à-vis de l'action collective. Sur le plan syndical ceci s'ajoutant

à la complexité de plus en plus grande des problèmes, les syndiqués ont eu tendance à laisser aux états-majors syndicaux toute la responsabilité. De ce fait, les appareils confédéraux ont eu de plus en plus tendance à la centralisation et à se comporter, face aux problèmes qui leur étaient posés, comme des partis ou des superpartis. La grève alors a été trop souvent utilisée non comme le moyen suprême des travailleurs mais à bien d'autres fins.

Les jeunes pris dans une évolution qui les saisissait de front, n'ayant pas appris que les avantages acquis, sont les résultats d'une lutte longue et âpre, coupée d'ailleurs des terribles angoisses et déceptions qu'ont apportées des expériences révolutionnaires en d'autres pays, se sont portés vers les satisfactions immédiates.

Bien de ceux qui sont aliés au Syndicat l'ont fait plus par réflexe d'assurance que par affirmation de conviction. D'autres ayant soif d'une éthique nouvelle n'ont pas trouvé satisfaction dans un syndicalisme qui n'avait pas su la dégager avec force, seule condition pour que soit suivi avec persévérance la dure école du militantisme syndical.

Il faut dire que le syndicalisme n'a pas su réclamer sa part dans l'utilisation de ces moyens modernes d'expression de la pensée que sont : la radio, la télévision, le cinéma. De plus, l'absence d'une presse ouvrière faisant les synthèses, posant clairement les problèmes, esquissant les évolutions, précisant les transformations, se fait durement sentir.

Car ce qui frappe, c'est le refus devant la recherche de la connaissance des problèmes économiques, sociaux qu'ils soient nationaux ou internationaux. Leur aspect trop technique rebute. Le syndicalisme n'a pas su former suffisamment de cadres pour bien pénétrer ces problèmes. Il n'a pas su créer entre lui, les savants et les chercheurs, des liens de valable coopération. La coupure des enseignants d'avec le monde ouvrier confédéré, la coupure de ce monde ouvrier avec le monde scientifique, la coupure des techniciens et des cadres d'avec la masse d'exécution, sont lourdes de conséquences, comme l'est également l'indifférence du monde syndical à l'égard d'une indispensable réforme de l'enseignement.

## 5. — Refus d'un syndicalisme d'anticipation

Cette méconnaissance du sens de l'évolution, cette réduction aux problèmes immédiats ont conduit à une attitude essentiellement revendicative. Dans certains secteurs forts de l'économie, cette attitude a permis d'acquiescer parfois une situation plus privilégiée mais parfois aussi, a conduit à une collaboration avec le patronat pour édifier une sorte de protectionnisme de ces secteurs.

Ceci est particulièrement grave à l'heure où les progrès des sciences, l'évolution des techniques, la puissance thermo-nucléaire accélèrent une évolution qui constitue une véritable révolution. Le syndicalisme, s'il ne fait pas cet effort d'imagination, d'anticipation, risque d'être largement dépassé par les événements de laisser s'instaurer l'ère du travailleur-robot, de placer le monde ouvrier dans une condition de dépendance étroite où la dignité humaine s'affaiblira.

En s'effaçant ainsi il a laissé se pratiquer un appel constant à l'Etat. L'omniprésence de celui-ci constitue une sorte de catalyseur de toute évolution économique, sociale et humaine. Ainsi, se sont réalisées des conditions d'étatisme qui, placées demain au service d'un pouvoir antidémocratique, peuvent contraindre plus encore les travailleurs.

\*\*\*

Il ne saurait être question de situer toutes les causes consécutives de celles que nous venons d'essayer de déterminer. Celles-ci nous paraissent suffisamment importantes pour que, en essayant d'y remédier, on puisse établir toute une éthique qui donnera à un syndicalisme uni et démocratique toute la puissance d'attrait, de rayonnement et de conquête que lui commande l'immense masse de ces jeunes générations qui vont déboucher dans la vie active du travail.

## II. — POUR UN RENOUVEAU SYNDICAL

1. — Tout renouveau syndical passe par l'Unité dans la Démocratie réelle. La déclaration commune pour un *Mouvement syndical uni et démocratique* définit sur quels principes repose l'édification d'une centrale syndicale regroupant les travailleurs considérés en tant que tels et non en tant que relevant d'abord et essentiellement de telle option politique, philosophique ou confessionnelle.

Ces principes, à la clarté des événements actuels prennent pour nous plus de valeur encore.

2. — Mais il est d'importance d'établir les démarcations précises entre les prérogatives des syndicats et des fédérations d'une part, des unions départementales et des organismes confédéraux d'autre part, afin que chaque syndiqué de base sache en clair les attributions des organisations syndicales à tous les échelons et ne se trouve pas, comme il l'a été bien souvent dans un passé récent, tiraillé entre des mots d'ordre contradictoires.

3. — Définir d'urgence une éthique syndicale qui puisse exercer un pouvoir d'attraction sur les jeunes. Ceux-ci attendent du syndicalisme, bien sûr, une amélioration matérielle de leur situation, mais surtout une efficacité dans la participation aux constructions futures. Car le travailleur producteur reste le facteur essentiel d'une évolution du progrès.

Le mouvement syndical doit être pour eux une expression d'hommes libres épris de solidarité ouvrière et d'internationalisme prolétarien, un refus de l'autoritarisme et de l'arbitraire, un moyen solidaire de réaliser pour chacun, quelle que soit son origine, et en fonction de ses possibilités, une égalité de chances dans la vie.

Le syndicalisme doit repenser aussi la nécessaire liaison avec les secteurs coopératif et mutualiste.

L'un et l'autre devraient être des moyens de conquête autant que des moyens de défense. L'un et l'autre, appuyés par un mouvement syndical uni, démocratique et dynamique peuvent servir non seulement d'exemples de réalisations mais prendre dans les secteurs économique et social une place telle qu'elle en commandera les transformations.

5. — Le syndicalisme, pour avoir toute son efficacité, doit reforcer sa propre morale ouvrière ; si l'exploitation de l'homme par l'homme est une réalité aussi vivante aujourd'hui qu'hier, bien qu'elle prenne souvent des formes plus insidieuses, un passé récent prouve que l'exploitation de l'homme par l'Etat est aussi une réalité.

L'indépendance du syndicalisme est plus qu'une nécessité. C'est une garantie d'efficacité. En conséquence, les rapports entre syndicats et formations politiques doivent être définis avec précision tout comme le syndicalisme doit affirmer son refus de s'intégrer dans l'Etat. Les participations ouvrières aux gouvernements et aux législatifs, en tant que telles, n'ont jamais conduit qu'à la politisation des organisations syndicales ou au coopératisme d'Etat.

En particulier, il doit retenir pour règle que plus le parti ou les partis au pouvoir se réclament de la classe ouvrière, plus le syndicalisme doit conserver sa libre détermination.

6. — Mais une telle position ne doit pas contribuer à placer le syndicalisme dans la position mineure que les gouvernements, les partis et les formations idéologiques lui ont réservée jusqu'ici.

Il doit être un « syndicalisme d'anticipation ». Pour ce faire, une double tâche s'impose à lui : perspectives des grandes interdépendances, éducation ouvrière.

7. — Pour comprendre, saisir et donc influencer avec force sur les premières, devant la complexité des problèmes qu'elles posent, en présence d'une évolution qui commande une accélération sans précédent de l'histoire, le syndicalisme doit, par la liaison ouvrière, enseignants, techniciens, cadres, chercheurs et savants, par une volonté constante de promotion ouvrière, faire surgir en son sein les équipes et bureaux d'études nécessaires.

8. — Pour réaliser la deuxième, il doit multiplier à tous les stades les cercles d'études, les rencontres de confrontation ; il doit s'attacher à la formation des militants de base de telle façon qu'au lieu de craindre leur dynamisme, il le sollicite sans cesse, non seulement pour une saine connaissance et application des législations déjà acquises mais

aussi pour promouvoir dans la masse ouvrière par le contrôle et la pression qu'elle doit exercer jusques et y compris l'action directe, la volonté de plus d'émancipation, pour inscrire dans les faits une évolution constante de progrès, marque essentielle de la transformation de la société capitaliste en véritable société socialiste au sens large du terme.

Le syndicalisme doit œuvrer pour une réforme de l'enseignement démocratique et de formation, élevant le niveau culturel de l'ensemble de la nation, faisant sortir de la masse ouvrière les cadres et techniciens qui, en raison même de leur nombre, resteront attachés à leurs origines, permettant à l'ouvrier d'éviter la robotisation ; lui assurant, par les possibilités de jugement données à chacun, l'extension constante de la dignité humaine.

9. — Le syndicalisme, par une presse syndicale renouée, par son travail de propagande pour lutter contre l'influence d'une presse capitaliste, d'une radio et télévision d'Etat, doit redonner à l'ouvrier la volonté de sa propre détermination, condition essentielle pour donner aux déterminations collectives toute leur valeur et toute leur efficacité.

10. — Prenant conscience des transformations qui se sont opérées au sein de la classe ouvrière, le syndicalisme a pour devoir, non seulement d'adapter ses méthodes, mais de faire sentir à tous que le sort de chacun dépend du sort de l'ensemble, redonnant à la solidarité ouvrière son plein

sens, faisant comprendre que nul n'a le droit, quelle que soit sa place, de se désintéresser des libertés ouvrières et syndicales, lesquelles s'inscrivent dans un contexte de libertés qui les garantissent.

Il est évident pour nous que le renouveau syndical repose essentiellement et d'abord sur la prise de conscience individuelle du travailleur en tant que tel.

Nos déclarations d'aujourd'hui s'inscrivent dans les perspectives de notre déclaration commune pour un *Mouvement syndical uni et démocratique*. Elles ont précisément pour objet, par la synthèse de pensées qui les caractérisent, de provoquer, en l'accélérant, cette prise de conscience de chaque travailleur, prise de conscience qu'imposent plus encore les circonstances présentes.

#### ERRATUM

Dans l'article de Jacques Gallienne publié dans notre dernier numéro sous le titre : « Rapports entre Européens et Orientaux », une regrettable erreur de mise en page s'est produite. Après les quatre premiers paragraphes consacrés à ce chapitre, on a sauté sur la conclusion d'un autre chapitre traitant de « la douloureuse question de Palestine ». Nous nous proposons d'y remédier dans notre prochain numéro.

## Parmi nos

# LETTRES

### Critiques et suggestions

D'Adolphe JARDIN, de Dijon (Côte-d'Or) :

... Je n'arrive pas très bien à comprendre pourquoi, dans la « R.P. » comme dans le livre de Monatte, les syndicats chrétiens sont considérés comme des syndicats libres. Sans doute F.O. ne l'est pas complètement non plus par rapport au parti socialiste, mais quand même. N'avons-nous pas tous approuvé : « La religion, c'est l'optimum du peuple » ? Complètement d'accord avec la « R.P. » sur l'Algérie ; d'accord aussi contre l'impérialisme, le totalitarisme russe. Ce qu'il nous faudrait, c'est un journal plus fréquent et moins doctrinaire que la « R.P. », qu'il est impossible de faire lire à des gars qui ne lisent guère que « l'Équipe » et qui, à côté de cela, gueulent contre tout et tous, mais sans pouvoir dire exactement pourquoi...

De TOESCA, de Vincennes (Seine) :

... Mon renouvellement futur... aura lieu... si toutefois mes désaccords ne sont pas plus nombreux ! Et, même dans ce cas, je continuerai sûrement à vous lire car, sans participer activement à la bataille quotidienne, il est salutaire de toujours chercher à comprendre, même si on n'est pas d'accord a priori. Et la R.P. est un excellent outil.

De R. BARBET, d'Amiens (Somme) :

Chers camarades, j'ai le regret de vous informer que je ne renouvelerai pas mon abonnement. Agé de plus de 70 ans, ne travaillant plus, la modicité de mes ressources ne me permet plus de dépenser autrement que pour le strict nécessaire. Et j'ajoute que, depuis un certain temps, j'éprouve un malaise à la lecture de certains articles vraiment partiaux. Dans la dernière correspondance de Finidori concernant des Tunisiens molestés à Paris, il y a parti pris marqué. Que des Tunisiens aient été assimilés à des Algériens, du fait de leur ressemblance, s'explique facilement par la nécessité de rechercher les auteurs de meurtres journaliers entre Nord-Africains. En toute sincérité la police ne peut faire autrement que de tenter de limiter les dégâts. La situation à Tunis est différente ; aucun point de comparaison. Autre grief contre Hagnauer, pour lequel j'ai cepen-

dant beaucoup d'estime mais trouve beaucoup trop sévère vis-à-vis de Paul Faure, comme il l'a été, ces dernières années, concernant R. Belin. Je crois à la nécessité de respecter ceux qui ne pensent pas tout à fait comme vous, pourvu que l'on ne leur fasse pas grief de vénalité. Avec mes regrets. Cordialement.

De J. LAPLAUD, de la Charente-Maritime :

Où la R.P. est utile et nécessaire. Il ne faut pas qu'elle disparaisse... Mais peut-être faudrait-il aussi envisager un regroupement de toutes les forces révolutionnaires (syndicalistes comme politiques). Notre faiblesse vient de notre désunion, du manque de cohésion de notre activité : trop de petits groupes, de petits cercles travaillant en ordre dispersé. On vient de lancer La Commune. Très bien ; mais peut-être eut-il été préférable de porter tous nos efforts sur la R.P., en faire un organe bi-mensuel plus étoffé, plus actuel, plus vivant.

Sans doute est-ce trop demander, car tous nous tenons à notre « ours », si mal léché soit-il.

Cette lutte désordonnée — à laquelle il faut joindre l'indifférence, l'apathie de la grande masse des travailleurs — ne peut que profiter à la réaction et au fascisme.

Si ce sont seulement des questions matérielles qui motivent des désabonnements, il ne peut être question de supprimer le service de la R.P. à des camarades gênés. La solidarité doit jouer en cette affaire. Et il me semble normal que la souscription assure la gratuité de la R.P. à ceux qui ont souvent trop pensé aux autres pendant toute leur vie militante et quelque peu négligé la sécurité de leur vieillesse.

Barbet cependant me reproche ma sévérité à l'égard de Paul Faure et de Belin. Il n'est pas dans mon intention de discuter les griefs de l'un contre le parti socialiste, de l'autre contre la direction de la C.G.T.-F.O. Mais que l'ancien chef de la tendance minoritaire et internationaliste, pendant l'avant-dernière guerre, puisse écrire régulièrement des papiers réactionnaires et nationalistes... que Gustave Hervé — au terme de sa carrière de renégat — aurait pu signer... cela devrait tout de même remuer les tripes de quelques anciens, cependant résignés à pas mal de turpitudes.

Il m'est arrivé incidemment, pour des questions actuelles, d'accrocher Belin, qui ne nous ménageait guère dans sa revue et son journal. Je n'ai jamais insisté. Dans les dernières semaines de 1940, alors que je n'avais pas grand espoir de survivre, Belin, spontanément, sans que je le sollicite, s'est inquiété de mon sort. Cela n'a rien changé pour moi. Mais son geste m'interdisait d'aboyer à ses chausses. Je

n'ai pas les pattes et les dents pour courir avec la meute et participer à la curée...

Mais l'un et l'autre sont tellement loin de nous aujourd'hui que ce serait perdre son temps que d'engager un débat. — R. H.

## Toujours à propos de math

De PERA à Walusinski :

*Vous savez ce que c'est que le sénateur gauliste Michel Debré ? C'est bien plus que l'actuel garde des sceaux. C'est le brain de de Gaulle. Nous aurons une constitution Debré.*

*Or, dans le programme exprimé de l'année dernière par celui-ci dans : « Ces princes qui nous gouvernent » (Plon), il y a :*

*« Réformer notre enseignement... faire que les grandes écoles techniques soient plus ouvertes et notamment puissent être préparées par les établissements techniques secondaires... »*

*En clair, cela veut dire : mettre beaucoup moins de math dans les concours.*

*L' « idée fausse » de Péra (qui est loin de lui être personnelle) est donc au pouvoir.*

*Que cela ne vous alarme pas ! Je puis vous rassurer. Les gens de Pipo sont coriaces.*

*Et Debré ne fera rien de ce qu'il dit là, malgré qu'il précise : « Il suffit pour réussir ce programme d'oser prendre des décisions, d'oser favoriser certains enseignements, c'est-à-dire certains enseignants, aux dépens de quelques autres sans s'arrêter aux protestations éphémères de ceux qui ne veulent jamais de « réformes ».*

## Question de géographie

De GALLIENNE, à Sfax :

*Dans une réponse à Simplet, Louzon mentionne à côté de la Mongolie Extérieure, la République populaire des Tannou-Touwa, dont il déclare ne pas connaître la situation actuelle. Cette république n'existe plus ; elle a été annexée par l'U.R.S.S., je ne sais plus en quelle année, mais je crois peu avant la guerre mondiale.*

## Compagnon de route ?

De GALLIENNE, également :

*Je regrette le ton de la réponse de Lapeyre à « Tribune du Peuple ». Si une information fautive a été publiée par ce journal, ne peut-on demander une rectification sans pour cela accuser de « malhonnêteté intellectuelle » et de « singulier gauchisme » ceux qui ont commis une erreur ? L'Union de la Gauche Socialiste lutte, tout comme la R.P., contre la guerre d'Algérie. Elle vient de publier un communiqué flétrissant le meurtre d'Imre Nagy et de ses compagnons. Je ne comprends pas qu'à l'heure actuelle où ils sont si peu nombreux, ceux qui partagent ce double point de vue passent leur temps à s'attaquer ou à s'invectiver. A mon avis il y a mieux à faire.*

Gallienne semble ignorer que Lapeyre a déjà eu l'honneur de plusieurs commentaires dans « France-Observateur », avec des qualificatifs dont le moindre a été celui de MacCarthisme lorsque Lapeyre a dénoncé le secrétaire de la C.G.T. Lebrun comme un membre clandestin du parti communiste, et que, malgré des réclamations de jeunes camarades outrés de ces procédés, aucune rectification n'a jamais été faite dans ce journal.

Il devrait se rappeler par contre que le journal « Nouvelle Gauche » en son premier numéro, a essayé de salir la « R. P. » en la mêlant à une salade qui irait de la réaction au fascisme et confondant volontairement notre vieil antibolchevisme à l'anticommunisme bourgeois. Et comme on retrouve ces mêmes gens dans leur nouvel organe « Tribune du Peuple », on n'a pas à se faire d'illusions sur eux.

Et même quand, ne pouvant faire autrement sans se démasquer, ils flétrissent l'assassinat de Nagy, ils demeurent à nos yeux des auxiliaires du P.C. Et leur refus de s'unir à l'équipe de la « Nation Socialiste » (avec laquelle d'ailleurs nous n'avons aucun contact), alors qu'ils recherchent des alliances, aussi bien avec des chrétiens que des radicaux, nous confirme dans l'opinion que leur socialisme sent trop la cuisine russe. — F. CH.

## A travers

# LES LIVRES

## BLANQUI ET L'ACTUALITE

(A propos du dernier livre de Maurice Dommanget)

Maurice Dommanget, qui fut notre maître en syndicalisme dans notre jeunesse militante, consacre aujourd'hui une heureuse retraite à compléter et à parfaire son œuvre d'historien du socialisme. Il est le biographe de Blanqui et le principal — sinon le seul — historien du blanquisme.

Son dernier ouvrage : « Les Idées politiques et sociales d'Auguste Blanqui » (Librairie Marcel Rivière, 31, rue Jacob, Paris-6<sup>e</sup>. 1.300 fr.) est non seulement indispensable dans la bibliothèque du militant, mais on doit le trouver dans les bibliothèques des comités d'entreprises, dans celles des municipalités, dans les cercles d'études et de discussion. Avis à tous nos camarades qui s'occupent quelque part des nourritures intellectuelles.

Je dois avouer que je connaissais peu Blanqui. Il avait plus marqué les militants d'une ou deux générations précédentes. Je le connais donc mieux maintenant. Assez en tout cas pour dire que je ne suis pas blanquiste. Bien entendu, cela ne retire rien à l'admiration que l'on peut porter à cet homme qui passa presque toute sa vie dans les geôles, ni à l'intérêt que présente l'étude de ses idées pour la compréhension même des problèmes actuels. Les questions suivantes s'en trouvent éclairées : le parti, les minorités agissantes, la lutte contre le bonapartisme, l'armée permanente, les problèmes de l'insurrection, la lutte contre l'église, bien d'autres encore. Beaucoup moins, il faut le dire, les questions ouvrières proprement dites, j'entends les idées et les pratiques issues plus ou moins confusément de la classe elle-même et qui constituent ce qu'on peut appeler aujourd'hui : le syndicalisme.

Voici déjà une définition du blanquisme : « Le blanquisme, envisagé d'un point de vue subjectif, peut être considéré comme la projection de l'énergie de son initiateur sur le plan idéologique. Il signifie, au fond, la primauté du combat, le recours constant aux manifestations, aux coups de main, aux menées conspiratives, aux insurrections : la pratique de l'énergétique révolutionnaire. »

Blanqui fut peut-être le premier « révolutionnaire professionnel ». On verra que les bolcheviks lui ont pris bien autre chose et que les staliniens n'en ont conservé que le moins bon. L'analogie avec Trotsky apparaît aussi : ce n'est pas pour rien que l'un comme l'autre était « le Vieux » pour ses fidèles. Blanqui ne dédaignait pas le style : « Vos phrases sont trop longues, trop traînantes. Serrez, serrez toujours, condensez. Beaucoup d'idées, le moins de mots possible, voilà le but qu'il faut toujours avoir devant les yeux... » écrivait-il à son disciple Lacambre. Encore un conseil qui ne nous ferait pas de mal.

Blanqui n'aimait pas l'économie politique : « C'est de l'anatomie froide et brutale, un inventaire d'amphithéâtre, une leçon sur le cadavre... » Mais quand il s'aventure dans ce domaine, ses vues sont originales. Ecoutez ce qu'il dit de l'épargne : « L'Épargne, cette divinité du jour, prêchée dans toutes les chaires, l'Épargne est une peste. Elle ne se fait qu'aux dépens de la consommation, par conséquent de la production. Restreindre ses achats, mettre de côté le numéraire, c'est diminuer d'autant l'échange, amener l'engorgement et tout aussitôt le chômage ». On est frappé immédiatement par l'analogie avec les idées du plus grand économiste bourgeois contemporain, à savoir J. M. Keynes, contempteur lui aussi, et pour les mêmes raisons, de l'épargne, du moins de l'épargne non investie.

Blanqui dénonce déjà le colonialisme : « Il a fait de la race blanche un légitime objet d'exécration pour les quatre cinquièmes de l'espèce humaine. » Et il voit dans les armées coloniales des armées de contre-révolution — étonnante anticipation !

Cette prescience va plus loin encore dans ce passage : « *L'oppression vole à ses vainqueurs le nom de république, leur volera celui de socialisme le lendemain du jour où le socialisme sera victorieux.* » Il a de ces formules fulgurantes et pourtant d'une grande densité philosophique : « *Une révolution fait jaillir comme l'éclair de la pensée de tous ce qui flottait comme un nuage dans la pensée de quelques-uns.* »

Mais c'est sur le problème de l'Etat et de son rôle que nous nous séparerons le plus de Blanqui dans toute la mesure où il se rapprochera des centralistes, des autoritaires, des sauveurs du peuple. Là, il s'oppose aux premiers dirigeants ouvriers de l'Association internationale si chère à notre cœur. Il va jusqu'à définir le communisme comme « *La mise en pratique de la doctrine qui donne à l'Etat l'omnipotence, l'omnidirection.* » Hélas ! ici encore, quelle surprenante anticipation ! Personne n'a plus osé théoriser cela, mais on l'a mis en pratique en effet, et comment ! Puisque nous en sommes à dire ce qui nous éloigne de Blanqui, ajoutons ses crises de patriotisme, son « antibochisme » avant la lettre, lambeaux dont devaient se nourrir de cyniques successeurs.

Où nous retrouverons notre Blanqui, c'est dans sa lutte contre la religion et contre les prêtres, dans son athéisme proclamé sans réticences, dans sa célèbre formule : « *Ni dieu, ni maître* » que devaient reprendre les anarchistes. C'est encore dans son exaltation de l'instruction des masses sur laquelle, pourtant, il s'illusionne. C'est à Blanqui aussi que l'on doit l'expression si souvent employée depuis de « *joie électorale* ». Je le suis moins dans son opposition aux réformes, car l'antinomie réforme-révolution n'est qu'apparente. Mais Blanqui est pour les grèves : « *La grève est la seule arme vraiment populaire dans la lutte contre le capital.* »

Dommanget a fort bien vu le défaut de la cuirasse du « Vieux » : cet état d'esprit d'état-major, cette prédominance des intellectuels, cette obéissance aveugle aux hommes de confiance. Cela a empêché Blanqui de faire « cette liaison entre les revendications partielles et la revendication totale, entre la partie et le tout, faute de quoi les révolutionnaires tombent dans l'intransigence hautaine et stérile. » Cela, surtout, devait conduire bien loin des descendants plus ou moins adultérins.

Dans le dernier chapitre de son ouvrage, Dommanget nous plonge dans l'atmosphère de Londres en 1860, « lieu géométrique des luttes de tendances » où nous ne serons pas tellement dépayés. Mais c'est en avril 1850 déjà que se fondait à Londres « la Société universelle des communistes révolutionnaires », alliance des marxistes, des blanquistes et des chartistes et dont les statuts contiennent les deux formules de « dictature du prolétariat » et de « révolution permanente ».

Je crois en avoir assez dit pour montrer l'intérêt très grand de l'œuvre de Dommanget. Ici, l'histoire n'est pas seulement narration et résurrection. Elle devient arme de combat. Elle aide à comprendre et, par conséquent, à mieux résoudre les problèmes d'aujourd'hui.

Blanqui a certainement fourni au prolétariat de bons matériaux d'émancipation. Mais ce ne sont que des matériaux, comme ceux que lui ont fourni d'autres penseurs et hommes d'action. C'est à lui, et à lui seul, qu'il incombe de construire sa propre maison. Qu'il n'attende pas qu'on lui apporte du « pré-fabriqué » : il n'aura alors que des usines, des casernes et des prisons. C'est la maison de l'homme qu'il lui faut construire. Certes, il ne la fera pas du jour au lendemain. Raison de plus pour ne pas renchérir à la besogne quotidienne, « en ne se remettant à personne d'autre qu'à lui-même du soin de se libérer. »

R. GUILLORE.

## CE QUI NE FUT PAS

d'Albert Camus

Albert Camus nous dit ce qu'il pense, ce qu'il espérait, ce qu'il regrette, ce qu'il attend encore de l'Algérie (1). Il le dit à sa façon, qui est à la

(1) « Actuelles, III. Chronique Algérienne — 1939-1958 ». Gallimard, 212 p. 500 F.

fois tendue et habile. Il ne peut parler des problèmes d'Algérie avec détachement ; parce qu'il sait trop bien ce que valent les mots quand la guerre est ouverte, et parce qu'il est lui-même Européen né sur les rivages méditerranéens de l'Afrique du Nord.

Le livre contient trois grands chapitres, qui marquent trois époques : un reportage sur la misère de la Kabylie (1939) ; une série d'articles sur la crise algérienne (1945) ; et enfin des textes parus en 1955 et 1956, sur le déchirement algérien. Parmi ces derniers, la conférence faite à Alger en janvier 1956, appelant à une trêve pour les civils. Un avant-propos, où l'auteur définit sa position générale, et un mémoire sur l'Algérie d'aujourd'hui, encadrant les écrits anciens.

Il y a vingt ans déjà, Camus s'efforçait d'attirer l'attention de l'opinion métropolitaine sur la gravité des conditions économiques faites aux Algériens musulmans ; son reportage est terrible par sa sobriété, par ses chiffres, par ses descriptions. Aujourd'hui encore il constitue un dur réquisitoire contre l'imprévoyance, l'absence de politique, la paresse bureaucratique de Paris. Dès la fin de la deuxième guerre mondiale, Camus donne l'alarme : les Algériens musulmans, qui avaient longtemps espéré se voir reconnus citoyens français à part entière, ont perdu confiance ; ils ne croient plus aux promesses jamais tenues des autorités françaises ; ils ont compris que l'intervention de certains intérêts européens en Algérie empêchait toute décision libérale en métropole ; ils cherchent une issue ailleurs. Quand la révolte éclate, Camus s'efforce de sauver ce qui lui paraît essentiel ; les chances d'un dialogue, un camp qui groupera Européens et Arabes et d'où la passion sera bannie, la protection des populations civiles contre la terreur des autorités et des nationalistes.

« Ce livre est... l'histoire d'un échec », reconnaît l'auteur. De là cette tension dans l'effort de pensée et dans l'expression — que l'on sent dans la préface et la postface — pour ne pas à son tour être emporté par les haines, et aussi cette habileté à ne pas dépasser les limites de ce qui peut être entendu du grand nombre, pour conserver quelques lueurs et des chances d'avenir, le regret de ce qui aurait pu être, et de ce qui ne fut pas, domine. Et aussi, moins nettement exprimée, mais terriblement présente, la fureur contre tous ceux qui, à un titre quelconque ou à des degrés divers, pensent que l'action armée contribue à la solution du problème algérien.

Car pour Camus, il n'est de solution que dans la cohabitation, l'entente, l'association des deux populations d'Algérie. Il se refuse à confondre le petit peuple européen avec les gros colons et les milieux d'affaires, comme il rejette l'opinion qui veut que le F.L.N. soit le porte-parole fidèle des aspirations musulmanes. Pour lui, il n'est pas de nation algérienne possible, parce qu'aucun des éléments d'une nation n'existe en Algérie : « il n'y a jamais eu encore de nation algérienne », « l'importance du peuplement français... », « ...une Algérie purement arabe ne pourrait accéder à l'indépendance économique sans laquelle l'indépendance politique n'est qu'un leurre ».

Les lecteurs de la « R. P. », qui suivent — et pas seulement en observateurs — les événements d'Afrique du Nord depuis quelque trente ans, réagiront sans doute de plusieurs façons en prenant connaissance de l'ouvrage de Camus. Pour ma part, j'ai éprouvé un certain malaise devant certains arguments avancés par l'auteur. En premier lieu, il me semble dans la nature de l'homme, ou dans la logique de l'histoire, que des populations sous-alimentées, sans droits, administrées par une puissance dont la civilisation est différente de la leur, et ayant perdu jusqu'à l'espoir d'être admises, même partiellement, à bénéficier d'un statut de citoyenneté, finissent par se révolter. Les plus fermes partisans de l'assimilation — et le nom de Ferhat Abbas est suffisamment connu pour fournir un exemple — ont en désespoir de cause choisi le nationalisme et l'insurrection. Et nous ajouterons, puisque les chefs ne sont pas ici l'objet d'une particulière vénération, que nous comprenons assez que pour un jeune Algérien, dont le destin est fait de chômage et d'humiliation, le fait de prendre un

fusil signifie l'accession à une première dignité — disons à une première existence. — Cette compréhension n'entraîne nullement la sympathie pour le déchaînement d'instincts sanguinaires, communs par ailleurs, à quelques détails techniques près, au doux Bidasse du contingent et au fellagha de l'Aurès.

La même impasse qui a fait se retourner l'Arabe vers la révolte, le conduit à chercher une communauté autre que la française — qui lui a été refusée. — Camus condamne le panarabisme et l'Égypte de Nasser. Il aurait pleinement raison si le musulman d'Algérie avait le choix entre une existence dans une communauté d'hommes différents mais égaux et libres, et un statut étroitement confessionnel. Jusqu'à présent ce choix lui est nié. Et l'exemple de Messali Hadj est significatif : ouvrier d'usine, marié à une Française, lié aux groupements révolutionnaires de la métropole... jusqu'au moment où il se convainc que ses amis européens rédigent d'excellentes thèses, mais ne présentent pas de poids dans les décisions officielles. Si bien qu'il se place un tarbouche sur la tête, laisse pousser sa barbe et cite le Coran. Là encore, le choix n'était plus entre une haute civilisation et une moins bonne, mais entre le néant et l'existence.

Le premier résultat de la rébellion algérienne c'est que la question algérienne est ouverte, et qu'elle n'est plus un dossier ouvert à l'occasion d'une vaine discussion de commission parlementaire. Comme les maquis tunisiens (on l'oublie trop facilement) firent avancer ce que la diplomatie de Bourguiba et la discipline de l'U.G.T.T. n'avaient pu que poser sur rail. La phrase de Camus « Après tout, Gandhi a prouvé qu'on pouvait lutter pour son peuple, et vaincre, sans cesser un seul jour de rester estimable » est acceptable si l'on se place dans la position du moraliste, ou si l'on veut — à juste titre — établir la distinction entre la révolte contre l'injustice et les excès de l'homme armé, mais elle est dangereuse si elle ne sert qu'à conseiller la longue patience du philosophe à une jeunesse qui n'a pas les moyens et n'est pas en condition de philosopher ; elle est discutable, car les Indes ont connu aussi leurs terroristes et leurs combattants.

Enfin, et c'est là une divergence de fond, l'optique franco-algérienne à laquelle Camus semble se confiner me paraît trop étroite — que la nation algérienne soit concevable ou non, elle n'est jamais esquissée que dans la perspective maghrébine. Qu'elle soit économiquement inviable, c'est probable, mais la France, même libérale, même socialiste, ne pourra, seule, faire vivre et se développer une Algérie arrachée à la misère. L'Europe et l'Amérique le peuvent. C'est là une des raisons d'espérer pour les Algériens musulmans et européens.

Là où Camus nous semble toucher juste, c'est quand il dénonce l'hypocrisie du pouvoir et de l'opinion de la métropole chargeant les Algériens de toutes les fautes. Assimilation, fédération ou indépendance doivent se payer. Personne, parmi les nombreux parlementaires faiseurs de plans n'a eu jusqu'à présent le courage de le dire.

L. M.

## CINQ DE BILLANCOURT A TRAVERS TROIS CONTINENTS

de Gabrielle Hirzel

(Editions du Seuil, 27, rue Jacob, Paris-6<sup>e</sup>. 690 fr.)

Le camarade Raymond Hirzel nous a déjà rendu compte, au Cercle Zimmerwald, de son voyage aux Indes. Il avait fait, sur ce sujet, plusieurs conférences au Cercle Ouvrier Renault.

Aujourd'hui, c'est sa femme, Gabrielle Hirzel, qui nous emmène en voyage de Paris à Sidney. Je vous conseille vivement de partir avec elle. Car, si vous lisez son livre, vous vivrez son voyage, voyage longuement caressé en rêve avant d'être accompli.

Le style est alerte, sautillant, féminin et d'un grand pouvoir évocateur. Vous êtes déjà en vacances, en vacance des articles et des motions. Vous pouvez en juger :

« Le vieux quartier de Zurich, le long de la Lum-

mat, est celui que j'aime le plus. Petites rues qui se tortillent et grimpent dans tous les coins, maisons aux façades dentelées, bouquets de géraniums aux fenêtres, et dans une de ces maisons : les fameuses tartes au fromage. »

Vous venez seulement de partir. Mais vous voici déjà en Yougoslavie :

« L'autostrade Zagreb-Belgrade est terminée. Nous l'avions vue en construction. Aujourd'hui, nous allons à bonne allure sur son ciment. Personne devant, personne derrière. Grandes herbes pâles des marais. Beaucoup de jolis oiseaux blancs, des flamants roses, toutes sortes d'habitants des marais qui rêvent et ne nous voient pas passer. Nous traversons ce paysage, doux et somnolent, à la vitesse du XX<sup>e</sup> siècle. »

Je franchis la Grèce, et c'est Istanbul :

« ...C'étaient les lumières qui nous rendaient fous, la foule des rues qui s'entremêlait comme d'énormes rubans, les odeurs mélangées. Les enfants, pieds nus, riaient, tête renversée, leurs dents éclaboussant la nuit... »

Maintenant, l'Asie Mineure : « Les sôuks d'Alep sont les plus beaux que j'ai vus dans tout l'Orient. Ruelles couvertes, fraîches, aux douces senteurs piquantes des marchands d'épices... »

Puis c'est Bagdad, et puis la Perse des légendes :

« La route s'engage dans des gorges arides, sauvages. Des camps de nomades s'échelonnent le long d'un torrent. Des hommes à turbans aux couleurs vives, gros sourcils, moustaches ébouriffées, nez busqué, yeux noirs brillants, montent des chevaux élégants... »

« Nous approchons de Méched. De la ville, on ne voit que le vert des arbres et, posée sur ce vert, l'impressionnante calotte dorée d'un tombeau d'Imam... »

Après les grenades de Kandahar, nous franchissons les passes de Khyber et débouchons sur le Pakistan : « Le dinandier tape de grands coups sur des marmites en cuivre, le couturier taille et coud à la machine sur le trottoir. De gros hommes, torse nu luisant de sueur, triturant avec d'énormes louches le fond de chaudrons débordants de soupe fumante. Pyramides de sucreries roses et jaunes, livrées à la poussière et aux mouches friandes... »

Mais où sommes-nous maintenant ? « ...Hommes, femmes, enfants à moitié nus ou couverts de vêtements frais, impeccables. Sonnettes stridentes des vélos-taxis qui s'ouvrent une déchirure vite recousue dans ce tissu humain. Vaches errantes, ruminant on ne sait quelle herbe, produit de leur imagination... Un chien galeux se traîne le long d'un caniveau, des mains ramassent de la bouse de vache... » Mais oui ! nous sommes à Delhi, au cœur de l'Inde énorme et grouillante.

Le voyage n'est pas fini. Mais nous savons déjà qu'une petite dactylo de chez Renault peut tenir joliment une plume. La preuve contraire a été faite : on peut avoir mené de rudes études et écrire « comme feu pied » (bien entendu, il arrive aussi qu'un intellectuel écrive bien).

Je n'ai pas besoin de dire qu'à chaque tournant de page de ce petit bouquin, nous rencontrons le vieux frère humain, sous des accoutrements divers, mais égal à lui-même et à nous-mêmes.

Le « Figaro » du 2 juillet a présenté de façon justement élogieuse, dans son « Courrier des Lettres », le récit coloré de Gabrielle Hirzel. Suivez son conseil, et le mien : lisez-le ! Le fait que le « Figaro », journal désagréablement bourgeois, ait ainsi parlé du livre de sa femme, pourrait prêter, avec Raymond Hirzel, à une de ces discussions que nous avons commencées et qui ne sont pas près, je l'espère, de prendre fin. Mais il y a temps pour tout. Partez d'abord aux antipodes avec Gabrielle Hirzel. Vous aurez de belles vacances et vous apprendrez, dans ces deux cents pages aillées, bien plus de choses dans de lourdes « thèses ».

R. G

(Un autre compte rendu du livre de Gabrielle Hirzel, également élogieux, nous a été adressé par notre camarade Lamizet, mais trop tard pour être publié.)

# LES FAITS DU MOIS

**DIMANCHE 1<sup>er</sup> JUIN.** — Elections en Belgique. Recul très net des libéraux, avance du parti social-chrétien.

L'Assemblée nationale investit le général de Gaulle par 329 voix contre 224.

**LUNDI 2.** — Elections en Suède : victoire des agrariens et des socialistes.

**MARDI 3.** — Le général Salan vient à Paris conférer avec le général de Gaulle.

L'Assemblée nationale délègue le pouvoir constituant au gouvernement par 350 voix contre 161.

**MERCREDI 4.** — Le général de Gaulle arrive à Alger. Le général Ely reprend ses fonctions de chef d'Etat-major général.

Au congrès communiste bulgare, Khrouchtchev justifie l'action stalinienne contre la Yougoslavie.

**JEUDI 5.** — L'Union des Syndicats F.O. de la région parisienne se prononce contre toute participation des syndicats au gouvernement.

**SAMEDI 7.** — Le référendum sur la Constitution est fixé à octobre.

**LUNDI 9.** — A Chypre, grève générale des éléments grecs suivie de bagarres.

**MARDI 10.** — Le Comité de Salut public d'Alger se prononce contre les élections municipales, contre les partis politiques, pour l'adoption de la loi-cadre.

Au Caire, le F.L.N. déclare continuer une lutte impitoyable.

**MERCREDI 11.** — Le général de Gaulle juge « fâcheux et intempestif » l'ordre du jour du Comité de Salut public d'Alger.

Réunion du Comité Central du Parti communiste qui veut multiplier les Comités de défense de la République.

Manifeste des syndicalistes « pour un mouvement syndical uni et démocratique ».

**JEUDI 12.** — Réunion du bureau exécutif de l'Internationale Socialiste qui discute de la situation en France et en Algérie.

Comité Confédéral National de la C.G.T. Le conseil de sécurité de l'O.N.U. décide l'envoi d'observateurs au Liban.

**VENDREDI 13.** — Lancement de l'emprunt national.

**SAMEDI 14.** — Message de M. Khrouchtchev au général de Gaulle sur la conférence au sommet.

**LUNDI 16.** — Comité confédéral de la C.F.T.C. qui dénonce la pression des comités de Salut public. Comité national du M.R.P. qui veut soutenir activement le gouvernement.

**MARDI 17.** — On annonce l'exécution en Hongrie de Imre Nagy, du général Moletier et de deux de leurs camarades.

Conférence nord-africaine à Tunis. Accord franco-tunisien sur le regroupement des forces françaises.

**JEUDI 19.** — Elections au conseil d'entreprises de la région parisienne ; recul de la C.G.T., avance de la C.F.T.C. Aux mines domaniales de la potasse de l'Est, la majorité passe de la C.G.T. à la C.F.T.C.

**VENDREDI 20.** — Comité Central au Parti Communiste de l'U.R.S.S. ; suppression des livraisons obligatoires des kolkhozes à l'Etat.

**SAMEDI 21.** — La Conférence de Tunis décide une action diplomatique commune pour le règlement pacifique du conflit algérien.

Fin de la grève des autobus londoniens.

**LUNDI 23.** — La Grèce rejette le plan britannique pour Chypre.

**MERCREDI 25.** — La Ligue des Droits de l'Homme lance un appel pour le regroupement de la gauche non communiste.

**JEUDI 26.** — Constitution en Belgique d'un gouvernement Eyskens social-chrétien.

A Genève le Bureau international du Travail invalide les pouvoirs des délégués hongrois.

**MERCREDI 2 JUILLET.** — Visite du général de Gaulle aux forces militaires d'Algérie. Le président Nasser est reçu en Yougoslavie. Arrestation à Tunis de dix anciens ministres ayant entravé la lutte pour l'indépendance.

**JEUDI 3.** — Nouvelle note de l'U.R.S.S. sur la prévention des attaques surprises.

Réponses des gouvernements occidentaux aux

notes de M. Khrouchtchev.

A la Régie Renault, la C.G.T. perd la majorité des voix.

**VENDREDI 4.** — Accord anglo-américain de coopération atomique.

Les observateurs de l'O.N.U. ne reconnaissent pas des infiltrations de la République arabe unie au Liban.

**SAMEDI 5.** — Le gouvernement marocain interdit l'accès du territoire aux militaires français.

L'Union européenne des fédéralistes se réunit à Paris.

A Bruxelles, conférence internationale des démocrates chrétiens.

**DIMANCHE 6.** — Conférence nationale du Parti Socialiste.

Elections en Rhénanie-Wesphalie. Succès du parti chrétien-démocrate.

Elections en Finlande : avances communistes et conservateur.

M. Lopez Mateo, du parti révolutionnaire institutionnel, est élu président de la République mexicaine.

**MARDI 8.** — M. Soustelle est nommé ministre de l'Information.

Arrivée de M. Khrouchtchev à Berlin-Est.

## D'où vient l'argent ?

### MOIS DE JUIN 1958

#### DECETTES

Abonnements ordinaires .....	76.260	
Abonnements de soutien .....	25.700	
		101.960
Souscription .....		5.320
Vente des livres et brochures .....		5.916
Remboursement, par l'Union des syndicalistes, des frais d'impression du tract « Libertés ouvrières et paix en Algérie » .....		8.500
Remb. par l'Un. des synd., des frais d'impression de la brochure de Dichamp (2 <sup>e</sup> vers.) .....		1.500
Divers .....		20
		123.216
En caisse à fin mai .....		91.320
		214.536

#### DEPENSES

Frais d'expédition .....	4.172
Frais généraux .....	3.000
Impression du tract « Libertés ouvrières » .....	8.500
Versement à l'éditeur du livre de Monatte .....	36.800
Divers .....	1.380
	53.852
En caisse à fin juin :	
Espèces .....	4.811
Chèques postaux .....	155.873
	160.684
	214.536

### LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

A. Bardin (Seine), 3.000 ; Robert Buren (Côte-d'Or), 2.000 ; Bernard Cazaubon (Hautes-Pyrénées), 2.200 ; E. Delusme (Seine), 2.000 ; Marcel Guéneq (Seine-et-Oise), 2.000 ; Mlle Léna Leclercq (Paris), 2.000 ; Charles Papillon (Paris), 3.000 ; Maurice Ruffin (Paris), 2.500 ; Maurice Vallard (Paris), 3.000 ; Fernando Valera (Paris), 2.000 ; J. Vonau (Paris), 2.000. Total : 25.700 fr.

### LA SOUSCRIPTION

E. Allot (Finistère), 200 ; Joannès Bardin (Paris), 300 ; Ernest Bertier (Alpes-Maritimes), 300 ; Gaston Chasson (Ardèche), 300 ; Galibert Chestier (Cher), 200 ; Jean Duperray (Loire), 500 ; Maurice Fradin (Paris), 600 ; Raymond Guilleré (Paris), 300 ; Alexandre Jutier (Allier), 100 ; Mme Madeleine Léger (Paris), 300 ; André Lermillier (Oise), 100 ; Jean Mahé (Finistère), 300 ; Jaime Padros (Rhône), 610 ; O. Regert-Monod (Seine), 300 ; Joannès Rival (Loire), 300 ; Mme Serret (Ardèche), 110 ; Jean Vermet (Ardèche), 300 ; Georges Yvernel (Paris), 200. Total : 5.320 francs.



La troisième brochure de l'Union des Syndicalistes :

# EST-CE QUE LE BATIMENT VA ?

est parue !

Par la voix de **Pierre DICHAMP**

les gars du bâtiment parlent  
de la construction et du logement.

Adressez vos commandes à

**MARCHETI, 1, rue Dulaure, Paris-20<sup>e</sup>.** — C.C.P. Paris 7473-08

L'exemplaire 100 francs. — Par colis de 20 ex. : 1.200 francs

Réclamez à la "Révolution Proletarienne"

## TROIS SCISSIONS SYNDICALES

par **Pierre MONATTE**

(Publié par les Editions ouvrières)

**AU SOMMAIRE : De 1946 à 1957. — Où va la C.G.T. ? — Un secrétaire confédéral parle. — Destin du syndicalisme. — Notre presse syndicale. — L'unité ouvrière au congrès de Montpellier. — Souvenirs sur le congrès d'Amiens. — La scission syndicale de 1921. — Les grèves Molotov de 1947 et 1948 et les scissions syndicales nationales et internationale. — Amis de quarante ans.**

**L'EXEMPLAIRE : 690 FRANCS**